

Les Cahiers de l'Alternance

N°21 - Janvier 2018

Migrations Problématique, itinéraires et enjeux au Sénégal

PARTENARIAT : FONDATION KONRAD ADENAUER (FKA)

CENTRE D'ÉTUDE DES SCIENCES ET TECHNIQUES DE
L'INFORMATION (CESTI)



Konrad
Adenauer
Stiftung

«Le journalisme,
c'est voir, savoir,
savoir-faire et faire savoir»

(Gaston Leroux)

Partenariat
Fondation Konrad Adenauer (FKA)
Centres d'Etudes des Sciences
et Techniques de l'Information (CESTI)

Université Cheikh Anta Diop

«La paix et la liberté
sont les bases de toute existence
humaine digne de ce nom»

(Konrad Adenauer)

Equipe de Rédaction

Cheik Farid AKELE
Miguel Khalil GODONOU
Mamadou DIAGNE
Ibrahima NDIAYE
Habib GAYE
Djiby SENE
Diène NGOM
Oumar DEMBELE

Directeur de Publication

Mme Cousson Traoré SALL

Encadreur

Mamadou KOUME
Coordonnateur
mamadoukoume@hotmail.com
Cheikh Tidiane NDIAYE

Collaboration

Ousmane Laye DIOP

Crédits Photos

D.R.

Conception - Impression

IMPRIMERIE GRAPHI PLUS
Tél. +221 33 869 10 16
imprimeries@graphiplus-sn.com

SOMMAIRE

- Avant-propos..... 9
- Le mot de la directrice..... 11

DIVERSITE DE DIASPORAS

- Emigration sénégalaise en Europe, Italie et Espagne, deux cas d'école 15
- Migrations, Défense et Sécurité : La FKA et le CHEDS en phase 17
- Diaspora sénégalaise, les difficultés de la vie à l'étranger..... 19
- Diaspora et politique, une force non négligeable 21
- Députés de la diaspora , les quinze élus divisent la classe politique sénégalaise 23
- Des Africains parlementaires en Europe..... 25
- Les footballeurs émigrés, des transferts juteux pour les clubs locaux 27
- Ces modèles de réussite dans la diaspora 29
- Des absents si présents 31
- Les envois des sénégalais de l'extérieur 33
- Migration et confréries religieuses : Keur Serigne Touba et dahiras en Occident 35

ÉMIGRATION EN QUESTIONS

- Migration clandestine : un concept qui fait polémique 39
- Mamadou Mignane Diouf : « Le monde ne peut se passer de la dynamique migratoire »..... 41
- Papa Demba Fall :« La migration est le produit d'un certain déséquilibre »..... 43

LES MIGRATIONS

- Dieynaba Gabrielle Ndiaye :
« On migre pour être socialement valorisé » 45
- Papa Seydou Dianko :
« Les jeunes doivent accepter de travailler la terre » 46
- Tidiane Kasse : « Nos médias ne sont pas suffisamment éveillés
sur la question de l'émigration, » 49

PAYS DE DESTINATIONS

- Migrations interrégionales : des mouvements intenses
en Afrique de l'Ouest 55
- Dakar-Bamako : un axe dynamique de mouvement des populations 57
- Destination France : Marianne ne fait plus rêver 59
- Gabon, l'eldorado perdu 61
- Maroc, le Royaume a la côte 63
- Etats-Unis d'Amérique : Trump anguisse les Sénégalais 65
- Dubaï, Chine et Turquie : les nouvelles voies du négoce 67

CHEMINS DE L'AVEVENTURE

- Le Sahara et la Méditerranée, cimetières des clandestins africains 71
- Gora Yally, migrant de la filière sud-américaine :
« C'est un parcours suicidaire » 73
- Témoignage d'un émigré revenu au bercail, du mirage à la réalité 78
- Un revenant de Libye témoigne : « On vend les personnes » 79
- Plus de 130 Sénégalais expulsés des Etats-Unis :
histoires d'un retour au pays natal 80
- Mamadou Sarr : un émigré porté disparu 84

PROFILS D'AVENTURES

- Catherine Touré, la Française de Kafountine 89
- Belly Sy, Franco-Sénégalaise d'ici et d'ailleurs 91
- Oumy Diagne, le rêve avorté d'une émigrée 92

VILLES ÉMETTRICES

- Touba, les migrants et l'amour du cheikh 95
- Louga, terroir d'émigrés 97
- Matam, berceau des « Francenabé » 99
- A Matam, administration et « Jakartamen » contre l'insécurité 101

MIGRATIONS INTERNES

- Africains de Thiès, sur les rails de l'intégration 105
- Les Guinéens contrôlent le petit commerce 107
- Mamadou Yaya Baldé :
« La Médina, quartier des Guinéens à Dakar » 109
- Béninois du Sénégal, une présence remontant
à la période coloniale 111
- Les Libanais, migrants de la première heure 113
- Etudiants haïtiens, une intégration réussie 115
- Des Chinois peu intégrés 117
- Vingt-cinq ans de vie au Sénégal d'une Camerounaise 119

CITÉS D'IMMIGRANTS

- La Petite côte, terre de retraite de séniors européens 123
- Mbour, la cosmopolite 126

- Ouakam, village des Guinéens 127
- Kedougou, ville multiculturelle 128
- Kafountine, une intégration africaine 130
- Djifer, terre de migrants 132
- Ziguinchor, l'attrait du Sud 133
- Medina Baye, un carrefour religieux au cœur du Saloum 134

ACTIVITES EN TOUS GENRES

- Mamadou Arifou Diallo, success story d'un vendeur de fruits 139
- Marchands ambulants et cireurs, les petits métier
des migrants internes 141
- Le dibi haoussa des Nigériens 143
- Sandiniery, le fief des Guinéens vendeurs de fruits 144
- Radio Matam, une émission destinée à l'émigration 146
- Dans un restau de Kédougou, le rendez-vous
des travailleuses du sexe 148
- Activité : travailleuse du sexe à Kédougou 150

AVANT-PROPOS

Thomas Volk, Représentant Résident
Fondation Konrad Adenauer au Sénégal



Ce numéro des Cahiers de l'Alternance porte sur les migrations – actualité oblige. En fait, l'émigration constitue certes une actualité, mais le phénomène est aussi vieux que l'humanité qui s'est construite, à travers les diverses et multiples migrations autour du globe. L'actualité concerne plutôt le douloureux phénomène de l'émigration clandestine, de ces jeunes issus de l'hémisphère sud qui risquent leur vie pour rejoindre l'hémisphère nord, dans l'espoir de pouvoir y gagner leur vie et faire vivre les leurs, restés au pays.

Au Sénégal comme en Europe, des experts se sont penchés sur la question de savoir pourquoi ces jeunes partent, ce qu'ils attendent en Europe et ce qui les attend en Europe, mais aussi de savoir comment les retenir en Afrique. Certes, l'émigration a toujours existé au Sénégal, et les émigrants contribuent jusqu'à présent de manière considérable à la création de richesses : ils construisent, ils investissent, ils créent des emplois. Cependant, les conditions ne sont plus les mêmes : encore il y a vingt ans, il y avait du travail en Europe, maintenant, certains pays ne savent plus comment réduire leurs taux de chômage exorbitants. Donc, l'espoir de trouver une situation décente en Europe diminue de plus en plus.

Une fois en Europe, la situation des émigrés est loin d'être enviable, ils courent le risque d'isolation sociale, de perte d'identité, de tomber dans la délinquance – de quel futur rêvent donc les émigrés ? Et est-ce que la situation qu'ils vivent en Afrique est vraiment si sombre ? Pourquoi les jeunes ne voient-ils pas toutes les potentialités au Sénégal ? Pourquoi ne veulent-ils pas envisager un avenir au Sénégal ? Pour eux, l'Europe est la panacée de tous les problèmes. Qu'est-ce qui leur fait rêver d'une Europe qui n'existe pas, et qu'est-ce qui leur fait qu'ils sont prêts à affronter la mort ? C'est aussi le mirage d'une Europe rêvée, non existante en fait. C'est également l'effet d'imitation de ceux qui ont réussi. Mais il y a aussi la facilité d'accès au voyage : les passeurs qui cherchent des clients, des copains qui entraînent d'autres, voire des familles qui poussent leurs enfants à l'émigration.

Il est relativement facile de trouver un passage pour l'Europe, les familles hypothèquent leurs maisons, les mères vendent leur or, d'autres des terrains. Des observateurs se demandent, à juste titre, si tout cet argent, tous ces moyens perdus, n'auraient pas pu être utilisés de manière plus profitable au Sénégal, en effectuant des investissements porteurs. Ces conséquences ne sont pas seulement individuelles avec la mort ou la maladie des émigrés, non seulement familiales avec l'appauvrissement encore plus poussé des familles qui ont tout donné pour

que le jeune parte. C'est toute la société qui perd, elle perd les bras valides, des jeunes pleins de vigueur, d'enthousiasme, de courage, des jeunes qui sont appelés à construire la société de demain. Elle perd aussi des potentialités économiques, car certains villages et quartiers se sont retrouvés sans pirogues, sans pêcheurs, sans poisson – poisson qui faisait vivre les industries de transformation.

L'actuel Cahier néanmoins ne parle pas seulement de l'émigration clandestine, il met aussi un focus sur les migrations dans l'Afrique : des pays africains vers d'autres pays africains, avec toutes les potentialités d'échange fructueux et de création de richesses, mais aussi avec tout le cortège des misères en parlant des migrations provoquées par la dégradation de l'environnement et le changement climatique ou l'insécurité et la guerre. Comment se présentent les migrations en Afrique, quels sont les différents cas de figure, en quelle mesure sont impliqués les autorités étatiques, les organisations de la société civile, les populations ?

Les Cahiers font l'état des lieux de différentes formes et modèles de migrations et ouvrent tout un panorama d'une Afrique en plein mouvement, pleine de défis, de dangers, de risques, mais aussi pleine de promesses et de potentialités.

La Fondation Konrad Adenauer remercie le CESTI et particulièrement les rédacteurs et les encadreurs des Cahiers pour leur travail excellent et inspirant. Elle espère que ces Cahiers seront une pierre de l'édifice d'une compréhension plus profonde du phénomène des migrations pour une meilleure prise en charge par les différents acteurs impliqués. Nous nous félicitons de cette belle coopération qui entre dans sa vingtième année et souhaitons pleine réussite aux étudiants du CESTI qui ont ainsi fait une belle preuve de leurs compétences et de leur professionnalisme. Nous félicitons la direction et l'encadrement du CESTI pour leur engagement dans le cadre de la production des Cahiers et de notre coopération, soyez-en remerciés.

Bonne et inspirante lecture ! ■

LE MOT DE LA DIRECTRICE DU CESTI

Cousson TRAORE SALL



Qui est autochtone sur cette terre ? Les peuples du monde se sont constitués au gré des flux migratoires qui remontent à la naissance de l'humanité. Les hommes se sont alors organisés autour d'un espace, des normes et des valeurs qui fondent le vivre ensemble. La terre, toute la terre et les ressources qu'elle recèle est destinée à la satisfaction des besoins de tous sans exclusive. Mais cette vision idyllique n'a pas survécu à la volonté de puissance et à la cupidité de ceux qui ont légitimé la force et la violence pour s'ériger en maîtres de la terre.

C'est le point de départ d'un monde déséquilibré où l'on ne migre plus pour vivre mais pour survivre. Le chemin est si parsemé d'embûches que partir est devenu un défi à la mort. Mais a-t-on vraiment le choix entre mourir dans la désespérance et mourir avec l'ultime espoir d'un eldorado qui s'évanouit dans les flots de l'océan ?

Cet espoir doit être réanimé dans nos terroirs, notamment dans le cœur de notre jeunesse pour qu'elle ne soit plus emportée par les mirages qui surfent sur les vagues et qui l'attirent pour mieux l'engloutir, si elles ne la déversent pas quelque part dans les marchés d'esclaves en Lybie. L'urgence nous interpelle tous.

Les médias ont, pour leur part, un rôle à jouer au-delà de l'information-spectacle qui exhibe des corps sans vie éjectés sur les rivages de la Méditerranée et traite des drames qui déchirent les familles éplorées. L'urgence est un appel à une prise de conscience et un plaidoyer auprès des décideurs à travers la présentation du phénomène migratoire dans ses différentes facettes. D'abord en présentant la migration par ce qu'elle devrait être en tant que droit naturel permettant à l'homme de s'établir sur le sol de son choix, mais aussi de façon moins prosaïque, par ce qu'elle est devenue en réponse à des exigences socio-économiques. C'est cette fonction de décryptage que les étudiants du CESTI essaient de remplir à travers ce numéro des *Cahiers* en partenariat avec la Fondation Konrad Adenauer.

La migration est explorée dans ses différentes formes : d'abord par la migration interne qui est souvent le produit d'un déséquilibre territorial au profit des grandes villes où sont concentrées les principales activités économiques, laissant le monde rural oisif pendant une bonne partie de l'année ; ensuite au niveau régional, l'Afrique de l'Ouest a connu de vastes mouvements migratoires depuis la colonisation. Toutefois, le principe de la libre circulation des personnes et des biens dans la CEDEAO n'en fait pas encore un grand ensemble économique et qui serait une alternative à la migration de ses ressortissants vers l'Europe. Une Europe qui ne fait plus rêver.

Le présent numéro des *Cahiers de l'Alternance* veut partager cette vérité avec ses lecteurs. La Méditerranée qui constitue la porte d'entrée vers l'Europe est devenue un mouvoir transformant les plages et les déserts en cimetières. Les exemples de réussite de quelques migrants ne sont là que pour souligner le contraste entre l'exception et la règle tragique qui règne sur les chemins de l'Occident.

Redonnons espoir à notre jeunesse, portons le développement jusqu'à l'arrière-pays, ouvrons nous à l'autre au lieu de l'indexer pour justifier nos peurs et nos angoisses absurdes. A ce prix, le monde retrouvera son humanité.

DIVERSITE DE DIASPORAS

Emigration sénégalaise en Europe

ITALIE ET ESPAGNE, DEUX CAS D'ÉCOLE

Les pays de Leonard de Vinci (Italie) et de Cervantès (Espagne) ont longtemps accueilli à bras ouverts des migrants sénégalais. Certes, ils continuent de le faire bon gré mal gré, mais dans un contexte de crise symbolisée par une fermeture de plus en plus hermétique de leurs frontières.

Si 44,5 % des migrants sénégalais choisissent l'Europe, ils se rendent principalement en France (17,6%), en Italie (13,8%) et en Espagne (9,5%), d'après le dernier Recensement général de la population et de l'habitat, de l'agriculture et de l'élevage (RGPHAE).

Concernant les deux derniers pays, une longue et complexe histoire les lie à ces Sénégalais. En Italie, ils sont 22 777 contre 15 746 en Espagne. Une forte présence auparavant due à la « facilité d'avoir des papiers » pour entrer dans ces deux pays, mais surtout par le phénomène de l'émigration clandestine via la Méditerranée et le Maroc.

« La spécificité de l'émigration sénégalaise en Italie est que ce pays était plus accessible par rapport aux autres pays d'Europe. A l'époque, on ne demandait pas de visa ou bien son obtention n'était pas difficile », explique Samba Mangane, deuxième conseiller au Consulat du Sénégal à Lyon (France). Il a occupé le même poste en Italie, d'octobre 2014 à octobre 2016.

Terre de commerce et des ouvriers, le pays de Umberto Eco a longtemps été « l'Eldorado » pour les migrants sénégalais. Mais « depuis 2000, avec l'arrivée de la droite au pouvoir, la politique migratoire a changé. L'Italie a ainsi commencé à fermer ses frontières et il était devenu très difficile d'y entrer », soutient l'ancien journaliste de la RTS.

Avant de poursuivre : « En 2009 avec la crise, les gens n'avaient plus de travail. Certains ont commencé par rentrer, car n'ayant plus de titres de séjour. (...) Malgré cela, d'autres continuent de venir via les embarcations de fortune, à leurs risques et périls. La difficulté, une fois sur place, est qu'en quittant la Libye, ils ont jeté leurs papiers dans la mer pour ne pas être identifiés et refoulés », explique Samba Mangane.

« L'ÉMIGRATION EN ESPAGNE EST RÉCENTE »

Ibrahima Khalil Wade, directeur de publication du quotidien sénégalais EnQuête, a été un témoin oculaire de la vie menée en Espagne par beaucoup de ses compatriotes. « Il y avait à l'époque ce qu'on appelait "l'effet des papiers". Car il

était franchement facile d'en avoir en Espagne. Le pays venait d'entrer dans l'Union européenne (UE) et avait besoin d'une main d'œuvre à bon marché. Il était donc très facile pour les Sénégalais et les autres immigrés d'avoir des papiers. Surtout qu'il y a eu trois processus de régularisation (1998, 2002 et 2005) », explique M. Wade. Reconnaisant toutefois que « depuis 2007, l'Espagne a suivi l'Italie et le Portugal, qui ont fermé le robinet. Parce qu'il fallait faire face à l'arrivée massive des clandestins ».

Ayant vécu pendant 10 ans en Espagne, Ibrahima Wade a été le correspondant de beaucoup de journaux sénégalais. Durant son séjour, il a rédigé un certain nombre d'articles relatifs à l'émigration sénégalaise dans ce pays, surtout des faits divers impliquant des membres de la diaspora.

« L'émigration est un sujet très complexe. C'est partout pareil en Europe. Il y a toujours des gens qui sortent du lot, car ayant une certaine qualification avant d'émigrer. Ils ont soit un métier ou ont fait des études poussées, et dans la plupart du temps ils réussissent leur intégration. D'autres par contre n'ont pas été préparés à cela, car en quittant le Sénégal ils pensaient qu'ils allaient à l'Eldorado. Et dans la plupart des cas, ce n'est pas la réalité. Ce qui fait qu'il y a parfois des désillusions. Si vous n'êtes pas préparé à cela, c'est facile de verser dans des activités illicites. Ce qui fait qu'on retrouve souvent certains de nos compatriotes dans les prisons européennes », indique le dirpub d'EnQuête. Soulignant quand même que « dans l'ensemble, la plupart de nos compatriotes sont des gens rangés qui font correctement leur travail. Ils gagnent leur vie à la sueur de leur front et essaient de se conformer à la législation du pays d'accueil ».

Aujourd'hui, avec « un taux de chômage en Espagne avoisinant les 20 - 22% », beaucoup de compatriotes sont empêtrés « dans la crise, surtout pour ceux qui n'ont pas de papiers », renseigne le confrère. Avec des papiers, ils auraient eu au moins une « allocation de chômage », mais le problème est que beaucoup parmi eux « ne travaillent pas dans le secteur privé ou dans l'administration et n'ont jamais cotisé à la sécurité sociale », déplore Khalil Wade.

Il note que ce sont souvent « des gens qui ont passé plus de 20 ans en Espagne » et « ont toujours œuvré dans la vente à la sauvette ». A un certain âge, ils finissent sur la paille... ■

Migrations, Défense et Sécurité

LA FKA ET LE CHEDS EN PHASE

La Fondation Konrad Adenauer Stiftung et le Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité ont organisé le 19 septembre 2017 à Dakar, un séminaire sur le thème : «Migrations, Défense et Sécurité », dans un hôtel de la place.

L’Afrique de l’Ouest est un vaste territoire à très forte mobilité, marqué par des migrations internes et internationales qui ont une longue histoire et sont souvent étroitement liées. C’est aussi la première région d’accueil des migrations en Afrique. D’après la sociologue-anthropologue Sylvie Bedeloup, 80% des migrations africaines sont internes et concernent l’Afrique de l’Ouest en grande majorité. Alors que l’enquête du sociologue Massamba Diouf révèle que seulement 13% des migrations concerne l’Europe.

Des chiffres qui ont été confirmés par le Directeur général du Centre des hautes études de défense et de sécurité (CHEDS), le général Paul Ndiaye, qui salue les efforts consentis en 2015 avec la Déclaration commune de la Valette. A travers ce document, les Etats européens et africains s’étaient engagés à respecter les droits de l’homme, améliorer les cadres de la migration légale, lutter contre les divers trafics liés aux migrations, mais aussi, s’attaquer aux causes des migrations dans leurs politiques de coopération au développement.

Malgré les nombreuses déclarations et tables rondes, l’application des décisions prises pose problème et certains Etats ne tiennent compte que de leurs intérêts sécuritaires. Les experts déplorent « l’amalgame fait en Europe entre migration et sécurité, le trafic humain dans les zones de transit ainsi que le spectacle des scènes macabres de noyades et de disparus à 14 000 personnes devrait susciter un effort de résilience sécuritaire globale ».

PRISE EN CHARGE DES MIGRANTS

Des structures se penchent depuis quelques années sur ces questions migratoires et sécuritaires. On peut citer l’exemple de l’Organisation internationale des migrations (OIM) dont la représentante a axé son intervention sur le programme d’assistance au retour des migrants à travers son volet aide au retour volontaire et à la réintégration. Grâce à ce programme, l’OIM accompagne les migrants par le financement de leurs projets générateurs de revenus, une fois arrivés dans leurs pays d’origine. Selon Mme Salla Mbaye, en 2015, il a été enregistré au Sénégal 1647 retours de migrants venant de divers pays africains et d’Europe. En 2016, ces chiffres sont revus à la hausse à cause, dit-elle, des campagnes de sensibilisation dans les pays d’accueil, de transit et d’origine menées par son institution. Ce qui



donne un effectif de 1880 retours contre 1994 pour l'année en cours. Les migrants qui reviennent du Niger, de la Libye sont en tête alors qu'on note une légère baisse pour les migrants des pays européens. Les régions qui enregistrent les forts taux de retour sont : Tambacounda, Kolda et Dakar.

Les questions migratoires et de sécurité interpellent tout le monde surtout et ce genre de séminaire renforce et permet les échanges entre les différents acteurs. Selon le haut commandant de la Gendarmerie nationale, le Général Meïssa Niang, les migrations sont devenues un enjeu sécuritaire de taille en Afrique de l'Ouest à cause de l'ampleur qu'a prise ce phénomène historique.

Pour le représentant résident de la FKA, Thomas Volke les « discussions et les débats ainsi que la multitude et la diversité des participants montrent à quel point il est indispensable de comprendre l'enjeu entre sécurité et migrations ». ■

Diaspora sénégalaise

LES DIFFICULTÉS DE LA VIE À L'ÉTRANGER

La vie à l'étranger n'est pas facile. Avec la montée en puissance du populisme et du repli identitaire, les migrants ont de plus en plus de mal à faire leur trou dans les pays d'accueil.

« Les Sénégalais rencontraient beaucoup de difficultés pour le renouvellement de leurs pièces administratives faute d'un personnel suffisant. Ceci expliquait la lenteur notée dans ce processus », rappelle la députée, chargée des Sénégalais de l'extérieur, à l'Assemblée nationale du Sénégal, Awa Mbodj.

Le renouvellement des pièces administratives n'est qu'une partie des multiples problèmes auxquels sont confrontés les migrants. Ainsi, le député Alioune Abatalib Guèye s'indigne du sort des pêcheurs sénégalais constamment poursuivis par les gardes-côtes mauritaniens alors que dans le même temps les citoyens mauritaniens ainsi que leurs biens circulent librement au Sénégal. « Il faut être deux pour cultiver la paix », assène le parlementaire originaire de Saint-Louis.

Pour sa part, son collègue Elhadj Diouf évoque les difficiles conditions de vie des Sénégalais vivant au Maroc : « Ils sont malmenés faute de permis de séjour alors que le Sénégal et le Maroc sont des pays frères ».

Les cris du cœur contre les difficiles conditions de vie des migrants jaillissent de partout. En Libye, les migrants sont détenus dans des conditions inhumaines. Les équipes de MSF traitent environ « 500 personnes chaque semaine pour des infections des voies respiratoires, des diarrhées aqueuses aiguës, des maladies cutanées et des infections urinaires- pathologies principalement liées aux conditions de vie dans les sept centres de détention », renseigne un rapport publié dans le site du MSF (msf.fr).

Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), la traite d'êtres humains est une pratique de plus en plus fréquente chez les passeurs. Un nombre croissant de migrants transitant par la Libye sont vendus sur les « marchés aux esclaves » avant d'être soumis au travail forcé ou à l'exploitation sexuelle, selon un rapport publié le 11 avril 2017 par l'Organisation internationale des migrations (OIM).

L'OIM explique s'être entretenue avec un Sénégalais qui dit avoir été retenu dans un logement de Sabha avec cent autres migrants. Régulièrement battus, ils ont dû contacter leurs familles pour obtenir les fonds exigés par leurs ravisseurs contre leur libération.

Cette situation ne laisse pas de marbrer tous les candidats à l'émigration. Briefés sur le sort qui les attend, certains d'entre eux ont abandonné le projet d'aller à l'étranger. A 35 ans, le jeune sénégalais Abdoulaye Barry affirme avoir été tenté par l'émigration clandestine. « J'ai toujours rêvé de partir à l'étranger, pour, dit-il, gagner ma vie ».

Il raconte avoir été approché par un passeur qui lui avait promis qu'avec «370.000 FCFA» il pouvait l'aider à partir en Espagne via la mer. «J'ai été chanceux de m'en ouvrir à un ami qui m'a convaincu de laisser tomber ce projet suicidaire en me citant plusieurs exemples, qui informent clairement sur les conditions de vie dramatique des migrants à l'étranger», a-t-il indiqué.

Tous les migrants n'ont cependant pas la sagesse de Barry. En Italie, le 4 janvier dernier, dans le quartier historique de Forcella à Naples, des jeunes membres de la Camorra déclenchent une fusillade contre des vendeurs ambulants sénégalais faisant quatre blessés dont une fille de 10 ans atteinte d'une balle à la cheville.

L'un des Sénégalais avait refusé de payer le pizzo, un impôt de racket qui permet aux organisations mafieuses de marquer leur territoire et de financer en partie leurs activités délictueuses. Cet impôt varie entre 20 à 30 euros.

Loin des Sénégalais qui prennent l'Italie pour un eldorado, Racine Guissé, coordonnateur de l'Observatoire de la musique et des arts du Sénégal (OMARTS), dresse un tableau sombre de la situation de ses compatriotes vivant au pays de Dante. « Il existe, dit-il, des Sénégalais emprisonnés de force, sans assistance de nos autorités, même s'ils disposent des papiers légaux. Et souvent nous nous cotisons pour faire revenir au bercail nos compatriotes décédés. Et le dernier décès, au sujet duquel les Sénégalais d'Italie ont beaucoup souffert pour récupérer le corps d'Ablaye Yatte, un jeune Lougatois ».

« On enregistre aussi d'autres cas, comme celui du nommé Pape Faye qui vit en Italie dans des conditions difficiles», ajoute Racine Guissé, établi depuis 12 ans en Italie où il représente OMARTS, une structure qui assiste les artistes sénégalais ■

Diaspora et Politique

LA DIASPORA SÉNÉGALAISE, UNE FORCE NON NÉGLIGEABLE



Estimée à un peu plus de trois millions d'individus, la diaspora sénégalaise s'engage dans la vie politique de son pays d'origine.

« Sunu Naatangue Reew (SNR) n'est l'héritier d'aucune formation politique et n'est pas né dans le conflit, la frustration ou la confrontation. Notre unique désir c'est de servir le Sénégal et d'apporter une solution aux difficultés rencontrées par nos populations », déclare le président du Mouvement Sunu Naatangue Reew (SNR), Damel Meissa Fall.

Ce dernier dont le mouvement est issu de la diaspora, estime qu'« Il y a une implication et des prises de position au niveau des leaders de la diaspora, mais en réalité nous n'avons pas d'impacts utiles en ce sens que nous sommes disséminés dans les autres partis ».

« Seuls, soutient M. Fall, les députés de Sunu Natangue Reew peuvent bien représenter la diaspora. Car la solution, c'est poser la diaspora en force politique autonome. Cela veut dire, venir voter SNR, il est évident qu'il y aura une force politique émergente ».

La diaspora sénégalaise semble plus que jamais décidée à prendre son destin en main. Très remonté contre les politiciens, le Front Uni des Sénégalais de la diaspora (FUSD) assène : « Depuis toujours ces politiciens sans vergogne ne prennent compte de la diaspora qu'au moment des élections et font des promesses qu'ils n'ont aucune intention d'honorer».

Conscient de sa force, le mouvement appelle à l'unité des Sénégalais de la diaspora pour changer la donne. « Prenons conscience de notre force et unissons toute la diaspora au sein d'un même mouvement et d'un même idéal afin d'en faire un acteur essentiel sur l'échiquier politique et entamer les bases d'une émergence prochaine au Sénégal », lit-on dans les statuts du FUSD.

Cependant, même si les mouvements politiques de la diaspora se disent mieux placés pour défendre les intérêts de leurs membres, il convient de noter que les partis politiques ne comptent pas leur céder le terrain.

Ainsi, en prélude aux élections législatives du 30 juillet, la Fédération Rewmi de France avait lancé un appel à candidature en vue de l'investiture de ses militants sur la liste unique de l'opposition en France.

«La procédure d'appel à candidatures était ouverte à tous les militants de Rewmi qui remplissent les conditions requises », renseigne le président de la Commission fédérale d'investiture, François Mendy.

La course à la mobilisation et à l'engagement politique de la diaspora sénégalaise ne faiblit pas. La Secrétaire générale de la section PDS /Mureaux avait mobilisé, de son côté, les femmes de la ville pour leur présenter le programme de Karim Wade, candidat du PDS à la prochaine présidentielle. « Nous devons aller à la rencontre de tous les Sénégalais des Mureaux, sans distinction d'ethnie ni de région, notre objectif est de faire adhérer tous les Sénégalais vivant aux Mureaux au PDS », déclare-t-elle.

L'implication des Sénégalais de l'étranger dans la vie politique de leur pays devrait se renforcer avec la mesure visant à leur octroyer 15 députés, si l'on en croit au jeune militant de l'Alliance pour la République (APR), Modou Kama.

« La diaspora, soutient-il, s'est toujours impliquée dans la vie politique du pays. Car tous les partis qui ont des ambitions politiques sérieuses ont toujours eu des représentants à l'étranger. Donc les 15 députés qui leur sont octroyés ne feront que les encourager et les pousser davantage à s'engager dans la politique ■

Députés de la Diaspora

LES QUINZE ÉLUS DIVISENT LA CLASSE POLITIQUE



Avec l'adoption du nouveau code électoral, qui est loin de faire l'unanimité auprès de la classe politique, les 15 députés accordés à la diaspora sénégalaise sont une autre source de divergence.

« Les Sénégalais constitutifs de cette 15^e région sont des électeurs et avant tout des citoyens de notre pays, comme le sont les autres Sénégalais des quatorze (14) autres régions. Qu'est-ce qui peut expliquer qu'on n'a pas tenu compte de la taille de la population vivant dans cette 15^e région pour déterminer le nombre de sièges à pourvoir ? », s'interroge le porte-parole du Parti démocratique sénégalais (PDS), Babacar Gaye.

Face aux agitations notées depuis l'adoption du nouveau code électoral accordant quinze députés à la diaspora sénégalaise, le secrétaire général à la communication, veille et riposte de l'Alliance pour la république (APR) de France, Moïse Sarr, prend le contre-pied des détracteurs du président, Macky Sall. « Dès lors, faire représenter les Sénégalais de l'extérieur par 15 députés est une marque de reconnaissance au regard de leur apport économique », estime-t-il.

Pour lui, le président de la République a été cohérent dans sa démarche et tous les observateurs avertis peuvent en témoigner. Car, soutient Moïse Sarr, « il a toujours considéré la diaspora comme la 15e région du Sénégal ».

Si le porte-parole du PDS, Babacar Gaye, semble ne pas voir du mal dans l'allocation d'une quinzaine de députés à la diaspora, le Secrétaire général adjoint du PDS, Oumar Sarr qualifie, lui, d'« arnaque politique » pareille mesure. « Pour arriver à cette arnaque, il fallait choisir des critères différents pour élire les députés : au Sénégal, le critère utilisé est la population alors qu'à l'étranger c'est le nombre d'inscrits dans l'ancien fichier. Il s'agit, à coup sûr, d'une arnaque politique ».

Le constat reste le même du côté de la plateforme « Avenir Sénégal bi nu begg » qui via un communiqué daté du 12 janvier 2017 constate, pour le déplorer, que « le président de la République continue toujours de se placer ». L'opposition donne l'impression d'être dubitative sur l'objectivité de cette décision.

Loin des querelles de chapelles politiques, le jeune commerçant Abdou Khadre Cissokho estime que : « C'est une décision normale qui s'inscrit dans la volonté du président Macky Sall de démontrer que le Sénégal est pour tous les Sénégalais ». Jurant n'être membre d'aucun parti politique, il dénonce sans ambages la mauvaise foi de certains politiciens ■

PARLEMENTAIRES EUROPÉENS D'ORIGINE AFRICAINE

Les contextes ont changé, de même que les enjeux. Par le passé, Blaise Diagne, Galandou Diouf et Léopold Sédar Senghor, ont siégé à l'Assemblée nationale française pendant la colonisation. En Europe, on trouve aujourd'hui des députés dans certains parlements. Quelques exemples.



Seybah Dagoma, ancienne députée socialiste d'origine tchadienne.

Jeune avocate et femme politique française, Seybah Dagoma a été députée socialiste. Née le 9 juin 1978 à Nantes (Loire-Atlantique), elle est d'origine tchadienne. Elle est titulaire d'un DEA de droit des affaires et d'économie de l'université Paris I Panthéon-Sorbonne et d'un master en financement de projets de l'École nationale des ponts et chaussées. Elle fut adjointe au maire de la capitale française, chargée de l'économie sociale et solidaire de 2008 à 2012. Elle devient députée de la 5e circonscription de Paris le 17 juin 2012.

Ses parents sont originaires d'une ethnie chrétienne du Sud du Tchad. Seybah Dagoma est la quatrième d'une famille de cinq enfants. À quinze ans, elle s'est déjà engagée dans la vie associative en étant bénévole au sein de l'association France Espoir consacrée à l'intégration des jeunes en difficulté et axée sur le soutien scolaire, les activités éducatives et culturelles. Elle est membre du conseil d'administration de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides.

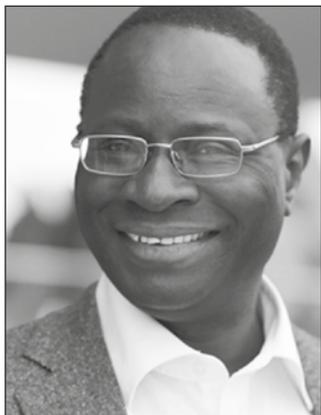
Cécile Kyenge : « success story » d'une immigrée méritante

Née en août 1964 en République démocratique du Congo, elle est arrivée 1983 en Italie avec une bourse du Vatican pour y poursuivre ses études. Ophtalmologiste de formation, Cécile Kyenge est la seule eurodéputée noire. Ex-ministre italienne de l'Intégration, elle reste jusqu'à ce jour la première et la seule ministre d'origine africaine dans un gouvernement italien, celui d'Enrico Letta.



Du statut d'élue locale à députée, puis à celui de ministre dans le gouvernement d'Enrico Letta, elle est une exception. Son cas est qualifié de « success story d'une immigration méritante ». Mariée à un ingénieur italien, Cécile Kyenge est mère de deux filles. Au regard de son parcours atypique,

elle a pourtant été victime de plusieurs agressions verbales. « Quand je suis en Italie, je circule désormais avec des gardes du corps. J'ai toujours eu à gérer plusieurs actions en justice pour insultes racistes » confie-t-elle au journal français Libération.



DR KARAMBY DIABY, PREMIER DÉPUTÉ NOIR ÉLU AU BUNDESTAG

Né à Marsassoum en Casamance, au Sud du Sénégal il est devenu le premier parlementaire noir de l'histoire allemande, à la suite des élections législatives du 22 septembre 2013.

Élu municipal de la ville de Halle, près de Leipzig, ce Sénégalais d'origine vit en Allemagne depuis 1984. Après avoir obtenu son baccalauréat en 1982 et fait un bref passage à la Faculté des Sciences de l'Université Cheikh Anta Diop, Karamba Diaby obtient une inscription dans une université allemande grâce à l'Union internationale des étudiants. Membre du Parti social-démocrate (SPD), il a toujours défendu des thèmes comme l'intégration des étrangers, l'égalité des chances entre Allemands et étrangers dont les diplômes ne sont pas reconnus en Allemagne ■

Les footballeurs émigrés

DES TRANSFERTS JUTEUX POUR LES CLUBS LOCAUX

Le football est un sport lucratif. Grâce à un système de transferts de plus en plus régulé par la FIFA, les clubs sénégalais tirent profit des joueurs qui les quittent pour les grands championnats européens.

En 2014, l'Observatoire du football du Centre international d'étude du sport (CIES) classait le Sénégal à la douzième place des pays qui exportent le plus de footballeurs dans les cinq grands championnats européens : la Ligue 1 (France), la Liga (Espagne), la Bundesliga (Allemagne), la Série A (Italie) et la Premier League (Angleterre)

Désigné premier pays africain dans ce classement, le Sénégal avait à l'époque 24 de ses joueurs dans ces championnats. Dans un pays où le football dispute le titre de sport roi à une discipline traditionnelle comme la lutte, une telle performance ne surprend pas.

En effet, de plus en plus de jeunes fréquentent les académies de formation qui ne cessent de se multiplier. Même si, selon Alpha Fall, le chargé des compétitions internationales à la Fédération sénégalaise de football, les académies qui remplissent les critères Fifa ne sont pas légion au Sénégal : « il y a un cahier des



charges pour une académie de football. Quand quelqu'un décide d'en ouvrir une, il en prend connaissance. Après, on ne peut pas lui imposer de le remplir ».

Cependant, ces académies et les clubs amateurs affiliés à la Fédération sénégalaise de football tirent un très large profit des règles du marché des transferts mises en place par la FIFA, grâce aux indemnités de formation et au mécanisme de solidarité. « Quand un joueur signe son premier contrat professionnel, le club doit payer une indemnité de formation au club de formation. Si le club est de la 1ère catégorie (club avec un centre de formation performant) -qui n'existe pas au Sénégal-, il perçoit 90.000 Euros, 30.000 \$ pour la deuxième catégorie, 10.000\$ pour la troisième catégorie et 2.000\$ pour la quatrième catégorie. Le mécanisme de solidarité est une somme déduite sur le montant du transfert d'un joueur et qui va dans les caisses des clubs qui ont participé à sa formation, de 12 à 23 ans ». De 5% du montant du transfert, cette somme est répartie suivant des critères établis par la FIFA ».

Par ailleurs, la FIFA a mis en place un système de transfert qui obéit à son règlement relatif aux statuts de transfert. Lorsqu'un joueur professionnel est courtisé par un club étranger, c'est la fédération à laquelle ce club est affilié qui demande à la fédération sénégalaise de lui délivrer le Certificat international de transfert du joueur. Pour un joueur libre, la fédération délivre le certificat. Par contre s'il est sous contrat avec un club, la fédération demande l'aval de son club, qui souvent a déjà négocié avec le club demandeur et qui peut accepter ou refuser. Par contre si un joueur amateur est demandé par un club étranger pour y évoluer en tant qu'amateur, le club d'origine ne peut pas s'opposer à son départ.

En ce qui concerne les agents, ces intermédiaires entre clubs et joueurs, la FIFA a depuis 2015 cessé de reconnaître leur fonction. Ce sont aux fédérations nationales de délivrer des certificats. Cependant, le Sénégal n'en délivre pas et ne s'est pas encore prononcé sur le sujet ■

CES MODÈLES DE RÉUSSITE DANS LA DIASPORA

La diaspora sénégalaise regorge de modèles de réussite dans différents domaines d'activités. De la politique au sport, en passant par les affaires, ces Sénégalais de l'étranger ont toujours su se distinguer grâce à une forte capacité d'adaptation.



Gorgui Sy Dieng est une des grandes figures de la diaspora à qui la réussite a permis de se tailler une place honorable dans la société sénégalaise. Ce basketteur évoluant au NBA à Minnesota Timberwolves s'est bâti un empire financier.

Né le 19 janvier 1990 à Kébémér dans la région de Louga, le jeune homme perçoit 700 millions par mois. Il a contribué financièrement à relever le plateau technique de quelques hôpitaux de Dakar, Louga et Thiès.

Parallèlement, il a par le biais de sa fondation qui porte son nom doté l'hôpital de sa ville natale, Kébémér (Louga), d'un matériel médical estimé à 500 000 dollars (250 millions de FCFA).

Le « médecin des hôpitaux sénégalais », surnom attribué à Gorgui Sy Dieng, sait répondre aux besoins urgents de ses compatriotes. Entre autres initiatives, il a fait don à l'hôpital de Fann de sept machines d'hémodialyse de dernière génération.

S'exprimant à l'occasion de la remise de ce matériel, le président de l'Association des insuffisants rénaux, Hamidou Diallo, a déclaré : « C'est grâce à Gorgui Sy Dieng que l'hôpital peut maintenant prendre en charge 140 personnes qui souffrent de la maladie des reins ».

A travers sa fondation, il a aussi réfectionné l'unité néonatale pour les bébés de l'hôpital Principal de Dakar.

Des modèles de réussite, la diaspora sénégalaise n'en manque pas. Le principal bailleur de fonds du président Macky Sall, l'homme d'affaires Harouna Dia fait ainsi partie de ces Sénégalais qui ont réussi leur émigration. Avant l'élection de Macky Sall, personne ou presque au Sénégal ne le connaissait. Après la victoire de Macky, Harouna Dia, en véritable homme de l'ombre, n'occupe aucun poste de responsabilité dans le gouvernement sénégalais.

C'est un milliardaire qui a fait fortune en vendant du poisson au Burkina Faso où il s'est établi il y a de cela vingt-cinq ans. Ingénieur en hydraulique de formation,

Harouna Dia a travaillé dans la fonction publique, puis dans l'humanitaire en Casamance, au Tchad et au Burkina. Sa devise : « Si tu es riche alors que neuf de tes parents sont pauvres, ça ne sert à rien ».

El Kabir Pène est un autre Sénégalais de la diaspora qui fait également la fierté de ses compatriotes. Après avoir défendu dignement les couleurs du Sénégal sur les parquets africains et ailleurs dans le monde, El Kabir Pène s'est investi dans le terrain humanitaire. Avec ses amis de l'Union Rennes Basket (URB), il a créé l'association Ya Thi' Breizh (Yaakaar en Wolof) qui s'active à Thiès sa région d'origine et en Bretagne sa région d'adoption.

Cette association a déjà acquis un matériel sanitaire d'une valeur de 180 millions de FCFA, composé de 58 lits médicalisés et de plus de 14 déambulateurs, en vue d'équiper les hôpitaux de Thiès et de Kolda, sans oublier l'unité sanitaire de Gandiol.

Ibrahima Iyane Thiam, un footballeur professionnel évoluant en Belgique, plus précisément dans le club de l'Asv Geel (qui monte en première division cette année), a, lui, racheté le club polonais de première division, Korono Kielce, où évolue son jeune compatriote, Pape Djibril Diaw.

MODELE D'INNOVATION

Premier sénégalais propriétaire d'une équipe de football en Europe. Ibrahima Iyane Thiam a déjà mis en place une académie de football à Matam (nord du Sénégal) qui porte le nom de Noyau sportif football club (Nsfc) Iyane.

À 49 ans, Lamine Thiam, à la tête de Promevil (Promotion des métiers de la ville), rayonne dans l'entrepreneuriat social en France. Ce Sénégalais, marié et père de deux enfants, s'est fait remarquer pour son implication dans l'insertion professionnelle des 16-25 ans. Cette année, il a été sélectionné parmi les quatre finalistes du Prix de l'entrepreneur social du Boston Consulting Group. Grâce à son modèle d'innovation sociale, économique et technologique, Lamine Thiam figure parmi les 70 employeurs français les plus en vue.

Créée en 1995, Promevil est une association de médiateurs qui intervient principalement dans les transports et les quartiers. L'association, présente dans deux grandes villes dans l'île de France, à Nanterre et Courbevoie, travaille essentiellement avec la SNCF et les collectivités locales. Elle intervient dans la prévention des conflits, l'humanisation des espaces publics, la lutte contre les incivilités et la promotion du bien-vivre ensemble.

Avec 600.000 interventions par an, Promevil qui rayonne sur 10 lignes de RER en région parisienne, est la deuxième plus grande association en Ile de France avec ses 200 employés. La singularité de l'association réside certainement dans sa volonté de professionnaliser la médiation sociale, qui est en pleine expansion ■

DES ABSENTS SI PRÉSENTS

Physiquement, ils ne sont pas là. Le soutien financier qu'ils apportent laisse planer leurs ombres. L'émigré manque à toute sa famille. Mais tant qu'il envoie de l'argent, nul besoin de s'apitoyer sur son absence.

La circulation est fluide. Les voitures cumulent les kilomètres à toute vitesse, profitant d'un trafic plus qu'inhabituel sur la route qui mène à Yarakh, dans la banlieue dakaroise. En toute gaieté, des femmes discutent devant leurs étals garnis d'arachide et de maïs.

Arrivé au quartier Ferrailles, les ruelles sont sablonneuses. Assis à l'entrée de sa maison, Aby Sow, la soixantaine, profite de la fraîcheur qu'offrent les brises de la mer. Elle regarde ses petits-enfants jouer et les recadre de temps à autre. « Lui, c'est mon petit-fils, son père est en Europe », déclare-t-elle, toute fière. Depuis quand son fils est-il parti ? Elle ne s'en souvient plus. Tout ce que la vieille dame retient de son fils, Mame Gor, c'est « qu'il est brave, et ne nous a pas oubliés », répète-elle inlassablement. Une manière de dire qu'il envoie régulièrement de l'argent.

Mame Gor a deux épouses et plusieurs enfants qui habitent dans la même concession, toujours en chantier. Les murs ne sont toujours pas peints, des briques sont éparpillées un peu partout. « Vous voyez comment est la maison ? C'est grâce à lui », se targue la vieille femme.

Teint clair, de taille élancée, Fatou Sarr, la fille aînée de l'émigré, étudie dans un institut d'enseignement supérieur de la place. Son père est parti quand elle avait douze ans. « Je ne ressens pas trop son absence. Il nous appelle tout le temps », indique-t-elle. Mais si cela ne dépendait que d'elle, son père reviendrait.

Un avis que ne partage visiblement pas sa grand-mère. « Là où il est, il peut satisfaire ses besoins et les nôtres. C'est mieux que de rester ici sans pouvoir gagner grand-chose », explique-t-elle.

Absents mais utiles, voilà comment les émigrés sont perçus. Pour Fatou Sarr, pas question de revivre l'absence d'un être aimé. « Je ne me marierai pas un avec émigré », lance-t-elle. Fini le temps où les « Modou Modou » avaient la cote auprès de la gent féminine. N'en déplaise à Pape Fall, qui aimerait bien se trouver une épouse après dix ans passés en Europe. Croisé devant la maison de Mame Gor, Pape Fall revient pour la première fois au Sénégal depuis son départ en 2006.

Sa relation avec sa famille, le jeune homme l'envisage sans problème. « J'envoie de l'argent dès que j'en ai la possibilité. Parfois certains demandent, mais quand on n'en a pas, on leur explique ».

Les envies de départ qui ne se limitent pas seulement à l'influence d'un émigré revenu au bercaïl les poches remplies d'argent. « Mes frères rêvent de partir, comme mon père. Vous savez les hommes, ils veulent tous partir », nous confie Fatou Sarr ■

Les envois des Sénégalais de l'extérieur

UNE MANNE QUI RÈGLE DES PROBLÈMES



Chaque année, ce sont plus de 950 milliards de FCA qui sont envoyés par les Sénégalais de l'extérieur. Une manne qui a fait dire au ministre de l'Economie, des Finances et du Plan, Amadou Bâ, lors de la publication des comptes extérieurs sénégalais, le 15 mars dernier, que « la diaspora sénégalaise est le principal bailleur du Sénégal ».

Selon des études de la Direction de la monnaie et du crédit en 2011 et en 2013, 56% de ces transferts sont destinés à la consommation. Ces sont donc à des activités comme la dépense quotidienne, la construction d'habitation, les décès, les mariages, les baptêmes, la ration alimentaire, les factures, l'ameublement et les œuvres humanitaires que va la majeure partie de l'argent envoyé par la diaspora sénégalaise.

Les principales provenances sont les pays européens avec 59%, suivis des Etats-Unis avec 10% de transfert.

Dans un reportage sur Radio France Internationale, Mamadou Dione, économiste à la Banque mondiale, analysait ainsi l'impact de la contribution des expatriés sénégalais dans l'économie de leur pays d'origine : « sur le plan macro-économique, c'est un élément qui rééquilibre la balance des paiements en finançant le déficit commercial. Elle soutient la consommation des ménages, de même qu'elle contribue à l'investissement, notamment en matière de constructions résidentielles. Sur le plan micro-économique, la consommation des ménages augmente grâce à ces fonds, ce qui leur permet de vivre au-dessus du seuil de pauvreté ».

Pour Anna Dieng, mère de 8 enfants dont les trois vivent à l'étranger, c'est l'argent envoyé par ses fils qui l'aide à bien vivre sa retraite : « je ne travaille plus. C'est eux qui m'aident à entretenir la famille. J'ai construit ma maison avec l'argent qu'ils m'envoient ».



Au Sénégal, en moyenne sept familles sur dix ont au moins un des siens à l'étranger. D'après la Direction générale des Sénégalais de l'étranger, même s'il n'y a pas de recensement exact, « Les immatriculations et les recensements généraux de la population permettent de faire des projections comprises entre 2,5 et 3 millions de Sénégalais établis à travers le monde. »

Lors de la session ordinaire du Conseil économique, social et environnemental (CESE) du 20 avril 2017, le ministre Chargé du Budget, Birima Mangara, indiquait qu'il fallait asseoir une stratégie qui permet à la diaspora de participer à la transformation structurelle de l'économie sénégalaise.

« Aujourd'hui nous constatons que ces transferts sont importants, mais vont le plus souvent vers des filets sociaux, la consommation, l'éducation, la santé et il nous faut renverser cette tendance ». Selon le ministre, l'Etat a mis en place un certain nombre de dispositifs : « nous avons historiquement la banque de l'habitat du Sénégal pour capter l'épargne de ces émigrés, surtout pour ceux qui choisissent d'aller vers l'habitat social. Nous avons le Fongip, le Fonsis, le Faise qui constituent des instruments de financement, surtout de mobilisation de ces émigrés vers les investissements productifs».

Il a ajouté : « nous avons, en perspective, le Fonga qui est destiné à garantir les investissements de la diaspora. Et tout cela, c'est pour permettre de rediriger les flux financiers de ces émigrés vers les secteurs productifs » ■

Migration et confréries religieuses

KEUR SERIGNE TOUBA ET DAHIRAS EN OCCIDENT

La migration est aussi un moment de mobilité religieuse. Ainsi dans certains pays comme la France et les Etats unis abritent de grands foyers mourides organisant un dispositif religieux à l'image de Touba.

Dans sa recherche de bien être, le migrant est aussi un disciple qui transporte sa religion. De la circulation des disciples dont découle l'installation de la religion et des confréries dans beaucoup de villes du monde.

En France, la communauté mouride est très présente et se manifeste à travers les lieux de culte et le rituel des talibés. Le dahira commerçant de Marseille, l'un des plus connus dahiras de France a implanté une maison Serigne Touba dans la cité phocéenne. Marseille est depuis très longtemps liée au Sénégal et particulièrement à Touba. Depuis le bateau Massalia qui faisait la navette entre le Sénégal et la Mecque en passant par Marseille jusque dans les années 1970. Ce navire offrait l'occasion à certains cheikhs de séjourner à Marseille afin de rendre visite aux fidèles. Parmi ces visites, celles de Cheikh Mourtada Mbacké, un des fils du fondateur du mouridisme Cheikh Ahmadou Bamba a marqué le plus les émigrés.

Aux Etats-Unis, c'est le même système. Tout part des dahiras. Si aujourd'hui celui de Marseille et ceux qui sont aux Etats unis sont convoités par les fidèles mourides, c'est parce qu'ils facilitent l'accueil et l'orientation. Les dahiras sont surtout des cadres d'expressions de solidarité religieuse. Un système d'accueil et d'intégration des nouveaux venus est mis en place dans ces lieux, d'où le nom de "Keur Serigne Touba" littéralement la maison de Serigne Touba. Aux Etats-Unis, principalement à Chicago, on trouve un lieu de rencontre des mourides communément appelé

maison de Serigne Touba. Mieux ils organisent des séjours de rencontre et de célébration plus connus sous le nom de « Bamba Day ». Malgré la distance, les disciples gardent d'étroites relations avec Touba, la ville religieuse. Cela se traduit par exemple, par leur participation financière à tous les grands travaux de Touba ■



EMIGRATION EN QUESTIONS

Migration clandestine

UN CONCEPT QUI FAIT POLÉMIQUE



Alors que la circulation des marchandises et des capitaux passe presque inaperçue, celle des humains l'est beaucoup moins dans les pays développés. En vérité, elle y est devenue un sujet à polémique.

La migration est devenue une question d'enjeu à la fois politique, sécuritaire et diplomatique. « Elle est désormais inscrite dans l'agenda des Etats et dans le programme des Nations unies », déclare Mamadou Mignane Diouf. L'acteur de la société civile évoque le cas de la traversée de la Mer méditerranée « qui est un lieu de jonction historique entre les continents européen, américain, africain et même asiatique ».

La question migratoire s'est invitée dans la géopolitique européenne avec les attentats de Daesch, la crise en Syrie ou au Mali. Dans plusieurs pays du Vieux continent, des partis d'extrême-droite ont axé leurs campagnes sur la question migratoire.

La Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 stipule que « tout homme a le droit de quitter son pays et d'y revenir ». A partir de là, il faut éviter

les amalgames en parlant de migration irrégulière. En fait, c'est un abus de langage et tout mouvement migratoire d'un homme agissant volontairement ou poussé par l'insécurité n'est pas à condamner comme un acte anormal.

Selon Haouès Seniguer, maître de conférences à Sciences-Po Lyon, « à l'heure de la mondialisation et de la multiplicité des foyers de conflits, il est plus qu'improbable, notamment pour les pays de la rive sud de la Méditerranée de privilégier le tout sécuritaire ou le principe de zéro immigration ».

Pour analyser cette problématique il faut alors envisager les causes profondes de la crise des migrants. En fait, plusieurs réalités sociales différentes se sont confondues sous « le prisme homogénéisant de la migration ».

En outre, une seconde confusion demeure entre les termes migrants et réfugiés.

« Si le migrant appartient à l'ordre national des Etats, le concept de réfugié politique est une construction qui échappe à la trilogie Etat-citoyen-territoire », explique Seniguer ■

Mamadou Mignane Diouf, spécialiste des questions migratoires

«LE MONDE NE PEUT SE PASSER DE LA DYNAMIQUE MIGRATOIRE»



Mamadou Mignane Diouf, coordonnateur du programme MAD Afrique (migration et développement en Afrique) aborde dans cet entretien plusieurs aspects de la question migratoire qui agite fortement le monde depuis quelques années.

Cette interview a été recueillie bien avant le reportage de CNN sur ces émigrés africains vendus en Libye et qui a provoqué l'émoi dans de nombreux pays

Quels sont les aspects économiques de la migration ?

Cela dépend du volet par lequel on le prend. La migration a développé l'humanité et beaucoup de pays. Économiquement, le monde ne peut se passer de la dynamique migratoire. Les experts ont toujours dit que l'émigration est un atout apte à développer l'humanité à partir de différents apports et mécanismes. Sans les transferts d'argent des migrants, certains foyers allaient connaître la faim au Sénégal.

Quelle est la différence entre migrants économiques et migrants politiques ?

C'était un moyen pour les dirigeants européens de dire qu'ils étaient plus prêts à accueillir des migrants blancs venant de la Syrie. Il va de soi que voir un migrant syrien au sein de la population blanche est beaucoup plus acceptable qu'un nombre important de noirs qui se font facilement distinguer. Ainsi ils ont considéré les Syriens comme les migrants politiques et les Africains comme ceux économiques. C'était ça leur analyse. Certains chefs d'États africains avaient trouvé que cette classification n'avait pas de sens.

Quelle est l'ampleur des migrations internes en Afrique de l'Ouest ?

La présence massive des Guinéens au Sénégal s'explique par l'histoire. Le régime de Sékou Touré, disait-on, stigmatisait les Peulhs. Senghor disait que les Peulhs ont leurs parents au Sénégal. Culturellement, ils sont bien accueillis au Sénégal. Il en est de même des Sénégalais établis en Gambie. Pendant longtemps, les Sénégalais ont tenu le petit commerce au Gabon. Tous les petits commerces, services et vente au détail sont assurés par les Guinéens à Dakar. J'ai rencontré un intermédiaire entre les opérateurs téléphoniques et les détaillants qui gagne pas moins de 40 millions par an pour ce travail.

Est-ce lié à la culture ?

Partir et aller souffrir aussi fait partie de la réalité de certaines communautés africaines. On considère comme paresseux le jeune qui n'est pas prêt à quitter ses parents. On dit de lui qu'il n'a pas de vision, pas d'ambition. Les jeunes qui quittent le Fouta pour faire le cirage à Dakar apprennent à dompter la faim, la souffrance, les problèmes de la vie. Entre la Gambie, le Burkina Faso, le Mali, le Sénégal il y a eu le phénomène des migrants agricoles (les nawétanekate). Ce sont plein de choses qui font que l'on dit l'Afrique est un continent de migration.

Quels sont les dangers du périple des migrants clandestins en partance pour l'Europe ?

Pour rejoindre la Libye, les migrants empruntent le désert à bord de pickups où ils sont 25 à 30. La voiture ne s'arrête qu'après avoir quitté complètement le territoire nigérien. Les migrants tombés, blessés ou morts sont laissés sur place. Depuis le sommet de la Valette, les routes goudronnées entre la Libye et le Niger sont surveillées par des forces de sécurité. Dans le désert, une minute après votre passage les traces s'effacent avec le sable et le vent. Il arrive que les chauffeurs se perdent ou tombent en panne de carburant. Dans ce cas, ils meurent de faim et de soif et leurs corps se momifient. Ces cas sont de plus en plus fréquents depuis quelques années. C'est pourquoi ils utilisent de plus en plus les boussoles. Comme en Méditerranée, il y a beaucoup de morts dans le Sahara. Il arrive qu'ils rencontrent des bandits qui tirent sur eux.

Quelle est la situation des Sénégalais en Libye ?

Il y a un nombre important de Sénégalais enfermés dans des conditions atroces dans les prisons libyennes. Ce sont aussi des Gambiens, des Maliens, des Sierra Léonais, des Libériens. Au début, on les accusait à tort ou à raison d'avoir aidé Kadhafi. Certains ont été vendus par des passeurs. Certains, sous la pression, appellent leurs parents pour leur demander de virer de l'argent sur un compte. Il y en a qui ont été amputés des mains ou des pieds. Ils peuvent être vendus entre passeurs. Le plus énervant c'est le silence des Etats africains.

Est-ce qu'il y a des femmes parmi ces migrants clandestins ?

Il y a beaucoup de jeunes femmes dans le désert et dans les zones de transit dont certains ont été victimes de trafic d'êtres humains. Au Maroc, certaines sont obligées de se prostituer parce qu'elles ont été trompées par ceux qui les ont emmenées là-bas ■

Papa Demba Fall (chercheur)

«LA MIGRATION EST LE PRODUIT D'UN CERTAIN DÉSÉQUILIBRE»



Pas toujours étudiée sous le bon angle, la question des migrations reste un phénomène préoccupant sur le continent. A tel point qu'elle échappe de plus en plus aux gouvernants. Comment appréhender ce phénomène ? Quels en sont les soubassements ? Comment faciliter les déplacements des populations ? Autant de questions auxquelles Papa Demba Fall, chercheur, chef du département des sciences humaines de l'Ifan et directeur du Réseau de migrations internationales africaines, apporte des réponses.

Depuis quand la migration a commencé par être traitée comme un phénomène sociologique ?

Cela remonte à une époque aussi vieille que le monde. Les médecins ont été les premiers à s'intéresser à cette cause des migrants, car ceux qui se déplaçaient assaillaient les hôpitaux. La sociologie, à côté de l'anthropologie et des autres sciences, y a également pris part. C'est une question quasi-transversale à toutes les disciplines. Ces questions comportent tellement de dimensions que tout le monde peut y intervenir.

Qu'entend-on par migration, du point de vue sociologique ?

Dès qu'on parle de migration, on pense à migration internationale. C'est à la fois aberrant et hilarant parce que le plus gros des migrations est d'abord interne aux frontières africaines. Cela concerne des gens qui partent des campagnes pour s'installer dans les villes, des personnes originellement dans des zones en manque de prise en charge, d'équipements, etc. C'est un aspect de la question qui n'est pas suffisamment souligné. Nous avons plus de questions préoccupantes sur le continent que par rapport aux mobilités vers le Nord. Même si ces dernières années, les mouvements migratoires ont évolué vers cette destination.

Comment faut-il appréhender alors les migrations ?

Il faut appréhender les migrations dans leur globalité, en parlant plutôt de « mobilité ». Les différentes manifestations de mouvements humains. L'exode rural,

les mouvements internes. Ces mouvements appelés transfrontaliers se fondent parfois sur une proximité culturelle et transcendent les clivages. Quand par exemple, des gens du Bakel (NDLR, frontière sénégal-mauritanienne) pensent Sénégal-Mali-Mauritanie, la population dans la zone se réfère à une province historique : le Guidimakha. Toutes ces zones (Sénégal-Bakel-Mali) font partie du Guidimakha. Les populations sur place raisonnent en termes de grande capitale du Guidimakha.

Un autre aspect important concerne les mouvements de longue distance appelés les migrations internationales. Mais il faut se détromper et insister sur le fait que les migrations sont d'abord africaines, avant de s'élargir vers le Nord, l'Europe, etc. Il y a une sur-médiatisation de tous ces accidents en mer dus au diktat du Nord. Mais il y a plus de mouvements du Sénégal vers la Côte d'Ivoire, vers le Mali, plus que vers le Nord.

Comment faciliter cette mobilité des personnes ?

R : Il faut africaniser les réponses. Il faut une approche africaine des mobilités pour trouver des solutions. Elles ne doivent pas venir uniquement du Nord. Seule l'Afrique peut trouver des solutions à ses problèmes de migrations. Cela se fonde sur deux choses : la complémentarité régionale et la solidarité, l'acceptation de l'autre. Mais s'il est plus difficile de se déplacer en Afrique ou d'être accueilli dans un pays africain que dans un pays du Nord, ça change la donne. Il faut une culture de la paix.

Les mouvements en Afrique de l'Ouest sont moindres, comparés aux mouvements en Afrique centrale. On parle dans un pays comme le Congo, de Bukavu, du Kasai... Les gens bougent parce qu'ils vont chercher des ressources. La compétition autour des ressources est facteur d'insécurité. Tous ces conflits en Afrique centrale sont dus à la recherche de ressources, au péril de leurs vies. Les autorités politiques sont interpellées parce que la question de la migration est le produit d'une mauvaise gestion des ressources. Elle est également le produit d'un certain déséquilibre.

Existe-t-il au Sénégal, des régions qui captent davantage de flux migratoires que d'autres ?

Les migrations étaient autrefois vers Dakar, principalement. Mais il y a eu une forme d'inversion. Les gens vont, pour des motifs économiques, s'installer vers d'autres localités telles que Touba, Ziguinchor, autour des ressources halieutiques, forestières, notamment. Il y a une mobilité interne qui appelle une coopération entre les différentes localités. Ces mobilités sont autant le produit de l'histoire, que celui de l'aménagement du territoire. La vallée du fleuve Sénégal avec l'OMVS et les barrages, le développement de la riziculture, en sont quelques facteurs. Les zones à exploitation minière également. Il s'agit de dynamiques importantes ■

Dieynaba Gabrielle Ndiaye, (chercheuse en psychologie sociale)

« ON MIGRE POUR ÊTRE SOCIALEMENT VALORISÉ »

Pourquoi l'émigration persiste toujours dans nos pays ?

Il y a des raisons économiques qui sont évidentes. Les gens partent parce qu'ils n'ont pas accès à des opportunités ici. Ils sont à la recherche d'un avenir meilleur. Il y a aussi une question de définition de soi. C'est un des facteurs qui motivent la migration. On peut bel et bien réussir ici. Mais le fait de réussir ailleurs motive. Cela provient de deux choses. D'abord de la manière dont la société considère la réussite et de la manière dont les gens comprennent leur valeur.

Donc le regard de la société sur la personne influe sur les désirs de départ ?

On est arrivé à un type de société fortement marquée par la réussite matérielle et l'accès à des opportunités que les autres n'ont pas facilement. C'est cela qui permet la valorisation.

Cela influence aussi notre regard. Et peut signifier qu'on ne vaut rien tant qu'on n'a pas fait telle ou telle chose ou qu'on n'est pas telle personne. Des gens migrent et sont dans des conditions moins bonnes que chez eux, ont moins de ressources économiques qu'ils auraient pu avoir chez eux. Ils prennent d'énormes risques pour cela. Cela montre que la migration n'est pas seulement motivée par des raisons économiques.

Il y a comme un mythe qui est entretenu...

Le fait d'être dans une société où la réussite se définit par la migration, cela influence tout le monde. Certains veulent réussir et être valorisés dans la société.

Tous ces facteurs contribuent à entretenir le mythe de la réalisation de soi par la migration. Les enfants sont aussi exposés quand ils entendent qu'untel est venu en vacances, qu'il a apporté telle chose, qu'il dépense beaucoup d'argent.

Des milliers de personnes sont morts en Méditerranée en tentant de rejoindre l'Europe. Certains bravent toujours le même danger. Où est passé le choc psychologique ?

Beaucoup vont mourir évidemment. Mais il suffit qu'un parvienne en Europe et réussisse pour continuer à entretenir le mythe. Les gens sont généralement optimistes par rapport à eux même. Même si on sait que le pourcentage de réussite équivaut à 1% on essaie de se convaincre qu'on est parmi le 1%. Quel que soit le nombre de morts qu'on annonce, les gens resteront toujours optimistes par rapport à eux mêmes. Ils resteront influencés par les cas de réussite et non par les cas d'échecs ■

Pape Seydou Dianko, député-maire de Toubacouta

« LES JEUNES DOIVENT ACCEPTER DE TRAVAILLER LA TERRE »

Homme à plusieurs casquettes, le député-maire de Toubacouta n'envie pas les émigrés ayant réussi à l'étranger. Resté sur place, Pape Seydou est parvenu à bien vivre rien qu'en misant sur l'agriculture. Il demande aux jeunes de saisir les opportunités de réussite que leur offre la terre, au lieu de partir à l'aventure.



Est-ce que Toubacouta, commune dont la population s'active principalement dans le secteur primaire, est touchée par le phénomène de l'émigration ?

L'émigration est un phénomène qui touche toutes les localités du pays, Toubacouta y compris. Les jeunes sont obnubilés par la réussite sociale et ne croient plus à l'éclosion par l'agriculture. Ce qui ne devait pas être le cas. J'ai hérité le métier d'agriculteur de mon père. Cette activité m'a tout donné. J'ai deux tracteurs et je cultive une soixantaine d'hectares. Je n'ai jamais émigré, le seul voyage que j'ai eu à effectuer c'était lors de mon pèlerinage à la Mecque. Les jeunes doivent avoir confiance en eux et accepter de travailler la terre. Avec un hectare, tu peux gagner des millions. Mais s'ils pensent que la réussite est au bout de l'émigration, ils se trompent lourdement. Il n'y a plus rien en Europe. Aujourd'hui, le secteur primaire se porte à merveille à Toubacouta. Notre seul problème était le déficit d'infrastructures routières, cela est devenu maintenant un vieux souvenir.

Peut-on estimer la population migrante de Toubacouta ?

55% de la population de Toubacouta (38 900 habitants) est jeune. Nous représentons la plus grande commune de la région de Fatick. Sauf qu'avec le visage touristique de la localité, il est difficile de retenir les jeunes qui veulent partir. Ici, leur départ s'explique surtout par la récurrence des mariages mixtes. On peut estimer la population migrante de Toubacouta entre 20 et 25%. Mais cela n'est qu'une approximation, parce que certains émigrent clandestinement. On a vent de cela que lorsqu'un membre de leur famille nous en informe.

Quelles sont les véritables raisons de l'émigration de ces jeunes ?

On ne peut expliquer cela que par le manque de confiance en soi. Car les niches de réussite existent ici. Il revient maintenant à la jeunesse de croire qu'ils peuvent se faire socialement sans sortir de leur terroir. Des personnes comme Serigne Mboup

(CCBM) ne sont jamais sortis du Sénégal. Cependant, on compte par le bout des doigts les success-story de l'émigration à Toubacouta.

Vous parliez tantôt du secteur primaire qui occupe une place très importante à Toubacouta, plus généralement dans le Niombato où les Domaines agricoles communautaires (DAC) ont été lancés en 2015. Est-ce que ce projet a joué son rôle dans votre localité qui est de répondre à la question de l'employabilité des jeunes ?

Ce DAC a été lancé dans une autre commune (Keur Saloum Diané). Mais les bureaux du projet se trouvent ici. On n'a pas encore fait le recensement, car on est en train de préparer les installations. La pose de la première pierre est déjà effective. (...) A ses débuts, le programme était financé à hauteur de 3,5 milliards FCFA, mais le chef de l'Etat l'a ramené à 8 milliards. Ce sont 1000 ha de terres qui peuvent employer mille et quelques jeunes. (...) Le jeune prêt à payer 2 millions pour s'émigrer, s'il l'avait investi sur un camion de sacs de foin qu'il va revendre à Dakar : il se ferait beaucoup de bénéfices. Le sac est commercialisé ici à 1500, alors que dans la capitale il est estimé à 3500. Mais, c'est comme s'ils ignorent cette opportunité indigène de réussite.

Mais est-ce que la jeunesse peut croire à sa réussite sociale dans le secteur primaire local, quand la plupart d'entre eux sont nés dans des familles qui n'ont rien réalisé d'extraordinaire par ces activités ?

Les êtres humains n'ont pas les mêmes moyens matériels. Un jeune, cependant, doit être quelqu'un d'ambitieux et viser loin. Mon dernier tracteur m'a coûté 13 millions, alors que sa valeur est de 40 millions. Cela est dû à la subvention que le Président de la République a injectée sur le prix des matériels agricoles. C'est une question de volonté et d'ambition en effet. Et nos jeunes doivent prendre en compte cette évidence. Mais on ne peut pas se comparer aux agriculteurs européens ou américains, car nous n'avons pas les mêmes moyens et ne cultivons pas pour le même nombre de populations. L'Etat aussi ne peut pas tout faire, mais il faut s'armer de volonté. Car avec quelques initiatives seulement, vous pouvez réaliser quelque chose d'immense. Mais aujourd'hui, le jeune diplômé ne veut plus retourner dans la ruralité. C'est seulement au Sénégal que l'on retrouve un ingénieur agronome chômeur, alors que ce sont eux les milliardaires à l'étranger.

En visitant le village de Toubacouta, on remarque les belles maisons qui poussent comme des champignons. Dans la plupart, on nous dit qu'elles sont la propriété des touristes ou des émigrés. Cela ne donne-t-il pas des idées de départ aux jeunes ?

C'est une question de principe. Cette demeure dont vous faites face (l'interview a eu lieu devant la municipalité) est la mienne et elle n'est pas la seule d'ailleurs. Les millions que j'y ai investis ne sont pas le fruit de l'émigration. Chez moi, la

nourriture provient de mes champs. Cela est un avantage. Mais celui qui croit que la réussite ne repose que sur l'émigration, on ne peut rien pour lui. Pour ce qui est de ces émigrés qui investissent dans l'immobilier à Toubacouta, c'est une chance particulière. Mais, on reconnaît que le tourisme influence la volonté de partir des jeunes. Parce que Toubacouta est aussi un milieu touristique. Ici, beaucoup rêvent de se marier avec des toubabs pour avoir la possibilité de partir en Europe.

La forte présence des touristes à Toubacouta est-elle bénéfique pour votre localité ?

Bien sûr ! Ils nous assistent énormément dans beaucoup de domaines de la vie sociale. L'année dernière, ils ont donné 75 millions FCFA à l'hôpital. Une autre équipe constituée de Français s'était également lancée dans la construction de salles de classe. Ils s'associent avec des gens d'ici qui servent souvent d'interlocuteurs. Et parmi nos émigrés, l'un d'eux (Samoura Diouf), fils de mon premier adjoint, nous a également offert une ambulance ■

Tidiane Kassé, chargé de projet à Panos

« NOS MÉDIAS NE SONT PAS SUFFISAMMENT ÉVEILLÉS SUR LA QUESTION DE L'ÉMIGRATION »

La problématique de l'émigration se pose avec acuité au cours de la dernière décennie. Certains n'hésitent pas à indexer les médias comme facteurs d'évolution de ce phénomène. Les productions médiatiques contribuent-elles à la construction du «désir de l'émigration» ou d'un appel du large ? Tidiane Kassé apporte des éclairages.



Concrètement, est-ce que les médias au Sénégal encouragent les jeunes à émigrer ?

Dans le passé, cela a pu avoir lieu. Les médias ont eu une quelconque influence dans le désir de partir chez les jeunes. C'était dans les années 1990 jusqu'au début des années 2000 surtout avec l'émigration en Italie. Les médias présentaient sous les bons cieux sur les imaginaires. « Femme – villa – voiture » était devenu le slogan. Migrer était vu par la population comme une réussite sociale. Les médias ont longtemps abondé dans ce sens, surtout avec la télévision où il y a même eu des pièces théâtrales, le migrant était vu comme le nouveau riche. Ce qu'il faut retenir, c'est que celui qui a un projet migratoire est plus déterminé que jamais et il considère les obstacles éventuels comme des défis qu'il doit relever pour atteindre son objectif. Pour partir, les médias au Sénégal ne jouent pas un grand rôle mais ce sont plutôt les conditions sociales qui motivent les gens.

Quelle appréciation faites-vous du rôle des médias dans l'émigration ?

Pour les questions d'émigration ou d'immigration, il faut dire que le travail des médias reste à parfaire, à dynamiser. Ils en parlent quand il y a un drame ou un événement autour de la question, quand il y a un fait divers dans les pays d'accueil. Ils ne font pas ressortir les enjeux qu'il y a derrière dans la migration même si elle est très présente dans notre tissu social. Parce que dans chaque famille sénégalaise, il y a forcément quelqu'un qui est émigré : un oncle ou une tante ; ou nous vivons avec une connaissance immigrée au Sénégal. Donc c'est un sujet non négligeable de notre vécu quotidien que les médias ne traitent pas encore profondément.

Quels sont les motivations qui devraient mieux pousser les médias à s'intéresser au sujet ?

Il y a les enjeux de la migration. Ils pourraient mieux parler de l'argent que les migrants envoient dans leurs pays d'origine. Les médias pourraient aussi se focaliser sur l'émigration en faisant des travaux avec les communautés étrangères vivantes ici, et qui relativement jouent des rôles importants dans notre société ; au plan culturel ou au plan social, ils nous apportent forcément quelque chose.

Qu'est-ce qui peut expliquer ce désintérêt des médias sénégalais ?

Je ne parlerai pas de désintérêt mais je dirai simplement que les médias ne sont pas suffisamment éveillés sur la question. On peut également dire que c'est au journaliste de retrouver ce qui pourrait l'intéresser dans le sujet et le traiter sans attendre que les gens le réveillent. Mais ce qu'il faut noter c'est que les médias, en général, se focalisent sur ce qui ne va pas. Dans ce cas, un naufrage, un scandale suscite plus d'attention de leur part. Mais ils ne s'intéressent pas globalement à l'émigration dans les belles histoires. Les médias ne travaillent pas encore assez sur la question pour rendre les efforts des migrants qui réussissent beaucoup plus profitables à la société. Ils traitent le côté artifice de la migration. Donc il y a tellement à faire pour amener les gens à ne pas regarder la migration sous un aspect toujours triste.

Que désignez-vous par « côté artifice de la migration » ?

Le migrant qui vient ne voit que ce qu'il apporte. Regarder seulement le succès du migrant, c'est un déni de sa réalité dans son pays d'accueil. Je donne un exemple, il y a des régions qui sont connues pour leur forte propension à l'émigration. Les journalistes ont même consacré des dossiers à ces régions mais exclusivement pour parler des belles maisons que construisent ces migrants. Ils ne regardent pas davantage derrière tout ce que le migrant fait, quelles sont ses difficultés. Quand il s'agit de parler de la Teranga (hospitalité) sénégalaise, les médias devraient davantage s'intéresser aux difficultés que rencontrent les communautés étrangères ici. Il y a des cas de violation des droits de ces communautés par certains Sénégalais. Certains parmi eux se sentent stigmatisés. Les médias ont donc un rôle essentiel à jouer.

Comment faire pour pallier les insuffisances notées dans les productions journalistiques ?

C'est une question de responsabilité. Les médias doivent prendre leur responsabilité en s'intéressant à ces sujets qui les interpellent jour après jour. Je pense que devant l'ampleur de cette question, les professionnels des médias doivent chercher les réels déterminants, creuser davantage la problématique. Ils peuvent travailler sur le parcours du migrant. Il y a suffisamment à dire. Aujourd'hui la migration est devenue

un problème de droit humain. Elle a aussi un impact économique avec l'envoi de l'argent des migrants – les derniers chiffres parlent de 943 milliards de F. CFA. À quoi sert cet argent ? Il y a des travaux journalistiques à faire pour montrer que, peut-être, cet argent ne sert pas au développement mais assiste les communautés rurales etc. C'est de faire des articles afin d'orienter les investissements des migrants. Cela peut également aider les collectivités locales à savoir comment encadrer les migrants, pour les aider à fructifier leur avoir et pas seulement les petits papiers sur les migrants qu'on rapatrie, etc. ■

PAYS DE DESTINATIONS

Migrations interrégionales

DES MOUVEMENTS PLUS INTENSES EN AFRIQUE DE L'OUEST

Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), il a été enregistré 77 millions de migrants internationaux en 1965, 175 millions en 2003, 232 millions en 2013 et 244 millions en 2014. Selon les proportionnalités, 3% de la population mondiale s'active dans la migration internationale. Mais cette circulation ininterrompue est plus dense sur le plan régional en Afrique de l'Ouest.

« Quand on parle de migration, beaucoup de personnes pensent que c'est toujours un mouvement hors du continent africain mais le mouvement migratoire est plus remarqué à l'intérieur du continent », fait remarquer Jo-Lind Roberts, chef de mission du bureau sous-régional de OIM. « Avec les naufrages aux larges des côtes espagnoles et italiennes, le phénomène de migration est plus en vue. Mais l'absence de drame ne signifie pas que les gens ne bougent pas d'un pays à un autre sur le continent », poursuit-elle.

Pour Natali Claudia, membre de l'équipe de communication du bureau national de l'OIM, la migration est un fait naturel qui retrace l'histoire des peuples. Sans pouvoir brandir de véritables chiffres, elle affirme que les frontières terrestres dans l'espace de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) constituent les portes d'entrée et de sortie pour les citoyens de la zone.

« Nous avons remarqué que les gens voyagent beaucoup surtout pour des raisons de travail à la recherche d'un revenu plus élevé », précise-t-elle. Le marché du travail constitue alors le réel appât qui attire les ressortissants d'un pays à vouloir s'installer ailleurs. Pour cette raison, Natali Claudia affirme la volonté de l'organisation de mettre en place une banque d'informations qui serait accessible à toute personne qui souhaite « voyager pour la recherche de travail ».

Pour atteindre cet objectif, l'organisation onusienne appuie la CEDEAO pour faciliter la libre circulation des personnes et des biens. Il s'agit d'un projet financé par l'Union européenne dont la visée est de créer une base de données conséquente pour tracer le déplacement des uns et des autres entre les quinze pays de l'union sous-régionale.

Dans cette circulation internationale, ce sont les rapatriements de fonds qui dominant. « En 2015, 601 milliards de dollars constituent la densité des transferts financiers dont les deux tiers sont destinés aux pays en développement », avance la chef de mission Jo-Lind Roberts.

En ce qui concerne les dangers de la migration irrégulière, l'OIM a lancé une campagne dénommée « Aware Migrants » dont le but est d'informer les migrants des quinze pays d'Afrique de l'Ouest, en plus de la Tunisie et de l'Égypte, « sur les dangers que constitue la traversée du désert du Sahara, de la Libye et de la mer Méditerranée », explique Natali Claudia. Chiffres à l'appui, celle-ci souligne que « 19 567 migrants sont arrivés en Italie par la mer, en 2017. Ils viennent essentiellement du Sénégal, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, du Nigeria et de la Gambie».

Pour expliquer la montée de ces mouvements migratoires, le rapport met l'accent, entre autres, sur le contexte international en constante mutation (chocs économiques, crises humanitaires, menaces terroristes, réduction des opportunités de migration légale vers les pays d'accueil traditionnels) ■

BAMAKO-DAKAR, UN PUISSANT AXE DE MOUVEMENT DE POPULATIONS

L'axe Dakar-Bamako reste important pour les migrations malgré un chemin de fer à l'arrêt et l'ouverture de nouvelles destinations.

Pikine. Gare des Baux Maraîchers, points de départ et d'arrivée des voyages ciblant la capitale sénégalaise. Samba, la quarantaine une casquette vissée sur la tête, remplit les formalités d'usage avant d'embarquer dans le bus pour Bamako.

Depuis bientôt dix ans, ce vendeur de tissus sillonne les marchés au Mali, à la recherche de tissus basin qu'il vient revendre à des clients sénégalais nantis. Un commerce qui l'oblige à avaler des centaines de kilomètres mais aux retombées économiques certaines, sur lesquelles il refuse de s'épancher.

«Cette activité, je l'ai héritée de mon père. En son temps, le chemin de fer était en plein essor et les gens se déplaçaient beaucoup », rappelle Samba qui pourtant préfère la route à la voie aérienne en raison du coût du transport.

Non loin de là, Ramata s'apprête à rejoindre son siège dans le bus. Frêle silhouette, elle refuse de préciser l'objet de son déplacement dans la capitale malienne, mais admet faire le trajet au moins quatre fois par mois.

Selon Papa Demba Fall, sociologue spécialistes des migrations, les chemins de fer ont longtemps été un moyen de facilitation des échanges dans cette zone. Il ajoute que les déplacements restent non négligeables au sein de cet espace, malgré le quasi-arrêt des locomotives. «Il y a toujours une dynamique au sein de l'espace CEDEAO, en dépit des problèmes que l'on peut rencontrer».



RECHERCHE DE NOUVELLES VOIES

Pour le sociologue, il s'agit aujourd'hui des zones à la recherche de nouvelles voies, à cause des nombreux changements. Une dynamique spatiale, démographique, reflet des évolutions et de la reconfiguration des espaces. «Il se produit de plus en plus un brouillage des lignes. Autant il y a des dynamiques nouvelles, autant persistent des systèmes aussi vieux que leurs acteurs», affirme t-il.

Le manque de chiffres rend difficilement quantifiables les échanges dans ces espaces, mais Papa Demba Fall estime que ceux-ci sont parfois en avance sur les Etats.

«Ceux qui se déplacent entre les frontières ne se sentent pas comme des migrants. C'est la même chose entre la Côte d'Ivoire et le Burkina-Faso. Entre le Bénin et le Nigéria, etc. Il y a de plus en plus de travaux sur les impacts des dynamiques migratoires mais on doit pouvoir aller plus loin», fait-il savoir ■

Destination France

MARIANNE NE FAIT PLUS REVER

Ancienne puissance coloniale, la France a longtemps été le pays de rêve de beaucoup de Sénégalais. Cette image idyllique est de plus en plus remise en cause par la jeune génération de migrants.

« La France a été pour moi un pays de rêve, c'est d'ailleurs pourquoi je me suis battue pour y être aujourd'hui, mais je l'avoue ce n'est pas le pays dont je rêvais », confesse dans une correspondance Claire Diouf, étudiante à l'université de Strasbourg. Cette ancienne pensionnaire de l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) de Dakar est décidément loin d'être enchantée par la vie qu'elle mène en France.

« La France ne me semble pas être prête à accueillir les immigrés à bras ouvert et la vie y est loin d'être rose. Je peux même dire que c'est parfois plus difficile dans mon pays, le Sénégal », a-t-elle souligné.

Arrivée cette année en France, la jeune fille s'est rapidement rendue compte que les études sont certes bonnes mais que la vie y est « chère ». Le même constat est fait par le quotidien *Le Monde* qui dans un article publié le 15 juin dernier sur son site sous le titre « La France ne fait plus rêver les étudiants sénégalais », indique que « 66 % des étudiants sénégalais qui partent étudier à l'étranger se rendent en France ».

Au vu de cette réalité, Djiby Ba conseille aux étudiants sénégalais de n'opter pour la France qu'une fois réunies les bonnes conditions d'études. « A la place de mes jeunes frères, je ne prendrai jamais le risque d'aller en France sans pour autant m'assurer que je peux y vivre avec mes propres moyens. Car la vie y est très chère et la solidarité n'y existe presque pas », souligne-t-il.

S'adressant plus particulièrement aux jeunes filles, il lâche : « Pour moi, le seul conseil que j'ai à donner à mes petites sœurs qui rêvent de venir en France est de leur demander de s'assurer d'une prise en charge avant de quitter le Sénégal ».

Avec plus de 300.000 Sénégalais vivant en France, ce pays est encore une terre d'accueil pour bon nombre de membres de la diaspora sénégalaise. « On ne connaît

pas le nombre exact de Sénégalais qui sont en France. Nous n'avons pas le nombre exact de Sénégalais qui sont en situation régulière et qui sont enregistrés dans le registre du consulat. Mais lors du dernier recensement, nous étions à plus de 300.000 Sénégalais », révèle Demba Sow, responsable de la Délégation des Sénégalais de l'extérieur (DES) de l'Alliance pour la république (APR) en France, dans un article publié sur igfm.sn.

Cependant, même si la France continue d'être une « terre promise » pour plusieurs Sénégalais, il reste que son attractivité fait de plus en plus débat.

« La France est un mirage. De loin, j'ai toujours pensé qu'une fois en France ma vie allait changer, mais j'ai été déçue de constater que je m'étais trompée », déclare Amsatou Dramé, une dame de plus d'une quarantaine d'années, qui dit avoir vécu trois ans en France avant de rentrer au Sénégal suite à son divorce avec son époux.

Selon elle, la France a perdu de son lustre d'antan. Mais ce point de vue n'est pas partagé par Birame Gning, un sémillant jeune homme d'une trentaine d'années. « Il y a la paix en France. Car malgré toutes les lamentations de certains de nos compatriotes, cela ne les empêche pas de construire des villas, de conduire de belles voitures et d'épouser de belles femmes ».

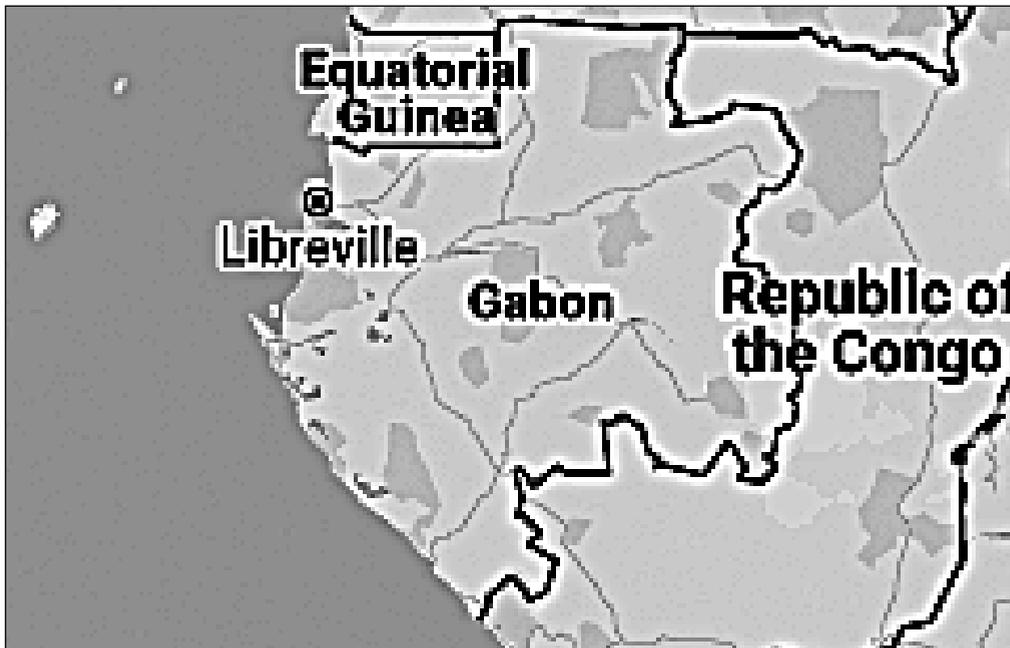
Selon lui, la vie est ainsi faite : dans tous les pays du monde, certains gagnent bien leur vie là où d'autres peinent à joindre les deux bouts. Partant de là, M. Gning n'est pas d'accord qu'on « jette l'opprobre sur un pays jouissant d'une bonne santé financière ■

LE GABON, L'ELDORADO PERDU

Situé en Afrique centrale, le Gabon accueille de nombreux Sénégalais, attirés jadis par la richesse du pays. Mais aujourd'hui, avec la crise, la vie y est de plus en plus difficile. A tel point que la représentation diplomatique du Sénégal à Libreville envisage de rapatrier ceux qui veulent rentrer mais n'en ont pas les moyens.

Le Gabon, petit pays d'Afrique centrale, fut une destination privilégiée des ouvriers sénégalais (du bâtiment notamment) dans les années 1970. Aujourd'hui, ils sont plus de 40.000 Sénégalais officiellement recensés dans ce pays, c'est-à-dire immatriculés auprès de la représentation diplomatique. Dans ce pays riche en matières premières, la vie est devenue difficile depuis quelques années à cause de la chute des prix du pétrole. Une ressource qui, au demeurant, se raréfie de plus en plus. « Beaucoup d'entreprises ont fermé. Et c'est compliqué, même pour certains Gabonais », réagit sur le site allodakar.com, l'ambassadeur du Sénégal au Gabon. Abdoul Ciré Dia.

La crise touche ces milliers de sénégalais, pour qui travailler et gagner sa vie ou même avoir la carte de séjour qui donne accès à l'emploi dans ce pays, sont de véritables casse-têtes. Sans carte de séjour point de boulot au pays d'Ali Bongo. Or ce document coûte, la première fois, 800.000 francs sur 2 ans et pour son renouvellement 150.000 francs. « Cependant, au marché noir, il peut aller jusqu'à 2



millions de francs », selon l'ambassadeur. Bizarrement, l'Etat du Gabon n'en délivre plus, ce qui complique la situation de beaucoup d'étrangers.

Face à ces difficultés, les Sénégalais font preuve de solidarité. Omar Sow, un jeune homme d'affaires qui vit au Gabon, explique : « les gens se regroupent par communauté. La plus grande association ici est Fedde Fouta, qui a plus de 5.000 membres. Elle fait surtout dans le social. Il y a aussi les hommes d'affaires qui sont là et qui mettent la main à la poche pour aider leurs compatriotes ». A l'ambassade du Sénégal, il y a des fonds sociaux que l'Etat envoie et qui permettent d'assister les gens malades ou désireux de rentrer.

Selon Abdoul Ciré Dia, «Beaucoup (de Sénégalais) souhaitent être aidés pour avoir la possibilité de rentrer. On avait ouvert une liste pour les volontaires. On a eu 700 à 900 personnes. Il y a des gens qui sont avec leurs familles et qui veulent rentrer avec elles». Il souligne que les démarches sont en cours pour pouvoir permettre à ces gens de rentrer au pays.

«Avec le groupe des ambassadeurs africains, nous sommes en discussion avec les autorités gabonaises et le ministère des Affaires étrangères. Car, pour pouvoir partir, chaque personne doit payer 145.000 FCFA, pour le visa de sortie et le défaut de carte de séjour. Nous sommes en discussion, le Sénégal, le Bénin, le Mali..., avec les autorités dont nous attendons le retour», dit-il. Et de préciser que ce projet de rapatriement volontaire est piloté de concert avec la Direction des Sénégalais de l'extérieur ■

Destination des Sénégalais

LE MAROC A LA COTE



Le Maroc est l'un des pays privilégiés par les émigrés sénégalais. Les villes comme Casablanca et Fès accueillent beaucoup de Sénégalais. L'explication se trouve dans la nature des relations bilatérales entre les deux pays et aussi les conditions d'accès abordables.

(Casablanca) - Le brassage entre le Maroc et le Sénégal trouve ses racines dans le commerce et la religion. D'abord les conquêtes des Almoravides ont jeté les bases des relations entre les deux pays. Celles-ci sont cimentées par l'islam confrérique et le commerce. La confrérie Tidjaniya qui compte des millions d'adeptes ici trouve ses origines au Maroc. De nombreux fidèles se rendent à Fès pour le pèlerinage au mausolée du fondateur de la confrérie Tidiane, Cheikh Ahmed Tidjane.

Certaines villes comme Casablanca et Fès comptent beaucoup de migrants sénégalais. Au marché Medina de Casablanca, il y a une bonne présence de Sénégalais. Les hommes jouent le rôle de guides des Sénégalais qui viennent faire leurs achats. En effet, ils facilitent le marchandage entre les clients sénégalais et les commerçants marocains. « Nous servons d'intermédiaire. Les Sénégalais ne comprennent pas la langue et ne connaissent pas la monnaie marocaine alors nous les aidons à bien

faire leurs achats. En contrepartie, ils nous donnent quelque chose. Mais ce n'est pas obligatoire » explique Modou Fall, un jeune Sénégalais vivant au Maroc.

A l'entrée du marché de petits groupes sont formés ça et là. D'autres sillonnent les trottoirs à la recherche de clients. Ce sont les tresseuses, elles sont toutes des Sénégalaises communément appelé "Adjï Rasta". Elles n'ont pas de locaux pour travailler. « Je suis au Maroc depuis mai 2012 », renseigne cette jeune femme originaire de la ville de Louga. " Je suis tresseuse, je peux gagner jusqu'à quatre cents Dirham (400 Drh) par jour. Le seul problème que nous avons ici, c'est le manque de local parce que les Sénégalais ont d'excellents rapports avec les Marocains »

Aujourd'hui la communauté sénégalaise vivant au Maroc est surtout composé de travailleurs communément appelé "Modou-Modou", de "Fatou-Fatou" et d'étudiants.

Le nombre important de Sénégalais au Maroc s'explique par les relations d'amitié qui existent entre les deux peuples. D'ailleurs lors de la visite du Roi marocain Mohammed VI du 22 mai 2017, le ministre des Affaires Etrangères du Sénégal et des Sénégalais de l'extérieur soulignait que « cette amitié est d'une sincérité et d'une longévité à toute épreuve » ■

Etats-Unis d'Amérique

TRUMP ANGOISSE LES SÉNÉGALAIS



Depuis l'élection de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis, un climat d'incertitude s'est installé au sein des émigrés vivant au pays de l'Oncle Sam. Les Sénégalais n'échappent pas à ce sentiment général.

Au début de l'année 2017, ce sont les décisions du président américain nouvellement élu qui défraient la chronique. Donald Trump, qui avait pris des décrets interdisant aux ressortissants de sept pays à majorité musulmane l'entrée sur le territoire américain, se voit reprocher l'expulsion de 137 Sénégalais. En réalité, il ne s'agit pas d'une décision du président milliardaire, car ces mesures d'expulsion remontent à plusieurs mois auparavant.

Aux Etats-Unis, connus pour leur melting-pot et dont l'histoire est fortement teintée de racisme et de ségrégation raciale, « La présidence de Trump a beaucoup changé l'environnement racial », raconte dans les colonnes du Soleil Kate Ndiaye, une Sénégalalo-Américaine.

Pour la jeune femme de 23 ans, « les immigrés sont considérés comme des voleurs d'emplois. Trump a réussi à installer un climat de tensions, notamment à l'égard des immigrés ». Pour Ndeye Fanta, qui vit à Philadelphie depuis 20 ans, « Rien n'est garanti dans cette ère Trump, si tu n'es pas blanc et chrétien. Le fils de Muhammad Ali, le légendaire boxeur, Muhammad Ali Jr. a été retenu pendant des heures par

les services de la douane. Il est né américain, aux Etats-Unis en 1972 ainsi que toute sa famille, et cela depuis des générations remontant à la Traite négrière. Ils ne connaissent aucun autre endroit que cette terre d'Amérique. Si lui a été retenu, qui est à l'abri ? », s'interroge-t-elle.

Dame Babou, installé aux Etats-Unis depuis 27 ans, journaliste, correspondant de Sud Quotidien et animateur d'émissions, estime qu'il est très difficile de connaître le nombre de Sénégalais résidant aux Etats-Unis car il n'y a pas de recensement les concernant spécifiquement.

« Dans le dernier recensement fédéral officiel, les Sénégalais étaient mis dans la catégorie "autres, divers". C'est - à - dire qu'ils ne sont pas identifiables. Maintenant, on peut faire de la spéculation, lors des dernières élections sénégalaises, il y a eu moins de 10.000 Sénégalais qui se sont inscrits sur les listes électorales ».

Depuis 1988, les ressortissants du Sénégal aux Etats-Unis se sont regroupés autour d'une association, dénommée Association nationale des Sénégalais d'Amérique, devenue Association des Sénégalais d'Amérique (ASA) en 1994. L'ASA a pour mission d'assister, de protéger et de défendre les Sénégalais des Etats-Unis. Elle est la plus grande association d'immigrés africains francophones au pays de l'Oncle Sam ■

Dubaï, Chine et Turquie

LES NOUVELLES DESTINATIONS DU NÉGOCE SÉNÉGALAIS



En quête de produits exotiques pour satisfaire leurs clients, les commerçants sénégalais explorent sans cesse de nouveaux territoires entre l'Orient et l'Extrême-Orient. Du textile aux effets de toilette en passant par le prêt-à-porter, les produits importés garnissent les étagères des magasins du Sénégal.

Les étroites ruelles du marché HLM ne désemplissent pas en cet après-midi du mois de mai. Pourtant, il n'y a pas de fête en perspective. Plus nombreuses parmi les clients, les femmes se bousculent devant les étals de tissus, en quête de la pièce rare qui leur permettra de s'attirer les regards.

Une palette de tissus aux couleurs vives allant du vert au rouge ainsi qu'au bleu s'offrent à l'œil averti des femmes qui se délectent également des dorures et fines perles confectionnées sur les étoffes.

« L'Afrique importe 4 milliards de dollars de textile et exporte 4 milliards de dollars de coton par an », a déclaré récemment Alioune Sarr, ministre du Commerce, du Secteur informel, de la Consommation, de la Promotion des produits locaux et des PME du Sénégal.

Dans sa boutique, Ndèye Thiam s'occupe du rayonnage pour mettre en vue les tissus en vogue : brodé, bazin riche et dentelle. La jeune dame à l'allure gracieuse s'active dans le négoce depuis une vingtaine d'années. De commerce facile, elle accueille ses clients avec le sourire. De voyage en voyage, elle s'est spécialisée

dans le commerce du textile. Elle va chercher ses tissus en Chine, à Dubaï mais aussi en Inde. Ses voyages ne sont plus lucratifs dans la mesure où ceux qu'elle approvisionnait se rendent désormais à l'étranger. « Le commerce ne marche plus comme avant car de plus en plus de commerçantes vont-elles-mêmes acheter leurs marchandises », regrette-t-elle.

Comme si elles avaient entendu Ndèye Thiam, Rokhaya Diop et Fanta Badji rencontrées un plus loin confient qu'elles rêvent de faire comme ces « grandes commerçantes » auprès de qui elles achètent les marchandises pour les revendre.

En attendant de s'approvisionner à l'étranger, les deux femmes font comme tout le monde : achat à crédit ou au comptant, selon la confiance de leurs vendeuses. « Il y a plus de bénéfices car on ne sait pas à quel prix elles ont acheté alors qu'on est obligé d'accepter leur prix de vente », clame Rokhaya Diop.

Ndeye Thiam, elle, ne parle « jamais » de ses prix d'achat. Elle est plus prompte à s'épancher sur ses frais, relatifs aux billets d'avion, aux chambres d'hôtel, aux déplacements et au fret.

Pour le transport des marchandises, les commerçants procèdent par groupage. « C'est pour diminuer les frais de dédouanement », explique Ndeye Thiam. « Il ya quelques années, le dédouanement d'un conteneur de 40 pieds coûtait à peine six millions de FCFA. Actuellement, cela nous revient à presque sept millions », a confié au Soleil, en 2015, une commerçante sénégalaise rencontrée à Yiwu, le plus grand marché de vente en gros au monde (province de Zhejiang, à l'est de la Chine).

65 % des produits vendus là-bas sont destinés à l'exportation. Des centaines de milliers de conteneurs remplis de marchandises partent de ce gigantesque marché de quatre millions de mètres carrés à destination de plus de 215 pays.

« La plupart des marchandises vendues à Sandaga et dans d'autres grands marchés de Dakar proviennent de Yiwu », a révélé Mamadou Sall. L'homme d'affaires sénégalais s'y est établi depuis une quinzaine d'années. Dans le même temps, les exportations sénégalaises vers la Chine ont atteint, en 2015, 70,042 milliards de FCFA contre 18,763 milliards en 2014 ■

CHEMINS DE L'AVENTURE

LE SAHARA ET LA MÉDITERRANÉE, CIMETIÈRES DES « CLANDESTINS » AFRICAINS



Les chiffres font froid dans le dos. Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), 19 653 migrants sont entrés en Europe en 2017 par la voie maritime - la Méditerranée - et 525 cas de décès ont été enregistrés depuis le début de l'année. La Méditerranée se transforme en cimetière de plusieurs centaines voire de milliers de candidats à l'émigration clandestine. Le décompte est loin de la réalité selon plusieurs observateurs.

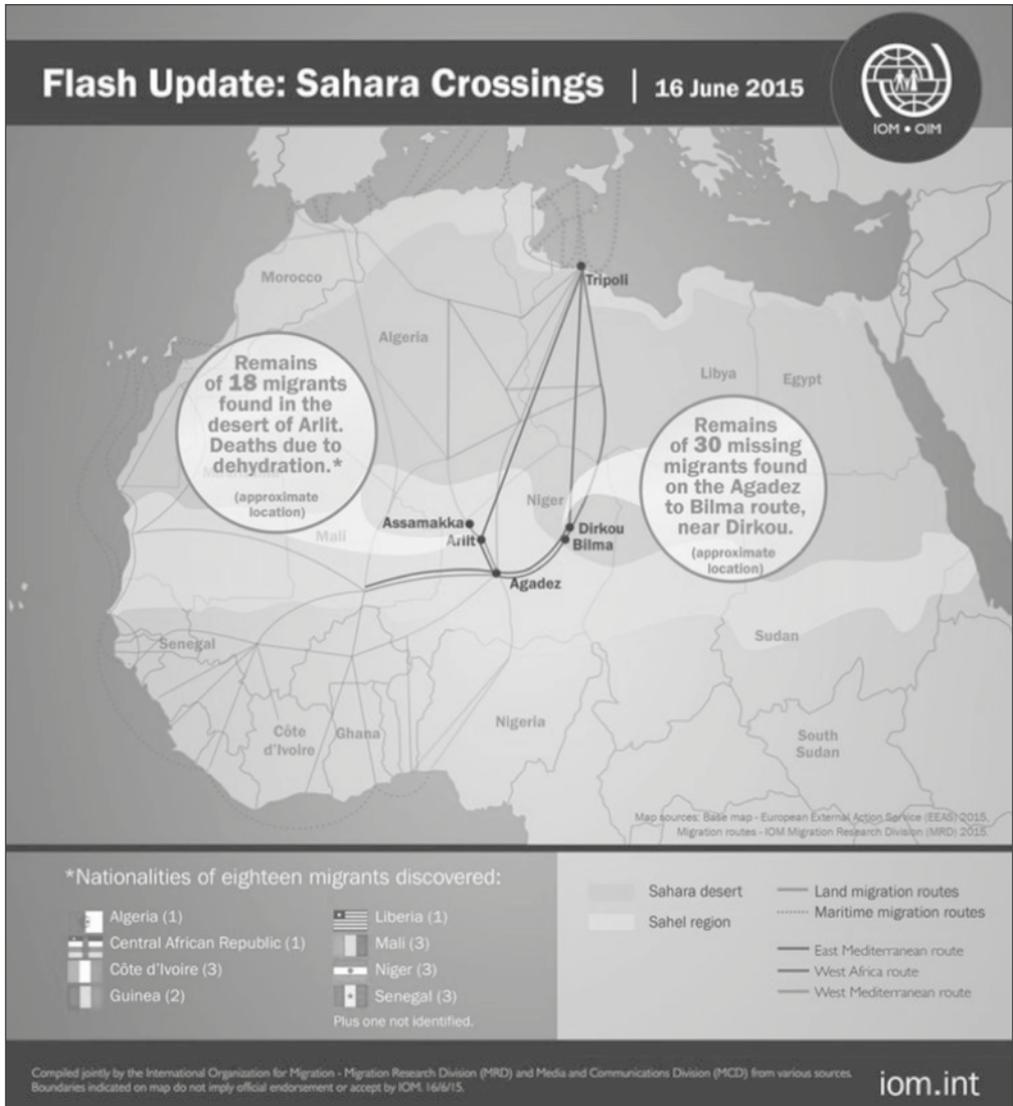
Sur la période allant de janvier à juillet 2015, près de 2 000 migrants africains ont péri en Mer méditerranée. Occasionné par le naufrage des embarcations des migrants, ce drame s'est répété tout le long de l'année.

Selon les papiers d'identité retrouvés sur certains corps, les migrants viennent pour la plupart des pays subsahariens (Mali, Côte d'Ivoire, Gambie, Liberia, Burkina Faso, Nigeria, Sénégal).

Deux fois supérieur à la superficie de la France, le Niger est un pays où des milliers de migrants, en route vers l'Occident, croupissent. Les autorités nigériennes estiment qu'en 2015, entre 80 000 et 120 000 migrants venus d'Afrique de l'Ouest ou du Centre ont traversé illégalement le Niger pour se rendre en Libye. « Ils étaient 80 000 en 2014. Entre janvier et mai 2015, l'OIM au Niger a secouru plus de 5 100 migrants ».

LES MIGRATIONS

« Au moins 1 790 sont morts dans le Sahara entre 1996 et 2014 », selon le blog Fortress Europe, qui recense les morts de migrants en route vers l'Europe. Le Sahara paraît comme un autre cimetière. Seule une petite fraction de ceux qui y meurent est comptabilisée. « La collecte de données fiables et les recherches dans la zone sont quasi impossibles », explique l'OIM ■



Gora YALLY (Migrant de la filière sud américaine)

“C'EST UN PARCOURS SUICIDAIRE”



Traverser plus de dix frontières de pays de l'Amérique du Sud. Ce n'est pas le rallye auto-moto Dakar délocalisé en Amérique latine, mais bien le parcours de candidats sénégalais pour l'eldorado étasunien. Ils ont emprunté cette filière périlleuse pour “une vie meilleure”. Refoulé des USA depuis le 9 février 2017, Gora Yally, Pikinois de 42 ans et bijoutier, a traversé les rites de passages de cette aventure. Il raconte l'enfer qui était supposé être un paradis.

Quand avez-vous foulé le sol américain (USA) ?

Le 2 juillet 2016 vers 17 heures. C'était un samedi

D'où venez-vous ?

Je venais d'un périple qui a commencé au Brésil et qui nous a fait traverser une dizaine de pays de l'Amérique du sud et de l'Amérique centrale. J'ai quitté le Sénégal puis j'ai rejoint l'Equateur, le Pérou avant de venir au Brésil. Pour aller aux USA j'ai encore refait un chemin inverse Pérou-Equateur-Colombie--Panama-Costa Rica-Nicaragua-Honduras-Guatemala-Mexique. Certaines frontières étaient traversées en marche d'autres en voiture, d'autres par des zodiacs. Ce trajet nous a pris trois mois. On aurait pu faire un trajet moins long mais dès fois on manquait de guides pour nous orienter, dès fois les routes étaient impraticables. A la frontière entre le Nicaragua et Costa Rica, on a passé des nuits entières sous des remorques de camions. Un mois et 18 jours au total. Quand je quittais le Brésil, en avril 2016, on était cinq. Mais puisque c'était une filière très empruntée certains venaient s'adjoindre au groupe au fur des frontières traversées. Il y avait des Haïtiens, des Congolais, des Ghanéens. De tous ces ressortissants de pays pauvres, les Sénégalais étaient de loin minoritaires. Heureusement mon groupe initial est entré sur le territoire américain. Je n'ai pas eu connaissance de mort d'un Sénégalais, c'est très probable, mais je n'en ai pas entendu parler. De toute façon, rien n'est à exclure dans ce parcours. Avant qu'on ait atteint la Californie, j'avais compté une soixantaine de compatriotes. Ils étaient originaires de Touba, Gossas, Vélingara, Koungeul etc. Ils venaient de l'intérieur du pays, de rares migrants disaient qu'ils venaient de Dakar. J'ai parlé à un ami au Brésil de mon désir d'aller aux Etats-Unis. Il m'a fait savoir qu'il connaissait un groupe de quatre autres Sénégalais qui se préparaient à y aller et a décidé de me mettre en rapport avec eux. Mais il m'a bien averti que c'était un chemin “peligroso” [Ndlr :

dangereux] qu'il fallait y aller à plusieurs car plus vous êtes nombreux, moins vous serez exposés aux périls.

Combien payez-vous pour le passage ?

La paie n'était pas aussi chère mais ce sont plutôt les attaques à répétition qui nous ont fatigués. Les passeurs étaient de mèche avec les agresseurs. Ils étaient armés de fusils et de coupe-coupe. Nous nous sommes perdus de vue entre Sénégalais car après certaines étapes (Mexique Honduras) certains ont préféré attendre un envoi d'argent tandis que d'autres ont poursuivi le chemin. Les agressions dans la jungle étaient l'œuvre des passeurs qui téléphonaient à leurs groupes pour indiquer votre position. Ils arrivaient armés et criaient "abajo !" "abajo !" [Ndlr : à terre ! à terre !]. ils prenaient leur temps puisque c'est en pleine cambrousse. Ils nous mettaient à poil pour s'assurer que nous n'avions caché nulle part de l'argent.

Quel a été le point de passage le plus difficile ?

Le Panama. C'est là-bas qu'il y avait les plus grands risques. On y évoluait dans une forêt tropicale tellement dense. Je me rappelle qu'il a plu à verse pendant presque deux heures sans que nous ne soyons trempés. Les arbres sont tellement enchevêtrés qu'ils forment comme une sorte de voûte. En plus c'était un relief très montagneux. Avec le recul, je pense que tout ceci était à éviter. Comment ? Les autorités doivent créer les conditions d'un épanouissement économique. Je regrette d'avoir pris ce chemin. Peut-être qu'en y allant je ne disposais pas des bonnes informations. On nous dit que c'est un chemin pour les vrais hommes, qu'on y arrivera de toute façon. C'est vrai on est arrivé à bon port, mais c'est un parcours suicidaire. S'il y a morsure de serpent ou piquûre de scorpion c'est la mort assurée. Les fractures n'en parlons pas puisque personne ne va s'arrêter pour les soins. Par moments, même nos vêtements devenaient trop lourds.

Que mangiez-vous ?

Dès fois on se ravitaillait dès qu'on arrivait dans une localité. D'autres fois c'étaient des escales de deux à trois jours pour se revigorer carrément. On achetait tout ce que nous permettaient nos deniers. Il y avait de la nourriture de bonne et de moins bonne qualité. On mangeait beaucoup de riz blanc et du poulet. Il y avait aussi des haricots, des biscuits et dans la forêt on cueillait mangues, des noix de coco et tous les fruits qu'on pouvait trouver.

On a l'impression qu'il n'y avait pas de services d'ordre ou d'immigration de ces pays. Que faisaient-ils ?

Quand on va à l'aventure c'est Dieu qui s'érige en protecteur. Ce sont des républiques donc tous ces services existent bel et bien. Quand on arrivait dans une structure de l'Immigration, on nous délivrait un papier administratif gratuitement et on passait

à la frontière suivante. Ils te gardent en repérage dans les camps de réfugiés, le temps que le papier soit validé et ils te laissent passer.

Que s'est-il passé le 2 juillet, quand vous êtes arrivés à la frontière Mexique-Usa ?

Je ne sais pas comment s'appelle la localité mais je sais que c'est la Californie. La dernière localité mexicaine qu'on a franchie c'est Tijuana. Quand on est entré, l'Immigration nous a menottés deux à deux et nous a amené dans un poste. Nous étions huit ou neuf Sénégalais. Nous y avons trouvé d'autres compatriotes et d'autres sont venus nous y rejoindre par la suite. Déjà à l'entrée des USA, des officiers armés nous attendaient. Ils savaient qu'on était en route. Ils ont enlevé nos ceintures, bracelets et bagues et nous ont mis dans une voiture. Nous étions dans une chambre de trois mètres carrés où vingt personnes étaient entassées. Mais l'essentiel était d'arriver aux USA et d'attendre ton tour audition.

Et l'audition ?

Oui. Ils te posent des questions sur tes motivations, les problèmes qui te poussent à fuir ton pays pour résider aux USA, ton affiliation ou non à une organisation. Ils demandent même si tu as déjà détenu une arme à feu. Si tu obtiens un certain nombre de points, ils poursuivent la procédure et un beau jour ils te laissent entrer dans le territoire ou tu paies la caution pour sortir, ou tu es redirigé vers ton pays d'origine. Pour mon dossier, la Police de l'Immigration m'a entendu et a dit qu'elle allait le transmettre à qui de droit. On nous a déférés dans trois différentes prisons à Otameza avant de nous amener en Arizona, puis dans le New Jersey. C'est là qu'on a purgé le plus clair de notre détention puisque c'était là que devait avoir lieu la grande audition. Quand tu racontes ton histoire, ils te disent automatiquement s'ils vont t'expulser ou te laisser entrer aux USA. Ils m'ont entendu le 26 juillet 2016. Ils savaient que je suis Sénégalais. La juge m'a posé de la question de savoir si elle allait me retourner au Sénégal. Je lui ai dit qu'elle ne pouvait pas me faire ça. Elle m'a alors demandé de prendre un avocat. Une parente, établie en Amérique, s'en est chargée en me trouvant un conseil camerounais. Quand il a pris l'affaire, on lui a signifié que mon dossier a mis trop de temps à trouver un défenseur et que je devais retourner au pays par conséquent. Au bout de six mois de détention, ils auraient dû nous libérer avec un papier, mais ils nous ont gardés sept mois puis huit. Un jour, je suis allé acheter quelque chose à la boutique, j'ai vu que mon nom a été effacé du système quand j'ai tapé sur l'ordinateur. Je me suis dit que c'était bon signe, qu'ils allaient me laisser libre dans le territoire américain, mais c'était l'inverse. Ils allaient m'expulser. Je n'ai vu personne, je n'ai parlé à aucun membre de l'ambassade ou du consulat sénégalais. Ils nous ont juste dit qu'on était des criminels qui devaient être expulsés et nous l'avons été.

Jusqu'à vous croyiez toujours en un séjour chez l'oncle Sam. Mais tout a basculé en février n'est-ce pas ?

Oui. Le 7 février 2017, on est venu taper à ma porte, m'ont interpellé par mon nom et m'ont demandé de plier bagages. Je leur ai demandé où est ce qu'on allait, mais on ne m'a pas répondu. On m'a enchaîné moyennement. Quand on est arrivé dans une autre direction de l'immigration à New York, j'y ai trouvé un autre Sénégalais Fallou Sourang. Je lui ai demandé ce qu'il faisait là, il m'a dit qu'il allait être expulsé. Je croyais toujours qu'on allait m'accorder la résidence puisque j'avais été détenu avec un compatriote qui a fait vingt mois et qui a finalement été autorisé à rester sur le territoire américain. Ils sont venus quelques instants plus tard nous menotter les pieds, les hanches et les mains, et ont toujours refusé de nous dire où nous allions. Dans la voiture j'ai reconnu un des gardiens de l'ICE qui m'a dit que nous allions être expulsés vers le Sénégal. Je me suis senti complètement seul, abandonné par les autorités et le consulat sénégalais. Il n'y avait aucune proposition pour un vol commercial ou un vol charter. Mais nous sommes plus chanceux que les autres car nous sommes venus à bord de Royal Air Maroc. Quand on nous a descendus du bus pour le terminal de l'aéroport c'était digne d'une scène de tabaski. Tous les passagers nous regardaient avec nos menottes et nos sacs en mains comme si on était des martiens. Si tu trainais un peu les pieds, ils te bousculaient alors que tout le monde avait son appareil portable en main. Je suis sûr que ces images doivent avoir fait le tour du net. De toute façon, on n'avait pas le choix. Je suis interdit d'entrée aux USA pour cinq ans. A la frontière, tu signes un papier comme quoi tu ne seras plus admis aux Etats-Unis pour un quinquennat. Quelqu'un m'a dit que c'est cinq ans si tu signes et vingt si tu refuses de signer.

Combien avez-vous perdu dans cette aventure ?

Environ 9000 dollars [5 millions 640 mille 750 FCfa]. Ce n'était pas que du cash puisqu'il y avait des biens matériels un bracelet en or de valeur, des montres que je revendais, des lunettes ; des bagues, des colliers, des téléphones etc. j'ai tout perdu dans cette aventure. Aux USA, je n'ai pas eu le temps de gagner quelque chose puisque j'y ai été détenu tous les huit mois que je suis resté.

Toute cette énergie dans le voyage et cette somme dépensée n'auraient-elles pas mieux été utilisées à bon escient pour démarrer une affaire ici ?

L'appétit vient en mangeant. Qu'on se le dise ! Economiquement le Sénégal c'est presque des cimetières [sic]. *Deuk bi dafa meti*. Tout ce qu'on parvient à gagner c'est pour la subsistance alors que ce n'est pas mon objectif. Je veux aider mes parents et toute ma famille. Si tes revenus n'assurent que tes propres besoins, ce n'est pas intéressant. Bon si ça devait fonctionner ici ça fait longtemps que c'aurait dû être le cas. Je ne connais que l'or car je suis bijoutier. En tentant l'aventure j'avais déjà ma boutique ici, mais ça ne décollait pas. Quand je me suis décidé à y aller j'avais bon espoir que tout finirait bien et que je regagnerai tout ce que j'y avais investi. J'ai échoué parce que le consulat sénégalais m'a regardé échouer. L'expulsion en

tant que telle j'ai fini par l'accepter, mais est ce qu'elle s'est faite dans l'intérêt du Sénégal ? Si les Américains ont donné des impenses qu'ils nous le disent. Nous n'en voulons pas, nous voulons que le Sénégal en profite et que ce ne soit pas au profit de quelques personnes qui ont fait des combines.

Propos recueillis par
Ousmane Laye DIOP

Témoignage d'un émigré clandestin revenu au bercail

DU MIRAGE À LA RÉALITÉ

Dix ans après son départ pour l'Espagne, M.S. se rappelle avec regret les conditions de son exil et les quelques jours vécus en Occident. « J'étais marchand ambulant à Dakar. Je gagnais jusqu'à 200 000 F CFA par mois. Cette somme ne représentait pas grand-chose par rapport à mes besoins personnels, ceux de mes parents et surtout mes ambitions », explique le jeune homme. La trentaine révolue, M.S. n'avait que 21 ans lorsqu'il tenta l'aventure. « J'étais tenté par le défi parce que beaucoup de mes amis d'enfance qui ont fait le même circuit ont réussi à bâtir quelque chose à leur retour au Sénégal et à acheter de belles voitures », avance M. S.

Il mit ainsi ses maigres économies dans les frais de départ pour une aventure plus que risquée. M.S. embarqua à « l'aéroport de Yarakh ». Il préfère garder pour lui les péripéties de son odyssée. Toutefois, les faits qu'ils nous relatent suffisent à comprendre la tragédie qui se déroule dans les eaux de la Méditerranée. « Tu imagines une pirogue avec plus de 100 personnes à bord. Des femmes, des enfants de tous les âges, au plein milieu de l'océan. Plus de la moitié meurt au cours de la traversée. Cette mer a englouti des milliers de personnes qui allaient à l'aventure. »

Son rêve européen tombe à l'eau au large des côtes espagnoles. Son embarcation est interceptée par la police espagnole. M. S. passe quelques jours dans un centre pour migrants en attendant d'être rapatrié. « C'est là-bas que j'ai compris que rien au monde ne valait un telle aventure. Nous étions traités comme des prisonniers ». Rapatrié sans argent, le rêve d'une vie meilleure brisé, M.S est plus que déterminé à s'épanouir dans son pays. « Beaucoup de personnes refoulées d'Europe essayent encore de tenter l'aventure. Mais tel n'est plus mon cas. Je suis musulman et je crois à la volonté divine ». Aujourd'hui, le jeune homme gère un multiservice dans la banlieue dakaroise et ne regrette pas son choix. Beaucoup de migrants avaient le complexe de revenir et travailler chez eux ■

Un revenant de Libye témoigne :

« ON VEND LES PERSONNES COMME DE L'OR »



Ils sont de nombreux clandestins à tenter l'aventure en direction de l'Europe, à bord des pirogues, en dépit des dangers, des patrouilles et mesures dissuasives prises par les marines européennes. Depuis la chute du Colonel Khadafi, en octobre 2011, ce voyage a pris, pour ceux qui empruntent le chemin de la Libye, les allures d'un trafic humain.

« En ce moment, je suis dans une maison avec d'autres Sénégalais. Notre seul désir est de retourner au pays. On voulait passer par la Libye pour rejoindre l'Italie. Nous avons payé des passeurs. Mais depuis la chute de Khadafi, cette voie connaît une anarchie sans précédent. Nous n'osons même plus sortir acheter du pain. À chaque moment, on peut se faire kidnapper ou arrêter. Ici, on vend les personnes comme de l'or ».

Arrêté par la police et gardé en détention, Abdou Mbow a fait appel à sa famille pour recouvrer la liberté : « Ma famille restée à Dakar s'est démerdée pour m'envoyer 400 000 F CFA. En plus, j'étais accompagné par mon frère. Pour nous deux, la famille a déboursé 800 000 F CFA pour que nous soyons libérés. Nous n'avons fait que six jours dans les cachots, mais on y a vécu les pires moments de nos vies ».

Les difficultés ne sont pas pour autant terminées. Le chemin du retour est tout aussi périlleux : « Pour rentrer, les passeurs demandent de payer 200 000 F CFA. Ils vous font passer par le Niger. Une fois là-bas, ils vous laissent avec la Croix Rouge. C'est elle qui vous ramène au Sénégal. Et même cette voie n'est pas sûre. Il y a beaucoup de Sénégalais bloqués ici, n'ayant personne pour payer pour eux. Nous sommes désespérés. Nous passons nos jours et nos nuits à nous cacher. Nous n'avons eu aucune aide du gouvernement sénégalais ni des organisations internationales » ■

Plus de 130 Sénégalais expulsés des USA

HISTOIRES D'UN RETOUR AU PAYS NATAL

Fin de rêve, fin de trêve. La radicalisation de la politique migratoire étasunienne a débarqué son premier gros contingent de Sénégalais à Dakar après des expulsions moins consistantes. 130, 140, ou 155 ? Les rapatriés divergent sur le chiffre et s'en prennent à la mollesse des services consulaires et autorités sénégalais.

Une housse. Une simple housse blanche en forme de taie d'oreiller, remplie d'effets personnels. Voilà ce qui reste des énormes espoirs déçus d'un rêve américain qui a atterri sur Dakar. Pour plus de 130 Sénégalais en situation irrégulière, en clandestinité, ou en délicatesse avec la loi au pays de l'Oncle Sam, c'était un voyage au bout de la nuit froide de samedi à dimanche. "What's up dude", "Good and you ?". Salutation brève avec tape à l'épaule à l'image du salut urbain, ce jeune refoulé ne s'attarde pas sur les lieux à sa sortie du hangar pour pèlerins de l'aéroport international Léopold Sedar Senghor (AILSS). Comme tous les premiers à fouler le sol de leur pays natal, la sortie a été désagréable, agressive à la limite. "Hey journaliste ne me filme pas", s'énerve un deuxième homme dans la cinquantaine contre le cameraman de la chaîne de télé SenTv. Il lui a fallu l'assurance des policiers, attendris par la situation, que la caméra ne tournait plus pour qu'il daigne sortir. Toujours en tenue de détention, blanc gris, de l'Immigration Custom Enforcement (ICE), [Ndlr : Service des douanes et de l'immigration des Etats-Unis], il se tient à l'écart tirant rageusement sur sa cigarette en attendant que sa famille vienne le prendre. Pour quelques-uns, l'affaire est prise avec beaucoup de philosophie. "Je suis allé aux Usa avec toute ma famille, ma vie, mes affaires et puis le nouveau président qui vient nous déporter. Je n'ai rien amené d'autre que ma personne, ma foi en moi, des souvenirs de ma mère et de ma famille qui sont là-bas", crie un homme de teint clair, les yeux grossis par ses lunettes de myopie, la voix éraillée avec un détachement humoristique tellement surprenant qu'on peinerait à le croire fraîchement rapatrié. Mais pour la majorité, l'abattement et la colère ont été très lourds à porter.

LE MÉMO JOHN KELLY

Déjà à 4h30 du matin, les voyageurs ont commencé à débarquer des taxis accueillis pour une température glaciale de la côte yoffoise. Accueillis par une bande de rabatteurs proposant le change, ils s'engouffrent aussitôt dans l'aérogare dans une ignorance totale. Dans le terminal "arrivée", le vol de la Royal air Maroc livre ses derniers passagers qui, devant les grilles, retrouvent de la famille pour de chaudes embrassades dans cette nuit glaciale. Toujours pas d'expatriés ! C'est l'un des rabatteurs qui met la puce à l'oreille des rares journalistes présents. "Le vol est arrivé il n'y a pas longtemps, mais ça se passe au hangar", déclare-t-il. Subterfuge des autorités pour éviter toute couverture médiatique ou bonne foi ?

Certains décident de rester en veille à l'aérogare tandis que d'autres se dirigent vers le hangar où ces émigrés ont effectivement atterri. Rien ne transparait par-dessus les murs, où seuls les clignotants des bus indiquaient que ces passagers indésirables sont acheminés à l'intérieur. "Mon fils a fait quinze ans aux USA et il est refoulé comme ça sans autre forme de procès", s'insurge un ancien agent de la gendarmerie sénégalaise. Une famille originaire de Diogo, attend quant à elle depuis samedi 20 heures. Malgré l'assurance que dégageait le grand-frère d'Amadou Ndiaye, un expulsé, ses sanglots étouffés trahissent sa douleur de voir son frangin cherchant ses bagages, posés à même le sol du hangar parmi une centaine d'autres arrivants. Les deux mémorandums du secrétaire d'Etat américain à l'Intérieur, John Kelly du mardi 21 février dernier, demandant aux agents de l'immigration l'expulsion rapide des clandestins qu'ils trouveraient dans l'exercice de leurs fonctions, ont été vite mises en applications. Auparavant, après de six mois de détention, l'ICE laissait les clandestins résider sur le sol américain s'il ne parvenait pas à établir avec exactitude, via le consulat du pays concerné, la nationalité d'origine du détenu.

LIGOTÉS COMME DES MOUTONS

Parmi ces expulsés, il y a les aventuriers de la filière sud-américaine. Thierno Diouf, la trentaine est l'un d'eux. Originaire de Lambaye et ayant grandi à Guédiawaye, il raconte les conditions dantesques de l'embarquement pour Dakar. "Après un semestre en détention, nous avons été surpris quand ils ont dit qu'ils ne pouvaient pas nous relâcher puisqu'ils étaient en discussion avec notre ambassade. C'étaient des prorogations par trimestre à n'en plus finir. Ils nous ont mis dans une grande salle. Nous leur avons dit que nous voudrions voir notre consul puisque nous ignorions la teneur des discussions. L'Immigration nous a dit que cela ne dépendait plus de documents ; que notre président de la République avait signé, que nous allions quitter les Etats-Unis avec ou sans documents valables. Quand les discussions ont tiré en longueur, ils nous ont éclatés en plusieurs groupes, ont fait intervenir des militaires. Ces derniers nous ont donné cinq minutes pour aller rejoindre le vol charter. Au bout, ils nous ont asphyxiés avec des gaz lacrymogène, et nous ont acculés avec leur bouclier anti-émeutes. Mais nous sommes restés debout ; Finalement ils nous ont tiré un par un, nous ont plaqué au sol, menottés au pied, à la hanche, et aux pieds. Ils nous ont ligotés comme des moutons. C'est comme cela qu'ils nous ont fait entrer dans l'appareil et c'est comme cela que nous sommes entrés au Sénégal. Demandez aux policiers sénégalais qui nous ont vus débarquer", témoigne-t-il dénonçant la complaisance du consul sénégalais qui "a ourdi une entente contre eux". Mis en confiance par ce témoignage, un autre de déclarer qu'ils ont été "attachés, certains même en camisole de force pendant les 10 heures de trajet. L'avion devait partir à 3 heures du matin samedi, mais il a décollé à 9 heures car nous avons dû opposer une farouche résistance. Quand ils attrapaient quelqu'un nous le secourions, jusqu'à ce qu'ils nous aient finalement tous maîtrisés pour Dakar", ajoute-t-il.

20.000 FCFA POUR LA PEINE

Alioune Bèye lui aussi est du lot des clandestins qui ont emprunté la filière sud-américaine. Deux ans au Brésil puis Pérou, Equateur, Colombie, Panama, Nicaragua, Honduras, Guatemala, Mexique, Usa. Lui s'adresse directement à l'ambassadeur. Depuis que nous avons quitté le Sénégal le 17 juillet 2013, et qu'on a finalement rejoint les USA, nous y avons trouvé d'autres Africains comme les Ghanéens, Ethiopiens, Nigériens. Eux refusent de donner des documents, mais pour le Sénégal le fait est que ces négociations sont basées sur des mensonges. Les consuls de pays "latinos" viennent toujours négocier avec leurs détenus des conditions avantageuses de leur déportation. Nous sommes plus de 130 qui avons été laissés à leur sort. Quand nous sommes revenus, le représentant du ministre des Affaires étrangères a raconté sa vie. Il aurait dû vérifier les documents à notre atterrissage. Cela aurait pu être des "fake" (faux). Qu'est ce qui prouve que des Mexicains, des Nigériens ou des Ethiopiens ne font pas partie de ce vol. Je n'ai pas donné ma vraie identité aux Etats-Unis. On y porte des ID (bracelet d'identification)", déclare-t-il en exhibant son poignet droit. Pour ces jeunes qui ont investi en argent et en énergie, le retour a été cauchemardesque. "Ils ont avalé sans problèmes les conditions américaines, nous ont transporté en bus et nous ont donné 20 mille FCfa. Quand le vol retour était inéluctable nous avons demandé à l'ICE combien on toucherait pour les dédommagements. Ils nous ont dit qu'ils avaient négocié avec le gouvernement sénégalais, mais ont refusé de nous dire le montant. On sait toutefois que chacun devait toucher 25 mille dollars d'après ce qu'on a pu savoir (15 millions). L'argent on s'en fiche à la limite, ils auraient dû nous laisser tenter notre chance sur le sol américain", proteste-t-il. Amadou Ndiaye, son compagnon de galère abonde dans le même sens en accablant les services consulaires sénégalais. "L'ICE m'a dit que le gouvernement sénégalais avait avalisé les documents pour mon expulsion alors que je devais sortir cette semaine même de détention. Après huit mois en détention mon officier m'a pourtant dit que j'allais être libéré. C'est très dur, nous tenons à dire à nos parents que nous étions partis à la recherche de conditions meilleures. Nous n'avons rien perdu, mais ce sont les autorités sénégalaises qui nous ont perdus", déclare-t-il. Une situation d'autant plus rageante pour lui qu'il devait humer l'air de la liberté cette semaine même d'après les assurances de son officier traitant.

"IL N'Y A PAS QUE MACKY SALL OU KHALIFA SALL"

Gora Yally qui fait partie du premier lot des expulsés, le 9 février, n'a pas cessé de tirer sur la sonnette d'alarme. J'ai confectionné des tracts pour dire qu'il y a des choses plus importantes que Macky Sall ou Khalifa Sall. Si ces Sénégalais ne font pas partie de la diaspora dont les politiques se glorifient tant, qu'ils nous le disent", s'étouffe-t-il de colère. Venu soutenir ses "frères dans la douleur", il désigne Babacar, un brut de décoffrage, originaire du Plateau, dont la jambe est mobilisée par une attelle noire, résultat d'un déménagement forcé. Lui, a joué de malchance. En Caroline du Nord depuis cinq ans, il travaillait dans une compagnie d'ingénierie mécanique. Mais avec l'appât du gain, il a aussi tenté le commerce et a été arrêté pour fraude. "Au tribunal, j'ai avoué et j'ai été condamné à quinze mois de prison.

A ma sortie l'ICE est venu me chercher. Ils m'ont gardé pendant 13 mois. La loi stipule clairement que j'aurais dû être libéré au bout de 90 jours sans être rapatrié. Ils ont prolongé ma détention à six puis à neuf mois avant de nous dire qu'on devait être acheminé au Sénégal. On n'a pas pu parler au Consul et ils ne décrochent pas quand on appelle. J'ai envoyé trois lettres à Washington au consulat, je n'ai pas eu de retour non plus". Un retour au pays très éprouvant pour ce papa en devenir qui risque de ne pas voir son fils. "Je suis descendu ici avec des papiers et ma tenue de détenu. L'ICE a mon argent et mon téléphone. C'est très difficile mais on s'en remet à Dieu", se résigne-t-il ■

Ousmane Laye DIOP

Mamadou SARR

UN ÉMIGRÉ PORTÉ DISPARU



Moussa MANE, Directeur
Radio Communautaire Niombato FM

Pour ses proches, il n'est ni mort ni vivant. En Libye, lors du naufrage, le 19 avril 2015, de deux bateaux qui s'est soldé par la disparition de centaines de migrants clandestins en Méditerranée, Modou Sarr n'a plus donné signe de vie à sa famille basée à Fatick. Le jeune homme laisse derrière lui une épouse et un fils aîné qu'il n'a pas vu naître.

Quand, dans la soirée, le directeur de la radio communautaire "Niombato FM", Moussa Mané, dont le domicile est contigu à celui des Sarr, demande à Abdou, de nous parler de l'histoire de son petit frère, Modou Sarr, il rétorque que pareil exercice lui est impossible à pareille heure de la nuit. Et pour cause, explique-t-il, il pourrait avoir après des cauchemars qui l'empêcheraient de dormir.

Ainsi, il nous a fallu patienter jusqu'au lendemain, dans l'après-midi. C'est dans sa chambre, les yeux rivés sur le petit écran d'une télévision qui diffusait un match du championnat espagnol que Abdou, par ailleurs président du 12e Gaindé de Fatick, nous a narré l'odyssée de son frangin né en 1981. Quelquefois, il s'arrêtait pour siroter un verre de jus de fruit d'hibiscus posé devant lui.

La description physique de Modou Sarr renvoie à un mince bonhomme élancé au teint noir, le visage émacié et la chevelure clairsemée. En sus de sa curieuse disparition, ses proches n'ont gardé aucune de ses photos, même si leurs souvenirs n'ont pas été emportés par le temps. Timide, discipliné et pieux, Modou Sarr, électricien automobile de formation, était débordant d'ambitions.

« Une trentaine de jeunes d'ici ont rejoint clandestinement l'Europe. Beaucoup parmi eux, qui sont de sa génération, ont commencé à faire des réalisations dès leur retour. (...) D'ailleurs son puiné, actuellement en Espagne, est passé lui aussi par le Maroc », raconte Abdou Sarr, devenu chef de famille, après le décès de ses parents.

Laisant derrière lui sa femme de 18 ans enceinte, Modou Sarr est parti de Dakar un samedi avec un voisin de quartier à Fatick pour Agadès (Libye). Après plus d'un mois en terre libyenne, toutes leurs tentatives pour passer en Italie s'avèrent vaines. Mais, le contact reste maintenu avec les siens, heureux de savoir qu'il n'est pas en prison.

Son autre grand-frère établi en Espagne lui envoie alors 400 mille francs pour qu'il rentre au Sénégal. Mais Modou préfère s'en servir pour une nouvelle chance de passer la Méditerranée.

C'est sur ces entrefaites qu'un bateau chavire faisant des centaines de morts. Modou dont les proches avaient perdu le contact n'y était, mais il se trouvait dans une autre embarcation qui hélas a également chaviré. Plusieurs passagers sont morts là où d'autres sont secourus par les gardes-côtes italiens. Modou Sarr et son camarade de voyage n'ont été retrouvés dans aucune des victimes des deux bateaux, d'après un rescapé qui a pu joindre Abdou, le grand-frère.

Dubitatifs sur son sort, ses proches s'en sont remis à Dieu et à des marabouts qui récusent toute idée de mort. Selon ces derniers, Modou Sarr serait « dans un lieu obscur ».

Pas loin de penser au pire, son ami Ibou Diouf estime que ce serait un miracle qu'il soit encore en vie. « Car si tel était le cas, avec l'avancée technologique de notre époque, il se serait signalé depuis » ■

PROFILS D'AVENTURES

Catherine Touré

LA FRANÇAISE DE KAFOUNTINE

Venue en Casamance pour une visite touristique, Catherine Touré s'est retrouvée gérante du campement « Aloukaw » de Kafountine, une localité qu'elle a découverte grâce à un homme devenu par la suite son mari. Depuis lors, Catherine, complètement sous le charme, a décidé de passer le reste de sa vie dans ce coin de la région sud du Sénégal.

Menant une vie calme dans son campement touristique qui marche à merveille, Catherine Touré ne regrette pas son installation à Kafountine. Surtout que c'est par amour pour son mari --hélas décédé-- que Catherine a pris la décision de vivre en Casamance.

Connue pour sa sociabilité et son attachement sans faille au brassage culturel, elle est aujourd'hui un modèle d'intégration réussie à Kafountine. Cette ville qu'elle a découverte en 1997. « J'y ai rencontré mon futur mari qui m'a demandé de venir à Kafountine. J'y suis venue par amour et je ne le regrette pas », raconte-t-elle.

Selon Catherine, Kafountine a tous les signes d'une ville heureuse. Car il y a beaucoup d'étrangers et d'ethnies de la Casamance qui y vivent en parfaite communion. « Cette localité est l'exemple type d'une ville où toutes les races vivent dans la paix, la concorde sociale et le respect mutuel », souligne Catherine, plus que jamais décidée à y passer le reste de sa vie.

La mort de son mari, Mbaye Touré en 2014, ne l'a pas du tout ébranlée. En revanche, ce malheureux évènement a renforcé son attachement à la terre natale de son regretté bien-aimé. Armée d'un mental de fer et son éternel sourire sur les lèvres, Catherine ne tarit pas d'éloges sur le climat social de la ville. « Il y a de belles initiatives entreprises par les populations et soutenues par les autorités pour augmenter la satisfaction des touristes comme le carnaval que je trouve fantastique et le festival des ethnies ».

A 56 ans aujourd'hui, Catherine est tombée sous le charme de Kafountine qui l'a arrachée à la France qu'elle n'a pas revu depuis dix ans. « Je me sens bien et à l'aise dans cette ville que j'admire et j'aime à cause de sa diversité socioculturelle ».

Veuve et vivant seule sans enfant dans son campement situé à dix minutes de marche du quai de pêche de Kafountine, Catherine ne craint rien. « Pour la sécurité, il n'y a absolument rien à craindre car mon mari est décédé il y a de cela trois ans et depuis lors je n'ai jamais été inquiétée ».

Quant aux voisins, ils voient en elle un modèle d'intégration réussie, une militante du multiculturalisme et une Française au cœur sénégalais. « Si l'on devait accorder le titre de citoyen d'honneur de la ville, je crois qu'on le décernerait à Catherine à cause de son amour pour la ville de Kafountine et sa contribution quotidienne à la cohésion sociale », plaide le chef de poste de pêche de Kafountine, Abass Badiane.

Selon lui, « cette dame connaît l'histoire de la ville mieux que beaucoup de fils de la localité car elle est ouverte, sociable et dans mon for intérieur je sais que son rêve est de voir toute l'humanité vivre en paix sans distinction de race, de religion et de culture car, comme elle a l'habitude de le dire, le brassage culturel est un pivot fondamental pour une coexistence pacifique des peuples de cultures différentes ».

Catherine vit du tourisme via son campement « Aloukaw » qui est un havre de paix très prisé des camionneurs maliens. L'un d'eux, Ansoumane Sidibé témoigne : « je suis un chauffeur malien. Je viens chercher du poisson à Kafountine et à chaque fois que je suis obligé d'y passer la nuit, je vais chez Catherine qui n'est pas pour moi une gérante de campement, mais une maman que j'aime à cause de sa gentillesse et de son affection envers tout le monde ».

Aimée et respectée par sa clientèle, elle se réjouit de la décision de la France d'enlever la Casamance de sa liste de zone rouge. « Je trouve formidable la décision de l'Etat français car elle permettra de relancer le secteur touristique dans la zone sud dont le résultat sera l'arrivée massive d'étrangers à Kafountine ».

Et Catherine d'ajouter : « Il ne reste plus que de la responsabilité de l'Etat (sénégalais) d'accompagner les acteurs touristiques pour hausser le niveau du plateau technique car Kafountine a tout pour être une ville modèle en matière de tourisme » ■

Betty Sylla, Franco-Sénégalaise

D'ICI ET D'AILLEURS

Son lot quotidien, profiter de ses expériences de vie au maximum et toujours s'intégrer dans son environnement. Mais cela est plus facile à dire qu'à faire pour Betty Sylla car soutient-elle, « quand je suis en France, on me prend pour une Africaine et quand je suis au Sénégal on me prend pour une Française ». C'est la rançon de sa double nationalité franco-sénégalaise. Une vingtaine d'années passées dans l'Hexagone ont fini de l'assimiler à la vie occidentale. Sans pour autant qu'elle oublie ses racines : « Je ne suis rejetée nulle part, mais je sens cette appréhension. Cela ne me pousse pas à renier mes origines, ni à changer les aspects extérieurs de ma personnalité en Afrique. C'est au Sénégal que j'ai eu mes premiers rêves, mais c'est en France que je les ai concrétisés. Je ne peux pas distinguer les deux pays par rapport à mon histoire. Je les considère de la même manière ».

La double nationalité a ses avantages et ses inconvénients. Des points positifs, Betty n'en retient qu'une : « cela permet de voyager tranquillement, sans contraintes de visa ». Elle estime aussi que la vie de migrant est difficile. Encore plus pour un sans-papiers. La double nationalité offre plus de facilités et de tranquillité. Beaucoup de Sénégalais souffrent en France sans trouver le courage de retourner au pays en raison de la pression sociale. « Ils ne peuvent pas y supporter un échec professionnel », explique Betty.

Entrée en France à l'adolescence, Betty a développé une relation par correspondance avec une seconde maman qu'elle a rencontrée au village artisanal de Soumbédioune, où travaillait sa mère biologique : « Ma mère adoptive m'a envoyé une invitation une fois en France et c'est comme ça que je suis partie en Europe. Elle s'est dite que j'avais des capacités que je devais développer ailleurs qu'au Sénégal ». En France, elle embrasse une carrière de mannequinat. De retour à Dakar depuis quelques mois, elle tente de se fondre dans la masse. Même si pour ses amis, elle reste encore la petite « toubab » un peu farfelue, qui amuse plus qu'elle intéresse ■

Oumy DIAGNE

LE RÊVE AVORTÉ D'UNE ÉMIGRÉE

Benjamine de sa famille, elle est une femme joyeuse que l'on apprécie dès le premier contact. Une rencontre avec Oumy Diagne se termine souvent avec un sourire, tant sa joie de vivre est contagieuse. « Je me demande si elle est capable de s'énerver », avance Khady, son amie intime venue lui rendre visite. Oumy vit avec son temps et aime s'habiller sexy. Pourtant, cette dame à la mine décontractée a vécu la galère au Liban où elle a vécu trois ans et demi.

Oumy n'en est pas revenue avec de merveilleux souvenirs. « Une copine qui travaillait à Beyrouth comme femme de ménage m'a proposé de la remplacer à la fin de son contrat. Sa patronne m'a envoyé par fax un billet d'avion et un contrat de travail. On avait convenu un salaire de 200 dollars. Une fois à au Liban, elle l'a ramené à 125 dollars. Avec trois autres femmes de chambre, dans une maison immense, on devait travailler chaque jour de huit heures à minuit. On avait rarement le droit de sortir et nos passeports étaient confisqués par notre patronne », témoigne-t-elle.

Oumy a eu la chance de quitter ses employeurs sans anicroches, contrairement à d'autres migrantes coincées dans les pays arabes. « L'exemple de Mbayang Diop est plus que révélateur. Beaucoup de femmes sont parties pour un travail domestique mais sont traitées comme des esclaves. Elles n'ont droit à aucune faveur ».

Déçue par son rêve avorté d'une vie meilleure, Oumy décide de rentrer au pays. À son retour au Sénégal, elle investit ses économies dans le commerce, mais peine à les fructifier. Son papa est à la retraite. Un seul de ses trois frères travaille et supporte les charges de la famille.

Au marché « Deuxième étage » de Yeumbeul Nord, Oumy tient aujourd'hui un commerce de tissus. Une petite boutique qui lui permet de se prendre en charge et d'aider sa mère. À 27 ans, cette célibataire sans enfant ne compte pas dépendre d'un homme pour vivre. Elle voit son futur en Italie. « Je voudrais retrouver mes amies qui vivent à Turin. Elles m'appellent régulièrement et me demandent de les rejoindre », sourit-elle.

Tenace et ambitieuse, Oumy veut reprendre le large, même si elle a conscience que l'Europe n'est plus l'Eldorado rêvé, et que la crise économique sévit dans le monde. Mais elle reste persuadée que les opportunités seront meilleures là-bas. « Pour un même effort en Afrique ou en Europe, la rémunération n'est pas pareille. En plus, loin de sa famille, on a moins de pression pour travailler et c'est plus facile de faire des économies » ■

VILLES EMETTRICES

TOUBA, LES MIGRANTS ET L'AMOUR DU CHEIKH

Fondée en 1888 par Cheikh Ahmadou Bamba, Touba est devenue une des villes les plus peuplées du Sénégal. Grâce à des Khalifes qui n'ont cessé d'agrandir et de rénover la cité religieuse, mais aussi à de multiples atouts dont elle dispose au double plan matériel et religieux.

Lorsqu'à la fin du 19^e siècle Cheikh Ahmadou Bamba fondait Darou Salam, puis Touba, c'était pour s'éloigner de Mbacké. Bruyante, cette localité était envahie par les étrangers et le marabout avait besoin d'un lieu calme où lui et ses disciples pourraient se consacrer entièrement à Allah. Plus de 130 ans plus tard, Touba fait partie des villes les plus peuplées du Sénégal avec ses 851.668 habitants.

Pourtant, durant les premières années d'existence de la cité religieuse, les gens n'y venaient pas pour y résider. Selon Ousseynou Yattara, secrétaire de Daaray Kamil, c'est à partir de 1927, quand le Cheikh mourut et fut enterré à Touba que les gens commencèrent à y habiter. Les Khalifes successifs des mourides jouèrent chacune un rôle dans le peuplement de la ville. Le premier de cette liste fut le deuxième Khalife, Serigne Fallou Mbacké, il appela d'abord les gens à y résider, puis y implanta le Magal, qui jusqu'alors se tenait un peu partout au Sénégal. Il termina ensuite la Grande Mosquée, entamée par son prédécesseur Serigne Moustapha Mbacké. En 1957, il crée le marché Ocas pour développer l'activité économique dans la ville. Ce qui attira les populations des localités environnantes.



Après Serigne Fallou, Serigne Abdoul Ahad construit des forages, installe l'eau et l'électricité. Il instaure par la suite un code de conduite au sein de la ville religieuse : le tabac et l'alcool y sont bannis, de même que les habits indécents et la vente de produits illicites. Selon Ousseynou Yattara, c'est ce qui a attiré beaucoup de parents, soucieux de l'éducation de leurs enfants. Il créa ensuite des daaras et la bibliothèque Daaray Kamil. Il décède en 1989 et fut remplacé par Serigne Saliou. La première préoccupation du nouveau Khalife fut d'agrandir la ville, qui commençait à devenir étroite. Il créa de nouveaux quartiers et dans ces derniers il y installa des marchés, des mosquées et des forages. Il construit aussi des routes et un hôpital, Matlaboul Fawzeyni. Pour Ousseynou Yattara, c'est durant le khalifat de Serigne Saliou que la plupart des habitants de Touba s'y sont installés.

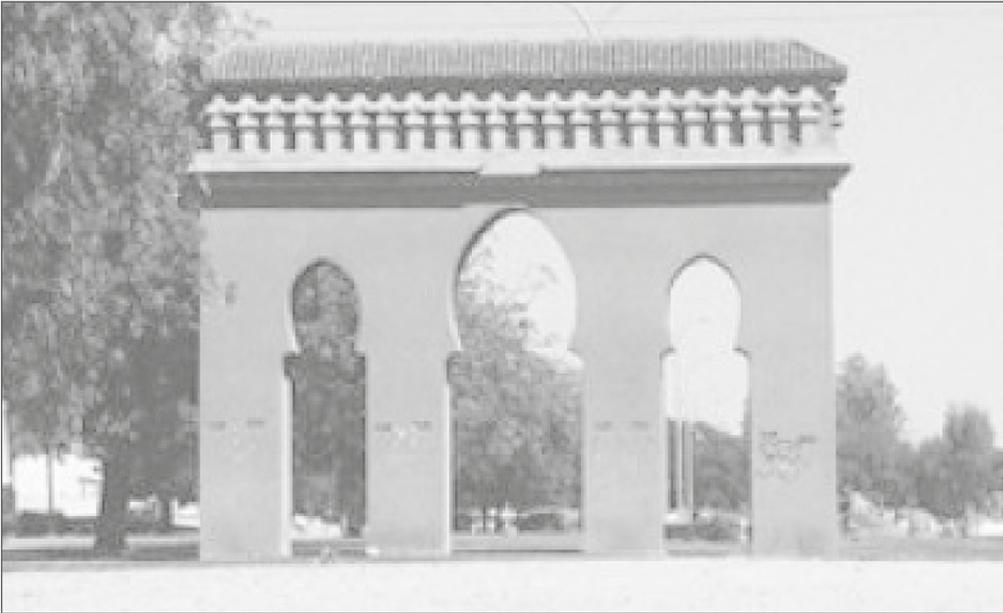
Si certains ont été attirés par les multiples avantages que présente la ville, à savoir la gratuité de l'eau, l'absence de l'imposition, le faible coût de la vie, d'autres sont plus attirés par la volonté de se rapprocher du Khalife. Modou Lô, habitant de la ville, estime que ce dernier point n'est surtout pas à négliger.

Abdoul Guèye, chauffeur de taxi, originaire de Bambey, est du même avis quand il déclare : « Notre famille a déménagé à Touba en 1982 parce que mon père y travaillait. Mais l'aspect religieux est très important dans cette migration, Touba est la ville de Cheikh Ahmadou Bamba, dont mon père est un fervent Talibé ».

Bamba quitta Touba le 4 safar 1895 pour ne jamais y revenir vivant. Ce qui ne l'a pas empêché de la chanter dans ses Khassaïdes.

D'après Cheikh Guèye dans son livre « Touba, la capitale des mourides », le nom de Touba est tiré du nom d'un arbre merveilleux du Paradis, qui est considéré par les mystiques musulmans comme la troisième merveille du monde, après la « Montagne de Qaf » et le « Noyau qui illumine la nuit » ■

LOUGA, TERROIR D'ÉMIGRÉS



Entrée de Louga «Ville nouvelle»

La voiture avale les kilomètres. Après près de trois heures de route à traverser le paysage presque désert qui jalonne la Nationale 2, nous voici à Louga. Tout comme les régions de l'intérieur du Sénégal, la capitale du Ndiambour donne l'impression d'une ville morte. Quelques calèches, voitures et motos-taxis « Jakarta » meublent le décor. Pour tâter le pouls de la ville, on emprunte un « taxi Jakarta ». Chétif, le jeune conducteur n'a sûrement pas encore atteint ses vingt bougies. À la question pourquoi se livre-t-il à cette activité, le jeune homme avance qu'il n'aimait pas l'école. « Je rêve de voyager. Avec ce travail, je peux économiser pour quitter ce pays », déclare-t-il d'un ton déterminé.

Voyager est le mot qui sied à Louga connue comme une terre d'émigration. Dans ce domaine, aucune ville au Sénégal n'a une réputation équivalente à la sienne. Les fils du terroir ont fini d'écrire la légende. A l'intérieur de la ville, on aperçoit de belles maisons qui n'ont rien à envier aux résidences dakaroises. « Les belles maisons, les belles voitures, c'est les émigrés. Tout ce qu'il y a de bien dans cette ville, c'est eux », fait remarquer notre conducteur de « taxi Jakarta ». Mais l'apport des fils du terroir ne se limite pas seulement aux belles constructions qui embellissent la ville. En période de vacances, lorsqu'ils reviennent au bercail, l'activité économique de la ville connaît un regain.

Louga est une ville où l'activité économique tourne principalement autour du commerce et du transport. Aucune grande industrie n'y est implantée. Ce qui pousse

les jeunes à partir. Même dans les communes du département où l'agriculture constituait une source de revenus pour les jeunes, l'émigration est considérée par ceux-ci comme la seule alternative pour réussir. C'est le cas à Niomré, commune du département. Ici, l'émigration a transformé l'ancienne communauté rurale en une cité émergente. Les activités du secteur primaire sont remplacées petit à petit par celles du tertiaire, avec l'implantation de multiservices un peu partout.

Les jeunes Lougatois ont ainsi l'ambition de perpétuer la légende même si une partie d'entre eux, ayant un certain niveau d'études, nourrissent d'autres ambitions ■

MATAM, BERCEAU DES « FRANCE NABÉ »*



Ils contribuent de diverses manières à améliorer les conditions de vie de leurs familles, amis et communauté. Ils apportent à celle-ci de l'eau, du pain et de la lumière.

« Aucune famille ici ne peut vivre sans l'apport des émigrés. Ils sont partout. Loin mais très proches de nous ». Ce témoignage d'Aly Sy, agent de l'Agence d'assistance à la sécurité de proximité (ASP), en poste à la gouvernance de Matam, donne le ton. Le thermomètre culmine à 45° degré à l'ombre. Aly jette un regard furtif sur la théière au feu. Il y ajoute deux verres et demi d'eau. De forme svelte, la taille élancée, notre interlocuteur explique que les gens de son ethnie, les Peuls, sont « habitués à voyager depuis toujours ».

Du haut de ses quarante ans, Aly a déjà vécu cinq années dans le quartier Etoudi de Yaoundé, la capitale camerounaise. « Je me disais que seul le voyage peut me sauver ». Il envoyait fréquemment de l'argent à sa famille. Ce geste, son grand-frère en France continue de le faire au grand bonheur des siens.

Pour Moussa Bâ, un collègue d'Aly, « il n'y a pas de famille au Fouta qui ne vit pas de l'émigration. Ici, tout le monde s'en sort par la migration ».

* «Ceux qui sont de France»

À quelques jets de pierre de la gouvernance, se situe le quartier Gourel Serigne, le centre-ville qui borde le fleuve Sénégal. La Mauritanie s'étend juste derrière. Aux alentours de la cité matamoise, de nombreux villages bénéficient de la magnanimité de leurs enfants. Ceux-ci constituent les fers de lance de toute la région. Éparpillés dans plusieurs pays en Afrique, en Europe et dans le reste du monde, ces émigrés ont un surnom commun « France nabè » littéralement en pular, ceux qui sont de France.

Pour le préfet du département de Matam, l'émigration a permis aux fils du terroir de contribuer au développement économique et social de leur localité. « Ils réalisent les infrastructures sociales de base », argue-t-il.

Enfouie entre les régions de St Louis au Nord et de Tambacounda à l'Est, Matam est une cité dans laquelle les émigrés ont un poids considérable. Dans la commune de Thilogne, c'est le même constat. Les villages de Sadel, Wouourou, Koundel, Ballel Pathé, Sinthiou Diam Dior, sont connus pour leur forte propension à l'émigration, fait remarquer le préfet.

Pour toucher du doigt le fait, Mamadou Mory Diaw, le maire de Matam, est « un pur produit de l'émigration », qui a décidé de revenir au bercail pour se mettre au service de sa communauté.

Après plus d'une trentaine d'années vécues en France, il écrit fièrement son « Cahier de retour au pays natal ». Élu maire de la commune de Matam. Mamadou Mory Diaw symbolise, pour de nombreux Matamois, un digne France nabé. « Mamadou Mory est notre guide », affirme un conseiller municipal. Comme un berger qui conduit son troupeau, l'anesthésiste de formation a initié plusieurs projets pour capitaliser sur l'expérience au profit de son Fouta natal ■

Matam

AUTORITÉS ET « JAKARTA » FONT ÉQUIPE CONTRE L'INSÉCURITÉ



Les jeunes constituent une frange importante de la population de Matam, au Nord du Sénégal. Comme dans les autres régions du pays, ils s'adonnent à la conduite des motos-taxis appelées « Jakarta ». Un secteur que comptent réguler les autorités administratives locales.

Il est midi. Le soleil est au zénith. La forte chaleur dicte sa loi. Matam est située dans l'une des parties du pays où les températures restent souvent élevées. En face du service régional de pêche de Matam, un défilé incessant de motos attire l'attention. Leurs conducteurs sont de jeunes hommes ayant opté pour les « Jakarta » comme alternative au chômage. Un peu à l'image des prouesses de la brigade motorisée de la gendarmerie nationale le 4 avril, à l'occasion du traditionnel défilé de la fête de l'indépendance du Sénégal, ces gens font des zigzags, ronflent le moteur, accélèrent et freinent. À l'unisson, ils se garent sur le parking du centre culturel régional de Matam et convergent vers la salle de conférence du lieu.

Sur place, toute une délégation politico-administrative et des représentants des forces de sécurité et de défense attendent, le regard grave. Le préfet du département campe le décor. « Nous voulons vous rappeler la réglementation régissant les vélos-taxis dans les régions et en profiter pour vous informer de la mise en place d'un programme d'immatriculation gratuit des motos », annonce Diadia Dia à l'assistance.

Après lecture des dispositions de l'arrêté 008903 du 29 octobre 2012 portant réglementation des vélos-taxis dans les régions, le chef du bureau régional des transports routiers de Matam fixe les règles conformément aux articles 2 et 5. « Désormais, vous devez avoir une autorisation de transport urbain public de voyageurs ; souscrire à une police d'assurance et prendre un permis de conduire de la catégorie A ».

À cela, s'ajoute l'immatriculation des motos. Cette question lui permet d'aborder l'autre point de l'ordre du jour : le programme d'immatriculation gratuite. « Pour vous aider, nous vous permettons pendant six mois d'immatriculer sans aucun frais vos motos ». Les conducteurs se réjouissent de l'annonce.

Venus de Ouroussogui et de Matam ville, ils sont plus de deux cents conducteurs de Jakarta présents dans l'enceinte. Oreilles attentives, dans une ambiance semblable à celle qui règne pendant l'homélie d'un prêtre, ils suivent religieusement les interventions des uns et des autres, traduites successivement du français au wolof et au pulaar.

Pour l'adjudant-chef, Gallo Bâ, de la caserne des sapeurs-pompiers de Matam, le port du casque de sécurité, le respect du nombre de passagers autorisés et la limitation de la vitesse en agglomération, doivent être une condition sine qua none pour l'exercice de ce métier. « Sur 50 cas d'accidents de la circulation, 25 sont causés par les Jakarta », informe le sous-officier supérieur. Abondant dans le même sens, le préfet cite l'article 6 : « le conducteur doit obligatoirement porter, en circulation un casque de sécurité ainsi que le passager transporté ».

Au nom de leurs pairs, Issa Sow et Ibrahim Ndiaye, respectivement présidents des conducteurs de « Jakarta » de Ouroussogui et de Matam, ont promis de respecter les textes. Pour les encourager, le service régional de transport de Matam leur a offert des casques et des gilets.

Il est à préciser que, outre les motos « Jakarta », beaucoup de jeunes conduisent également des charrettes afin de desservir les populations ■

MIGRATIONS INTERNES

Communautés africaines de Thiès

SUR LES RAILS DE L'INTÉGRATION SOUS-RÉGIONALE

Dianxène, petit village sérère du royaume du Cayor créé au XVII^{ème} siècle, s'est vite mué en carrefour grâce au chemin de fer Dakar-Bamako. La ville de Thiès dont dépend Dianxène a profité du même statut et, du fait de la voie ferrée qui la traverse jusqu'à Saint-Louis, elle eu à accueillir beaucoup de travailleurs ouest-africains.

Rond-point « Bountou dépôt » (porte du dépôt). La statue d'un cheminot adossée à une locomotive renseigne sur la place centrale en matière de chemin de fer qu'occupe Thiès, ville située à 70 km de Dakar, la capitale sénégalaise.

Zakaria Sidibé, professeur en électrotechnique, en connaît un bout sur l'histoire du chemin de fer dans la Cité du rail. Son aïeul, Zakaria Guindo, en provenance du Soudan (actuel Mali), s'est installé à Thiès en 1800. La plupart des Maliens de Thiès ont la même histoire que Zakaria : ils ont été attirés dans la ville sénégalaise par le chemin de fer. Ainsi, il est fréquent de rencontrer à Thiès des personnes répondant aux noms de Doumbia, Kanouté, Kanté et Samaké.



Zakaria qui enseigne au collège d'enseignement professionnel, appartient aux Sidibé originaires de Wassounou (Mali). Thiès était un carrefour car « tous les recrutements s'y déroulaient », explique-t-il.

Thiès est aussi connue pour être une ville symbole de la lutte des cheminots africains. Ces derniers réclamèrent entre 1947 et 1948 l'égalité des salaires avec leurs homologues blancs. La grève qu'ils déclenchèrent sous la direction de Ibrahima Sarr, dura six mois et dix jours. « Il y avait beaucoup de morts dans les maisons et aux alentours », raconte Zakaria Sidibé, ajoutant, une pointe de fierté dans le regard : « j'ai eu la chance de serrer la main à Sarr à sa sortie de prison en 1975 ».

En matière d'habitat, une nette séparation existait entre les travailleurs. Les cadres européens des chemins de fer habitaient la cité Ballabey. La cité Pilot était réservée aux Africains qui étaient cadres moyens là où les travailleurs saisonniers étaient confinés à la cité Niakh.

La cité Ballabey, à l'autre bout de la voie ferrée, garde encore ses villas aux toitures en tuile rouge décrépies par le temps. Elle est parsemée de majestueux caillcédrats offrant un généreux ombrage. « C'était comme la France avec beaucoup de fleurs. Seulement quatre ou cinq hauts fonctionnaires noirs y habitaient », raconte El Hadj Daha Kanté, l'une des figures vivantes de l'intégration malienne à Thiès.

Le récipiendaire du trophée du Thiessois de l'année 2011 est le chef de quartier de Mbour 3, situé à un jet de pierre du stade Lat Dior. Facile de se voir indiquer sa maison, une fois qu'on décline son nom. L'ancien combattant qui a participé à la guerre d'Algérie de 1956 est né au Sénégal alors que ses frères aînés ont vu le jour au Mali.

« Il y a eu des mariages entre les deux communautés et des liens de parenté se sont tissés », raconte le polygame qui a trois épouses sénégalaises et une malienne de l'ethnie bambara.

Il se rappelle que les cheminots maliens avaient leurs équipes de football et leurs troupes théâtrales. Lors des cérémonies, les Sénégalais battaient le sabar (tam-tam) alors que les Maliens jouaient du djembé. El Hadj Daha se rappelle avec nostalgie de la grandeur passée du train. « On fabriquait tout, ici, même des wagons » ■

LES GUINÉENS, MAÎTRES DU PETIT COMMERCE



Selon un proverbe peul du Fouta-Djalon, « partir au Sénégal, c'est y aller chercher fortune » (Yaadu Senegaali ko yaadu safaari). Avec ce dicton comme viatique, les ressortissants de cette région de la Guinée sont arrivés massivement au Sénégal pour s'intégrer à merveille dans le tissu économique.

Au début des années 1990, on comptait moins de 7000 Guinéens en Europe Occidentale alors qu'entre le Sénégal et la Côte d'Ivoire ils étaient plus de 600000. Près de trois décennies plus tard, en 1988, sur le total des étrangers résidant au Sénégal, estimés à 197023, les Guinéens en constituaient 32,8%, soit 64638 (Recensement général de la population et de l'habitat).

C'est durant cet âge d'or qu'El Hadj Diallo est arrivé au Sénégal. « C'était en 1992 ou 1993 », se rappelle-t-il en soignant l'achalandage de son kiosque ambulante de café. C'est aux abords de l'échangeur de Ouakam que l'homme de taille moyenne, officie. Au petit bonheur la chance, dirait-on. En effet, confesse-t-il, « la concurrence est rude maintenant car vous voyez des vendeurs de café à tous les coins de rue ».

A ce rythme, même le prix de la location des kiosques a diminué. De 1500 francs CFA par jour, elle est passée à 1000 francs CFA la semaine. El Hadj vend aussi des

fruits et des cartes de crédit téléphonique. Il veut fructifier son petit commerce pour subvenir aux besoins de sa famille installée à Dakar.

Dans l'agglomération dakaroise, les Guinéens sont des boutiquiers, vendeurs de cola, d'eau, de fruits, de charbon, d'arachide grillée.

Certains sont des portefaix, des manœuvres, des laveurs de voiture, des fripiers, blanchisseurs, tailleurs ou menuisiers. La capitale est le pôle du circuit migratoire guinéen au Sénégal.

Selon ESAM II (Enquête sénégalaise auprès des ménages) de 2001, 34,2 % des travailleurs étrangers étaient dans le commerce. Cette même enquête révèle qu'un tiers des étrangers au Sénégal, soit 31,8 %, ont immigré pour des raisons professionnelles ou économiques.

« La plupart des nouveaux viennent chez un parent souvent installé depuis des années. Celui-ci leur trouve un travail au bas de l'échelle », explique Abdourahmane Diallo, un étudiant de la Guinée-Conakry inscrit à l'université Cheikh Anta Diop de Dakar.

Cette situation rappelle le principe de la « noria » où dans un même lieu les cadets remplacent les aînés.

A quelques kilomètres de là, sur la Corniche Ouest de Dakar à hauteur du parcours sportif de l'Ifan, Mamadou Aliou Sow s'est converti dans la vente de la noix de coco.

Arrivé à Dakar à l'âge de 15 ans, ce marié père d'un enfant avait du mal à s'en sortir avec la broderie qu'il exerçait au marché HLM. « Je gagnais 3000 FCFA la journée alors que maintenant je peux en avoir 6000 voire plus », confie ce presque trentenaire. Dans une glacière posée à ses côtés, il vend de l'eau fraîche et des boissons.

En 2005, les sources internationales ont fait état d'un stock d'immigrants au Sénégal évalué à 220 208 habitants, soit 2 % de la population totale. Les immigrants étaient issus principalement de la Guinée (39 %), de la Mauritanie (15 %), de la Guinée-Bissau (11 %), du Mali (8 %), de la France (8 %), du Cap-Vert (4 %), de la Gambie (3 %), du Maroc (2 %), et du Burkina Faso (1 %) (DRC, 2007) ■

Mamadou Yaya BALDE

LA MÉDINA, QUARTIER DES GUINÉENS DE DAKAR

Etudiant de la 43^e promotion du CESTI, le Guinéen Mamadou Yaya Baldé a réalisé pour son travail de fin d'études journalistiques, en 2015, une grande enquête intitulée : « Guinéens de Dakar : Sur les traces d'une communauté intégrée ». Il montre dans cette œuvre que ses compatriotes de Dakar se sentent comme chez eux dans leur pays d'accueil. Interview.

Votre travail a porté sur l'intégration socio-économique des Guinéens à Dakar. Que connaissez-vous de l'intégration de cette communauté dans la capitale ?



L'intitulé du travail prouve que la démarche que nous avons adoptée est un aspect de l'intégration. C'est surtout vrai, en visitant des quartiers tels que Médina ou le village de Ouakam, ou bien en vous rendant à la rue Sandiniéry, dans le centre-ville de Dakar. L'intégration de cette communauté touche également les aspects religieux, politiques, ... On ne peut parler d'intégration politique certes, mais les Guinéens exploitent les avantages comparatifs dont le Sénégal dispose en matière de démocratie et de droits de l'homme. Pour plusieurs raisons, ces deux pays entretiennent des rapports qui sont consolidés dans le temps. Ça ne date pas des indépendances, c'est bien avant cela. Ils se situent sur la même aire géographique. Et avec tout ce flux de populations, ce sont les mêmes peuples que l'on retrouve de part et d'autre des frontières. Mis à part les véritables causes de la migration de Guinéens vers le Sénégal qui sont politiques, il y a également des considérations économiques. Ce n'est pas parce que le Sénégal a une certaine richesse, mais il a réglé quand même certains préalables (sécurité, libertés, électricité ...). Il y a une certaine liberté d'entreprendre dans ce pays et un certain nombre de conditions que l'Etat est parvenu à régler.

Par rapport à l'intégration économique, avez-vous trouvé dans votre recherche des success story guinéens au Sénégal ?

Tout à fait, il y en a beaucoup ! Surtout dans le domaine de la commercialisation et de la vente des fruits à Dakar. Sur ce dernier point, les Guinéens exercent un monopole. Ils sont notamment dans l'importation (Maroc, Afrique du Sud, Belgique, ...) et dans la vente au détail. Tout au long des circuits, ce sont eux qui occupent ces espaces. Le deuxième aspect de cette intégration économique est le commerce du détail à Dakar. Dans pratiquement, chaque boutique, il y a un Guinéen. Cela s'explique par le départ des Mauritanien en 1989, à cause du conflit bilatéral qui

leur a fait perdre ce monopole. Ayant le sens des affaires, les Guinéens ont pu combler ce vide. Aussi dans le domaine de l'aviculture et du commerce textile, beaucoup de Guinéens ont investi ce secteur. Mais ils ne sont pas très connus. Ce sont de grosses fortunes qui opèrent dans l'informel mais ne veulent pas que leur richesse soit évaluée pour diverses raisons.

Les Sénégalais d'origine guinéenne revendiquent-ils leur double culture ?

Il y a des cas différents. Vous pouvez en rencontrer certains qui sont carrément coupés de leurs racines, ne connaissant que le Sénégal. Tout ce qu'on leur raconte de la Guinée, ce sont des contre-vérités (réseaux sociaux, internet, ...) ou des choses qu'ils voient à la télévision. Ils n'ont jamais effectué le déplacement dans leur pays d'origine et se permettent parfois de le juger. D'autres, par contre, font fréquemment la navette entre les deux pays. Ils ont réussi à garder ce lien ombilical par la connaissance de la sociologie économique et politique de la Guinée. Mais cela dépend surtout des raisons qui ont poussé leurs parents à venir. Par exemple les gens qui étaient persécutés par le régime de Sékou Touré ont un jugement plus dur ou une aversion totale de la Guinée.

Vous vous êtes intéressé aussi à la forte population d'origine guinéenne de la Médina (commune dakaroise). Avez-vous des statistiques sur elle ?

J'avais particulièrement ciblé deux endroits : Ouakam et Médina. Mais j'ai plus poussé mes enquêtes dans la seconde localité. Je me suis adressé à la mairie qui m'a mis en rapport avec les services de l'état civil. J'ai pu dépouiller plusieurs registres de plusieurs années. J'ai pris l'échantillon de 2015, comme c'était l'année de mon enquête. Dans chaque registre, 50 naissances sont enregistrées. Après avoir fait un regard global sur tous les autres, il y avait 23 naissances sur 50 dont les noms de famille (Barry, Diallo, ...) renvoyaient à la Guinée. Cela peut prêter à confusion, car ce sont des noms qui existent au Sénégal, mais je me suis référé à la filiation de leurs papas. Ces derniers sont nés en Guinée dans des localités que je connais. Et quand je tombe sur cela, je le classe de facto. Je suis parvenu à la conclusion selon laquelle près de deux naissances sur quatre à la Médina étaient des Guinéens d'origine ■

Bénois du Sénégal

UNE FORTE PRÉSENCE DATANT DE LA PÉRIODE COLONIALE

Très tôt lié, le destin des peuples sénégalais et béninois a surtout été scellé du temps de la colonisation, époque où pour des raisons d'études ou professionnelles, les Béninois sont arrivés massivement au Sénégal, y laissant depuis lors une empreinte indélébile.



9 juillet 2016, centre de la BCEAO sis à Yoff. Pour la première fois depuis plus d'une décennie, les Béninois du Sénégal se sont réunis dans un creuset fédérateur. Venus de Dakar mais également de St-Louis et de Ziguinchor, ils discutent de la nécessité de faire renaître le Conseil des Béninois du Sénégal (CBS).

La genèse de l'importante présence des Béninois au Sénégal remonte à la période coloniale. Dakar, capitale de l'Afrique occidentale française (AOF), aspirait, tel un hub, la crème des intellectuels du continent, attirés notamment par l'École normale William Ponty et l'Université de Dakar, devenue Université Cheikh Anta Diop (Ucad). «Le colonisateur envoyait les plus méritants dans l'enseignement. Les 2/3 restants étaient prédestinés à devenir des médecins africains», rappelle Daniel Gauthé, un Béninois résidant au Sénégal depuis les indépendances.

Enseignant à la retraite, il se souvient des Béninois – Dahoméens d'alors – comme des gens acharnés au travail, dotés d'un sens élevé du devoir. Des qualités qui, explique-t-il, ont permis à plusieurs de ses compatriotes de s'illustrer dans beaucoup de secteurs de l'administration sénégalaise.

HÉRITAGES ET PERSONNALITÉS

« L'ancien directeur des douanes sénégalaises, Armand Jean Jacques Nanga, est un Béninois », rappelle Daniel Gauthé. Selon Mamadou Cassé, Consul honoraire du Bénin au Sénégal, les Béninois ont longtemps été les premiers à écumer le secteur de la douane au Sénégal. « Les Sénégalais, à majorité musulmane, rejetaient tout secteur d'activité ayant rapport avec les impôts », explique-t-il, précisant que son pays a connu un flux important de Béninois durant la révolution sous Mathieu Kérékou. De fait, plusieurs d'entre eux se sont établis au Sénégal pour fonder une famille sur place.

Présidente du Comité transitoire du Conseil des Béninois du Sénégal (CBS), Bernadette Atchadé est issue de ce métissage. Née au Sénégal de père béninois

et de mère casamançaise, cette fonctionnaire des Nations Unies a fait une grande partie de ses études au Sénégal, même si elle se sent plus Béninoise. Aujourd'hui, c'est avec fierté qu'elle parle de ses origines.

Réputés travailleurs, discrets et disciplinés, les Béninois ont investi au Sénégal, des secteurs d'activités comme l'armée, la médecine et les chemins de fer.

Joseph Koto, sélectionneur des Lions juniors, Gbaguidi Alex, ingénieur des ponts et chaussées, Alfred Quenum, ancien fonctionnaire de l'OMS, en sont quelques exemples. « L'ancien président Mathieu Kérékou est longtemps resté à St-Louis. Pareil pour Patrice Talon, actuel chef de l'Etat qui s'est lié d'amitié avec la famille Guèye à Sacré-Cœur, pendant ses études à l'Ucad », explique Mamadou Cassé, rappelant que les Sicap étaient leur quartier d'accueil.

REMOBILISATION

Le consul distingue, ainsi, les « Béninois du Sénégal » et les « Béninois au Sénégal ». Au nombre de 2 960 inscrits au consulat, ces derniers sont pour la plupart venus du Bénin pour diverses raisons (études, commerce, activités professionnelles, etc.). Les Béninois du Sénégal sont par contre nés sur place, de parents béninois ou mixtes.

Aujourd'hui, après des années de léthargie, le Conseil des Béninois du Sénégal a amorcé une dynamique de remobilisation. Le comité de pilotage mis en place en juillet dernier travaille à attirer le plus de membres possible. « Il est temps que nous dépassions les clivages personnels afin de se mettre ensemble pour notre pays », estime Bernadette Atchadé.



Plusieurs personnes ont d'ailleurs souhaité une meilleure représentativité des Béninois au Sénégal à la réunion de refonte. Le consul Mamadou Cassé déclare s'être beaucoup investi pour le raffermissement de la communauté béninoise.

La création d'une Maison du Bénin au Sénégal, à l'image de celle que ses compatriotes ont érigée au Bénin, est, pour lui, un cheval de bataille ■

LES LIBANAIS, DES MIGRANTS DE LA PREMIÈRE HEURE



Intégrés au pays de la téréngala, les « fils du pays du Cèdre » sont devenus des Sénégalais à part entière plus d'un siècle après les premiers arrivants. La plupart évoluent dans le secteur des industries et des services.

En Afrique de l'Ouest, la communauté libanaise a connu trois vagues de migration depuis 1890. Au lendemain de la seconde Guerre mondiale, les étrangers d'origine libanaise en Afrique occidentale sont estimés à environ 17 000. Ainsi en 1938, au Sénégal, cette communauté syro-libanaise possède 75 % des établissements commerciaux et 10 % du patrimoine bâti dakarois. En 2011, la communauté libanaise au Sénégal variait entre 25 000 et 30 000 individus.

À Dakar, après la traite arachidière, les commerçants libanais ont diversifié sensiblement leurs activités, tournées désormais vers les professions libérales ou intellectuelles. Ainsi, la médecine, l'ingénierie, la construction, l'import-export, la transformation sont notamment les filières investies. Les emplois sont occupés par les nouveaux migrants ainsi que les descendants des premiers aventuriers. Cette évolution socioprofessionnelle est surtout favorisée par l'éducation « française » dispensée dans les établissements dakarois.

« Aux temps des indépendances les Libanais étaient des traitants de l'arachide et d'autres productions agricoles. Ensuite ils ont occupé d'autres branches du commerce comme les quincailleries, les papeteries. C'est un peuple de commerce et de transaction et l'Afrique leur offrait cet avantage. Ils étaient aussi installés dans le monde rural à Louga, Keur Madiabel, Diourbel, à Kaolack. A Dakar, leurs commerces sont principalement concentrés dans le Plateau », explique Mamadou Mignane Diouf, un spécialiste des questions migratoires.

Dans le commerce, les Libanais sont maintenant fortement concurrencés par les Chinois. Voire dépassés, à en croire ce Libanais du nom de « Sam » qui reconnaît que les siens « ont déjà perdu la guerre économique ».

Comme pour arrêter la saignée, des industriels et chefs d'entreprises sénégalais d'origine libanaise ont profité d'une audience avec Macky Sall pour lui faire part de leur volonté de soutenir sa politique économique.

Au plan politique, la communauté libanaise s'est bien intégrée. En témoigne l'élection du député feu Samir Abourizk à l'Assemblée nationale.

Haïdar El Ali, né en 1953 à Louga, a été ministre de l'Écologie et de la Protection de la nature, puis de la Pêche et des Affaires maritimes au sein du gouvernement entre 2012 et 2014. Le militant écologiste est issu d'une famille libanaise arrivé au Sénégal dans les années 1940. Il a reçu plusieurs distinctions dont celles de Chevalier (1995) puis d'Officier (2002) de l'Ordre national du Lion du Sénégal. En France il est fait officier de l'Ordre national de la Légion d'honneur en 2013.

Une rue du Plateau porte le nom d'Abdou Karim Bourgi qui fut par ailleurs candidat à la mairie de Dakar. Le « prince de l'immobilier » s'était lancé dans les affaires dans les années 1930. En 1948, il participa financièrement à la tenue du congrès constitutif du Bloc démocratique sénégalais, le parti de Léopold Sédar Senghor, premier chef d'Etat du Sénégal ■

Etudiants haïtiens au Sénégal

UNE INTÉGRATION RÉUSSIE



Ils étaient venus au Sénégal pour répondre à la main tendue du président Abdoulaye Wade, le 13 octobre 2010, suite au tremblement de terre qui avait décimé Haïti. Sept années plus tard, il ne reste plus grand monde des 162 étudiants Haïtiens venus se former au Sénégal. Après l'obtention de leurs diplômes dans les universités de Dakar, Thiès, Saint-Louis et Bambey, « ils sont repartis dans leur pays d'origine pour servir leur patrie ». Quelques-uns ont fait part de leur séjour au Sénégal, à travers une série de témoignages dans le quotidien Le Soleil.

« Nous avons eu la chance, grâce au Sénégal et à son ancien président, Maître Abdoulaye Wade, de venir étudier en Afrique. Mais est-ce que d'autres générations d'Haïtiens auront cette chance ? Je ne suis pas sûr. Nous voulons participer au développement de l'Afrique à travers le panafricanisme », exprime Ricardo, étudiant en Master à l'École supérieure d'économie appliquée (Esea, ex-Enea). A la fin de sa formation, il compte rentrer en Haïti car, estime-t-il, il y a beaucoup à faire là-bas. Mais il a tissé des relations avec des camarades sénégalais et garde à Dakar des connections qui lui permettront de revenir un jour. Une intégration qui, à l'instar de celle de ses compatriotes, n'a pas été difficile. Fabrina Laken-Thomisme Delsoin, étudiante en Master 2 de Phytopharmacie et protection des végétaux à l'Université Cheikh Anta Diop (Ucad) témoigne : « À mon arrivée, j'étais orientée à l'Université

de Thiès, plus précisément à l'Institut supérieur de formation agricole et rurale (Isfar, ex-École nationale des cadres ruraux (Encr) de Bambey. J'ai décroché la Licence en Production végétale. Au campus, j'ai côtoyé des étudiants super gentils, studieux, qui ont le sens du partage et la soif du savoir. Je suis chrétienne. J'ai donc aussi eu des relations avec l'église. Les gens sont formidables ici ».

Au-delà de l'élan de solidarité, leur arrivée au Sénégal constitue un retour aux sources, sur la terre de leurs ancêtres. Ils ont ainsi la possibilité de s'imprégner de la richesse et de la diversité de leur histoire. Pour Revol Beesley en Master 2 Banque et finance, à l'Université de Thiès, « c'est mieux d'apprendre la culture des autres. Cela favorise une ouverture d'esprit, une meilleure intégration dans la société, et surtout l'acquisition de connaissances qui devraient me permettre d'être fin prêt pour bien servir mon pays ».

Sur les 162 étudiants accueillis en 2010, plus de la moitié sont déjà retournés à Port-au-Prince. Seide Putnam Louis-Jean, consul d'Haïti au Sénégal rapporte : « Ceux qui sont rentrés ne l'ont pas regretté. Je peux citer l'exemple d'un étudiant qui a fait des études sur l'assainissement des eaux usées à l'École supérieure polytechnique (Esp) de l'Ucad et qui a fait une belle carrière. Il en est de même d'un autre titulaire d'un diplôme en Génie civil à l'Université de Thiès. Il a trouvé du travail une semaine après son arrivée à Haïti. À ma connaissance, il n'y aurait qu'une quinzaine d'étudiants cherchant encore un poste ».

Au crépuscule de ce parcours, vient le temps des remerciements que ces étudiants adressent à l'ancien président de la République du Sénégal, Maître Abdoulaye Wade, ainsi qu'à son successeur Macky Sall, pour avoir continué sur la même lancée. Malgré les nombreuses appréhensions à l'annonce de leur arrivée en 2010, les étudiants haïtiens sont en passe de réussir leur pari : se former dans la terre de leurs ancêtres et retourner reconstruire leur pays ■

DES CHINOIS PAS ENCORE INTÉGRÉS



L'expérience vaut la peine d'être vécue : allez aux Allées du Centenaire, passez de boutique en boutique, saluez et engagez la discussion. Vous aurez invariablement pour interlocuteurs les Sénégalais qui y travaillent, mais pas les Chinois, pourtant propriétaires des commerces. Muets comme des carpes, ils sont là en train de manipuler leur téléphone ou de s'occuper à autre chose.

Cet ancien travailleur à l'Académie Confucius de l'Université Cheikh Anta Diop, rencontré dans un restaurant chinois près du Port Autonome de Dakar, n'y va pas de par quatre chemins : « le Chinois ne parle avec un non chinois que pour traiter affaires ». Ousmane Bâ, qui depuis 2010 travaille avec des Chinois aux Allées du Centenaire, confirme bien cette assertion.

Prenant exemple sur son actuel employeur, il révèle que celui-ci rembarre ses clients sénégalais qui lui disent qu'il est leur ami : « il leur dit clairement qu'il n'est lié à eux que par l'argent ». Pour l'ex pensionnaire de l'Académie Confucius, ce comportement s'explique par la psychologie des Chinois qui sont à Dakar. Ils sont pour la plupart d'entre eux des gens issus des provinces chinoises. Conservateurs et repliés sur eux-mêmes, « ils restent entre gens de mêmes provinces. Il n'existe, par exemple, pas d'association des ressortissants chinois mais des associations de ressortissants de telle ou telle autre province ».

La plupart d'entre eux ne parlent pas bien wolof et leur français est plus qu'approximatif, ce qui limite encore plus l'interaction avec les autochtones, qui ne

parlent qu'à de rares exceptions le chinois.

Ce comportement ne favorise pas l'intégration des Chinois dans la société sénégalaise. Mais pour Ousmane Bâ, le manque d'intégration des Chinois peut être expliqué par autre chose : « ils sont très travailleurs. Moi les patrons que j'ai eus, ils commencent très tôt pour quitter tard le soir. Et ils ne connaissent ni weekend ni jour férié. Ils travaillent beaucoup ». Pourtant, les Chinois ne sont présents au Sénégal que depuis les années 90 ».

Selon M. Bâ, « le premier groupe de Chinois est arrivé en 1990. Ils travaillaient dans la construction. Entre-temps, il y a eu un problème entre les gouvernements chinois et sénégalais. Ils sont restés et se sont reconvertis dans le commerce ». Après la reprise des relations entre les deux Etats, les entreprises chinoises ont recommencé à s'installer au Sénégal, avec au minimum trois employés chinois. Aujourd'hui, ils sont officiellement plus de 3.000 chinois à être installés au Sénégal.

Bon an mal an, le « Made in China » fait son bout de chemin, même si sa qualité laisse à désirer. A ce sujet Ousmane Bâ a son explication : « les Chinois font de très bonnes marchandises. Mais quand on sait qu'au Sénégal la majeure partie de la population est pauvre, on comprend pourquoi les produits ne coûtent pas cher et ne sont pas de très bonne qualité. S'ils amènent des produits de bonne qualité au Sénégal, les gens ne vont pas l'acheter » ■

VINGT CINQ ANS DE VIE D'UNE CAMEROUNAISE AU SÉNÉGAL

Arrivée au Sénégal dans les bagages de son mari affecté à l'Asecna, la Camerounaise Rosalie Tchania a fini par s'y installer, appréciant surtout la stabilité politique et les facilités d'études au pays de la téranga.

Assise sur une natte, un couteau en main, Rosalie Tchania travaille énergiquement le *ndolé*, plante légumière dont raffolent les Camerounais.

« Ce que je fais aujourd'hui, je le fais davantage par passion », déclare cette sexagénaire qui ne s'est pas départie des habitudes culinaires de son pays d'origine, malgré un séjour de vingt cinq ans au Sénégal. Arrivée avec son époux pour une durée de trois ans, Rosalie Tchania a fini par s'établir au Sénégal. « J'ai dit que je ne voulais pas rester dans un pays où il n'y a pas à manger », raconte-t-elle, dans un sourire.

C'est suite à une entrevue avec le directeur de l'Asecna où son mari devait travailler que Rosalie a pris racine. « Me convaincre, c'était d'abord de garantir une bonne rémunération à mon mari afin que je puisse satisfaire mes besoins en matière d'alimentation », dit cette dame qui ne parle toujours pas un mot de wolof, malgré un quart de siècle au Sénégal.

Une situation due à un « choc » vécu à ses débuts. Faisant peu après son arrivée au Sénégal des emplettes au marché, elle a été prise à partie par une dame, pour le simple fait qu'elle ne comprenait pas la langue locale. Depuis, le wolof lui est resté comme un blocage.

BONNE INTÉGRATION

Toutefois, l'intégration des Tchania au Sénégal s'est bien passée. En vingt-cinq ans, la famille Tchania s'est élargie de plusieurs enfants, dont trois nés sur place. Selon Rosalie, les enfants se sentent davantage Sénégalais. « Ma fille est médecin ici. La plupart de leurs (les enfants) amis sont de ce pays », révèle-t-elle.

Longtemps distributrice de « café camerounais » dans les grands commerces et complexes hôteliers de Dakar, elle est passée depuis à la vente de légumes. En dehors de quelques séjours ponctuels au pays natal, Rosalie préfère rester avec sa famille à Dakar.

La stabilité politique du Sénégal et son système éducatif, selon elle, sont pour beaucoup dans les raisons qui motivent les Camerounais comme elle à rester.

Même si l'ancienne communauté s'est disloquée, Rosalie estime que les Camerounais du Sénégal sont solidaires entre eux. Les chiffres disponibles oscillent autour d'un millier de personnes qui majoritairement fréquentent l'université ou travaillent dans

les institutions régionales. Selon un journaliste d'origine camerounaise exerçant à Dakar, ses compatriotes se côtoient plus qu'ils ne se fréquentent ■

CITES D'IMMIGRANTS

LA PETITE-CÔTE, TERRE D'ACCUEIL DE SÉNIORS EUROPÉENS



La station balnéaire de Saly accueille, depuis plus de deux décennies, de nombreux retraités d'origine étrangère. Ceux-ci jouissent d'un climat ensoleillé, de belles plages au sable fin, et d'un coût de la vie plus accessible qu'en Europe. Certains en profitent également pour « se faire une nouvelle jeunesse » en épousant des autochtones. Reportage.

À l'entrée principale de la station balnéaire de Saly, ce jeudi matin du mois d'avril 2017, on reste plongé dans un train-train quotidien perturbé de temps à autre par les bruits occasionnés par les autos et motos circulant sur la route qui mène au cœur du site touristique.

Une silhouette fait le chemin inverse en marchant. Taille élancée et voûté sous le poids de l'âge, Christian Magnan avance à pas calculés. Un sac contenant du pain entre les mains, cet homme de 73 ans dit se plaire à Saly depuis son arrivée sur les lieux dans les années 1990. Divorcé depuis 2004, ce Français réside à Saly depuis son arrivée au Sénégal. Il y a acquis une solide notoriété. « Ici, je me plains pas », glisse Christian.

Père de trois filles, cet ancien agent du conseil régional d'Île-de-France s'est remarié. En chemise et culotte, l'homme à la chevelure grisonnante est père d'une petite fille répondant au nom de Coumba. « Après ma séparation d'avec ma femme, j'ai voulu refaire ma vie », explique le septuagénaire. Il a acheté une résidence où il vit avec sa nouvelle famille. Un peu plus loin, Pierina et Agnès discutent. La dernière séjourne pour la première fois au Sénégal. Elle est arrivée la veille. Encore sous le coup de la fatigue du voyage, elle se dit « horrifiée » par la situation des enfants qui errent dans la rue. Quant à Pierina, elle vit avec son mari depuis une dizaine d'années à Saly. « Après notre retraite, nous avons décidé de vivre au Sénégal », explique-t-elle.

PROMOTEURS IMMOBILIERS

De Saly à Somone, les personnes du troisième âge affluent de part et d'autre. À la Société d'aménagement et de promotion des côtes touristiques du Sénégal (Sapco), le constat est également fait. Mais l'on se réjouit de voir des touristes malgré la « situation difficile que traverse le secteur ». Mamadou Diédhou, chef de la « cellule opérations » se félicite des efforts des promoteurs hôteliers pour maintenir ce type de clients. « Il est vrai que les personnes du troisième âge s'installent de plus en plus à Saly. Nous devons ce constat aux entrepreneurs touristiques qui travaillent d'arrache-pied ».

Arona Tall, responsable de l'hébergement à l'hôtel Royal Horizon Baobab explique que « sur les 84 % de taux d'occupation des chambres que nous avons réalisés en 2016, les 75 % concernaient les personnes du troisième âge ». Dans ce plus grand complexe hôtelier de la Petite Côte - avec une capacité d'accueil de 257 chambres





– ces personnes viennent pour la plupart de France, d'Italie, d'Espagne, de Pays-Bas et de la Russie.

Derrière cet hôtel, la réserve naturelle d'intérêt communautaire accueille les touristes et les visiteurs locaux. Installé dans une cabine sur la plage, Sergent Amy Diouf, un agent des services des Eaux et Forêts fait remarquer que « la plupart des touristes sont des personnes de troisième âge ».

Dans le souci de découvrir un cadre nouveau, ces personnes, pour la plupart des retraités, passent de longues périodes sur la Petite Côte. Arona Tall se souvient d'un couple de Français qui a séjourné pendant un trimestre dans son hôtel.

En dehors des raisons traditionnelles d'un voyage touristique, certains parmi eux viennent pour se faire une « nouvelle jeunesse ». C'est ce qu'explique El Hadj Mar Cissé, adjoint au maire de la commune de Somone. « Ils viennent pour entretenir des relations avec les jeunes d'ici », argue l'élue local. Il révèle : « depuis ma prise de fonction, j'ai célébré plus de mariages mixtes que de mariages entièrement sénégalais ».

El Hadj Mar Cissé souligne que la différence d'âge entre les mariés est inquiétante. Le mari est souvent un vieil homme alors que son épouse sénégalaise est très jeune. Ou vice versa. Sur la terrasse des restaurant ou des cafés, sur une moto ou

MBOUR, LA COSMOPOLITE

Ville côtière réputée pour ses plages, Mbour accueille plusieurs nationalités. La pêche et le tourisme sont les principaux atouts de cette localité, située à cinq kilomètres de la cité balnéaire de Saly.

Parti de Dakar, le visiteur arrive à Mbour au bout de 80 km couverts en moins de deux heures de route. Le port de pêche grouille de monde en ce début de soirée. Le vrombissement des moteurs s'accroît au fur et à mesure que les pirogues accostent. Les femmes s'affairent autour des pêcheurs, fiers de décharger leurs prises.

« Combien coûte ce poisson? », demande Françoise la quarantaine, accompagnée de son mari. Depuis bientôt trois ans, ce couple français fréquente assidument cette ville. Selon Jeannot, Mbour compte même parmi les plus belles villes du Sénégal. « Vous savez, j'ai fait plusieurs localités du pays. Mais Mbour est celle que je préfère car je m'y sens très bien », lance l'époux de Françoise.

Même s'il feint de déplorer cette grosse affluence des expatriés dans la ville, Abdoul y trouve son compte. Il a vu passer du monde, durant ses quinze ans dans le commerce des objets d'arts. Il décrit une ville qui a connu d'énormes mutations en peu de temps. « Les jeunes ne partent plus au prétexte d'un meilleur horizon. Même sans qualification, ils peuvent trouver à faire autour de cette vague incessante de pirogues », dit-il.

En effet, le départ des jeunes vers l'Europe à partir de cette côte a naguère été un casse-tête pour les autorités locales. Mais, selon les autorités, le développement de la pêche a freiné l'hémorragie. « Toutes les pirogues qui partent en mer sont traquées par un système de GPS et une immatriculation », renseigne-t-il.

Pour lui, Mbour est devenu au fil des années un point de transit pour les touristes désireux de se rendre à Saly. La ville a cessé d'être un point de départ pour les jeunes tentés par l'émigration ■

OUAKAM, VILLAGE DES GUINÉENS

Première communauté étrangère au Sénégal, les Guinéens habitent dans plusieurs quartiers de la capitale, Dakar. C'est le cas à Ouakam, où ils tiennent surtout de petits commerces.

A peine 9h du matin et il y a déjà une affluence dans la boutique de Diallo. Sollicité par les clients, le jeune boutiquier n'a même pas le temps de répondre au téléphone. Les matinées riment avec bonnes affaires pour ce Guinéen d'origine. A Dakar depuis bientôt cinq ans, il est propriétaire d'une boutique de vente au détail à Ouakam, quartier situé à l'ouest de la capitale sénégalaise.

« Je viens surtout m'approvisionner ici parce que j'ai la possibilité de rembourser plus tard, quand je manque d'argent », confie Amina. Devant cette mère de famille, Diallo a ouvert un vieux cahier dans lequel figure une série de chiffres. « C'est là-dedans que sont inscrits les noms de mes créanciers », explique-t-il. Ils sont plusieurs ménages à venir s'approvisionner chez Diallo. Même s'il refuse de parler de son chiffre d'affaires, le va-et-vient des usagers renseigne sur la bonne marche de son commerce.

Dans une ruelle située à quelques mètres de là, Baldé est attablé avec des amis autour d'un « ataya » (séance de thé). Dans une ambiance bon enfant, on rit aux éclats en échangeant en pulaar et en wolof. Baldé s'est plutôt bien adapté à la vie sénégalaise de même que ses trois enfants. Toutefois, il est toujours proche de son pays dont il suit attentivement la situation sociopolitique. D'ailleurs, il s'y rend pratiquement tous les mois.

Barry, lui, est un sexagénaire. Né à Dakar de parents guinéens, il a les yeux rivés sur la RTG (télévision nationale de Guinée) en ce début de soirée. Entouré de ses petits-enfants, il ne rate aucune édition du journal télévisé.



Pour la petite histoire, c'est à un jet de pierres de chez lui que Toumba Diakité, ancien aide de camp de Daddis Camara, recherché en Guinée, a été arrêté. « Ce n'est pas un hasard si Toumba a choisi ce quartier pour s'y cacher. Les Guinéens se sentent comme chez eux ici », indique le vieux Barry ■

KÉDOUGOU, LA VILLE MULTICULTURELLE

Ville frontalière avec le Mali et la Guinée, Kédougou est depuis longtemps un véritable kaléidoscope ethnique et culturel. Au brassage des populations locales nées des vicissitudes de l'histoire de la contrée et aux migrations interrégionales, s'ajoute l'arrivée d'autres communautés africaines attirées par l'exploitation de l'or.

Il vit entre trois pays : le Sénégal, la Guinée et le Nigéria., Thompson, né à Abuja, a sa maison sise à Conakry et passe la majeure partie de son temps à Kédougou. A lui seul, il symbolise l'intégration des Africains dans cette ville située à l'extrême sud-est du Sénégal. La quarantaine révolue, peau mate et de forte corpulence, Thompson s'active dans le commerce transfrontalier de peaux d'animaux. Il garde une opinion mitigée de ses séjours au



Cascades de Dindefelo

Sénégal. Par rapport à son pays d'origine, le Nigéria, il apprécie l'environnement politico-social : « j'aime le Sénégal en raison de la stabilité qu'il offre aux étrangers. Les transitions politiques se font de manière pacifique, tout le contraire de certains pays de la sous-région. Ici, la démocratie est une réalité. Dans mon pays, une simple élection locale peut se terminer par un bain de sang. Les tenants du pouvoir n'acceptent que rarement leur défaite ». Thompson déplore toutefois la cherté de la vie à Kédougou. Même si la région abrite une population majoritairement pauvre, le niveau de vie y est élevé. Pour Thompson, qui a vécu dans beaucoup de pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao), « on peut se loger à Bamako, dans une chambre bien équipée à 15 000 F CFA alors que l'équivalent à Kédougou revient à 25 000 F CFA ou plus ». Si Kédougou connaît une hausse du niveau de vie, c'est dû à la présence des sites aurifères. L'orpaillage a donné un véritable coup de fouet à l'économie locale. Avec ses activités connexes, il est l'une des principales raisons qui expliquent la présence de nombreuses communautés selon M. Abdou Sow, l'adjoint au gouverneur chargé des affaires administratives.

UNE VIE HARMONIEUSE

On rencontre à Kédougou des Maliens, des Burkinabés, des Guinéens, des Mauritaniens, des Nigériens, des Ghanéens, des Togolais, des Camerounais, des Bissau-Guinéens, etc. Même si les sites d'exploitation de l'or se trouvent dans des villages comme Batanco ou Diyabougou, la ville vit en grande partie au rythme

des opérations financières des chercheurs d'or. Durant longtemps, le secteur est resté sans organisation et dominé par la communauté burkinabé. Le code minier sénégalais ne prend pas en compte l'exploitation des mines d'or. Mais quelques mesures gouvernementales ont réorganisé le secteur pour le rendre plus profitable aux nationaux.

Abdoulaye Doucouré, secrétaire municipal de la mairie de Kédougou, estime que d'autres faits peuvent expliquer la forte présence des étrangers : « Kédougou a toujours été une ville multiculturelle. Rien qu'avec ses Sénégalais, on y retrouve beaucoup de communautés ethniques à l'image des Bidik, Dialonké, Koniagui Tanda, Hal Pulaar, Malinké, Bassari, etc. En plus, la proximité des frontières guinéenne et malienne fait qu'il y a beaucoup d'étrangers. La libre circulation des biens et des personnes dans la Cedeao est passée par là ».

L'intégration de toutes ces communautés ne pose pas de problèmes majeurs. Ces dernières ne se démarquent pas de la population locale. Les étrangers vivent souvent dans des familles sénégalaises et communiquent en français et en peul, pour ceux qui parlent cette langue. Il y a dix ans, Dieynaba Tounkara découvrait Kédougou à l'occasion d'une visite à son frère qui y vivait. Aujourd'hui, la Sierra-Léonaise, tombée amoureuse de la ville, y a construit sa maison avec son mari guinéen. Évoluant dans le commerce des produits cosmétiques, Dieynaba aime à se vanter de l'harmonie qui définit cette communauté melting-pot. Et comme le confirme Abdou Sow, « Aucune infraction n'est liée à une communauté particulière ».

DES GUINIÉENS BIEN INTÉGRÉS

La proximité de la frontière est souvent évoquée pour expliquer la forte présence des Guinéens à Kédougou. La plupart évoluent dans le commerce de fruits, de la cola et de tissus. Présent au Sénégal depuis 1990, Alpha Oumar Diallo ne se sent pas dépaysé au marché central de Kédougou. « Ma vie ici est semblable à celle que je menais en Guinée. Chaque six mois, je passe trois à quatre semaines en Guinée avant de revenir à Kédougou. Mes besoins ne se distinguent pas de ceux des Kédovins ». Pour attirer le plus de clients, Alpha Oumar diversifie les marchandises (tissus, beurre de Karité, huile de palme, savons, etc. qu'il ramène de la Guinée). Ancien ouvrier agricole, il a déjà vécu entre Kaffrine et Kounguel (dans le centre du Sénégal) pendant vingt ans. Polygame, Alpha Oumar garde une famille en Guinée et une autre à Kédougou. S'il estime que le destin l'a mené à Kédougou, l'intégration de sa famille se renforcera grâce à ses enfants qui bénéficieront tous de la nationalité sénégalaise ■

Kafountine

UNE INTÉGRATION AFRICAINE



Victoire DIATTA

Surfant sur ses atouts touristiques et ses richesses halieutiques, Kafountine est le point de chute de beaucoup de migrants de la sous-région ouest-africaine qui s’y sentent comme chez eux.

Kafountine n’est pas raciste. « Kafountine est l’Afrique en miniature. Il y a plus de 3000 à 4000 Guinéens, sans compter les Burkinabè, les Maliens, les Ivoiriens, les Sénégalais venus des autres régions du pays », soutient le maire de la commune de Kafountine, Victoire Diatta. Militant de l’Alliance pour la république (APR, parti du chef de l’Etat), ce sociologue de formation est convaincu du potentiel économique de sa localité.

Assis sur un fauteuil noir, deux téléphones portables posés sur la table dressée devant lui, il ne cache pas sa satisfaction d’être l’édile d’une ville cosmopolite.

Selon lui, Kafountine a la particularité d’être une commune qui regroupe plusieurs communautés africaines dont la majorité s’active dans le secteur de la pêche. Et il faut aussi noter une forte présence de Français, d’Espagnols et de Néerlandais dans la localité. « Nous avons lancé l’élaboration d’un plan de développement communal qui prendra en compte cette situation. Car il n’y a pas encore un système mis en place pour en tirer profit par la mairie, mais les populations profitent de la présence des étrangers », souligne le maire, Victoire Diatta.

Adossée sur l’Atlantique, Kafountine se trouve dans la basse Casamance à 65 kilomètres de Ziguinchor. La bonne marche des secteurs de la pêche et du tourisme de la localité attire beaucoup de ressortissants de la sous-région. « Nous venons à Kafountine à cause de la différence de la valeur de la monnaie qui nous permet d’être à l’aise en retournant au pays, mais aussi et surtout du fait qu’on y trouve du travail », confie Ahmadou Moukhtar Diallo, un Guinéen d’une trentaine d’années.

Loin de Durban (Afrique du Sud) où l’on chasse les immigrants noirs comme les Zimbabwéens, les populations de Kafountine accueillent à bras ouverts leurs homologues de la sous-région.

La teranga sénégalaise y est une réalité à en croire Ahmadou : « Je suis là depuis six mois, mais à vrai dire, je pense que les Sénégalais aiment et respectent les étrangers. Ici, je me sens à l’aise et en sécurité ».

Catherine Touré partage cet avis : « Pour la sécurité, il n’y a absolument aucun problème. Les Sénégalais en général et le Diola en particulier ne sont pas violents ».

Assise sur un fauteuil, le regard serein et la voix posée, elle déclare : « Il y a beaucoup d'étrangers et d'ethnies de la Casamance à Kafountine qui se sont mélangés sans que personne ne juge l'autre. Ce qui est le futur d'une ville heureuse ».

POTENTIEL ECONOMIQUE

Ici, tout le monde y trouve son compte. Les Ghanéens contrôlent le secteur de la transformation des ressources halieutiques par le biais du fumage et les Maliens viennent acheter du poisson qu'ils convoient ensuite à l'aide de gros camions. Quand aux Guinéens, on les appelle les « touche-à-tout », car ils sont présents dans presque tous les secteurs de la vie économique de la commune. « Au niveau du secteur de la pêche, il y a des Burkinabè, des Ghanéens, des Guinéens, des Camerounais, des Maliens et même des Nigériens qui y travaillent. C'est ce qui pousse certains à soutenir que Kafountine est l'Afrique en miniature », souligne le chef de poste de pêche de Kafountine, Abass Badiane.

Content de l'engouement que suscite la commune, ce dernier soutient sans ambages que « Kafountine est le poumon économique de la Casamance ». Pour illustrer le potentiel économique de la localité, il cite l'arrivée des pêcheurs de Saint-Louis qui ont jeté maintenant leur dévolu sur Kafountine pour échapper à la répression des gardes-côtes mauritaniens.

La pêche marche bien à Kafountine. Les pêcheurs se font de l'argent. Car il y a une clientèle étrangère, notamment les Maliens et les Burkinabè qui achètent les produits. « Ici, tout va bien. On peut en un jour gagner cinq à sept millions, si on a des poissons de qualité. Cela découle de la puissance financière de nos clients qui nous achètent tous nos poissons », renseigne Fallou Dandiou.

Le jeune pêcheur se réjouit de la présence de ses « frères africains » qu'il juge indispensable pour la survie de la ville : « Sans eux, Kafountine est une ville morte », soutient-il.

L'intégration des immigrants est au cœur du calendrier culturel de la commune. Donnant l'impression d'être chez eux. Ils profitent des merveilles de la localité. « Il y a de belles initiatives prises pour augmenter la satisfaction des touristes et faciliter l'intégration des autres Africains qui y vivent comme le carnaval que je trouve fantastique et le festival des ethnies », s'enthousiasme Catherine Touré ■

Djiffer

UNE TERRE DE MIGRANTS



Limité par l'Océan et le fleuve Sine-Saloum qui se croisent à la Pointe de Sangomar, Djiffer est un village sans autochtones. Toute présence sur les lieux est liée à son caractère économique.

La position géographique de Djiffer est toute sa richesse. Il attire beaucoup de migrants en majorité des pêcheurs. L'implantation du village date des années 1970 avec l'installation de l'usine de production de la farine et de l'huile de poisson, Sopesine. Jadis, c'étaient les industries qui faisaient

la convoitise de Djiffer. Aujourd'hui, la pêche a pris le relais.

L'espace le plus peuplé de la commune de Palmarin, le hameau de Djiffer au sud du village de Diakhanor abrite à lui seul les 42% de la population de la commune. Celle-ci est estimée à dix mille six cent seize habitants. De l'avis du service local de pêche, le parc piroguier avoisine sept cent cinquante (750). Ces pirogues viennent de divers horizons du Sénégal, notamment des zones de pêche dont Ndayane, Guéréo, Yenne, Mbour, Pointe Sarene et des îles du Saloum.

Les pêcheurs venaient pendant les hautes saisons et souvent sans famille. C'est dans les années 1990 que la sédentarisation a commencé. Les gens ont commencé à s'installer, à construire en dur. Certains ont fait venir leurs familles, d'autres ont loué des demeures. « Depuis 1978, je fréquente Djiffer, j'ai déménagé ma famille ici en 2008 ». renseigne Gana Faye, un habitant de Djiffer.

Avec une population de deux mille (2000) âmes qui peut atteindre quatre mille en période de haute saison, la presqu'île est laissée à elle-même et doit sa survie aux mécènes. Ainsi la construction des locaux de l'école primaire est due à Benoit Warnot, un touriste qui a séjourné à Djiffer dans le campement la Pointe de Sangomar en 2002-2003. Les locaux qui vont abriter le poste de santé qui n'est pas encore fonctionnel sont financés par des mécènes.

Sans électricité, ni suffisamment d'eau potable, Djiffer est « victime » de sa population. En effet, la population de Palmarin principalement celle de Diakhanor considère que Djiffer est la terre cultivable de leurs ancêtres et par conséquent, les migrants ne doivent pas l'occuper. Pour certains responsables de la mairie, Djiffer n'a pas de plus-value. « Ils n'habitent pas ici et ils ramènent toutes leurs recettes et ils ne votent pas alors nous n'avons aucun intérêt quant à leur installation ici. Au contraire, ils occupent nos champs», renseigne le deuxième adjoint maire George Faye. Cependant son point de vue est discutable car 30% des recettes du quai de pêche sont versées en taxes à la municipalité ■

ZIGUINCHOR, UNE VILLE QUI ATTIRE

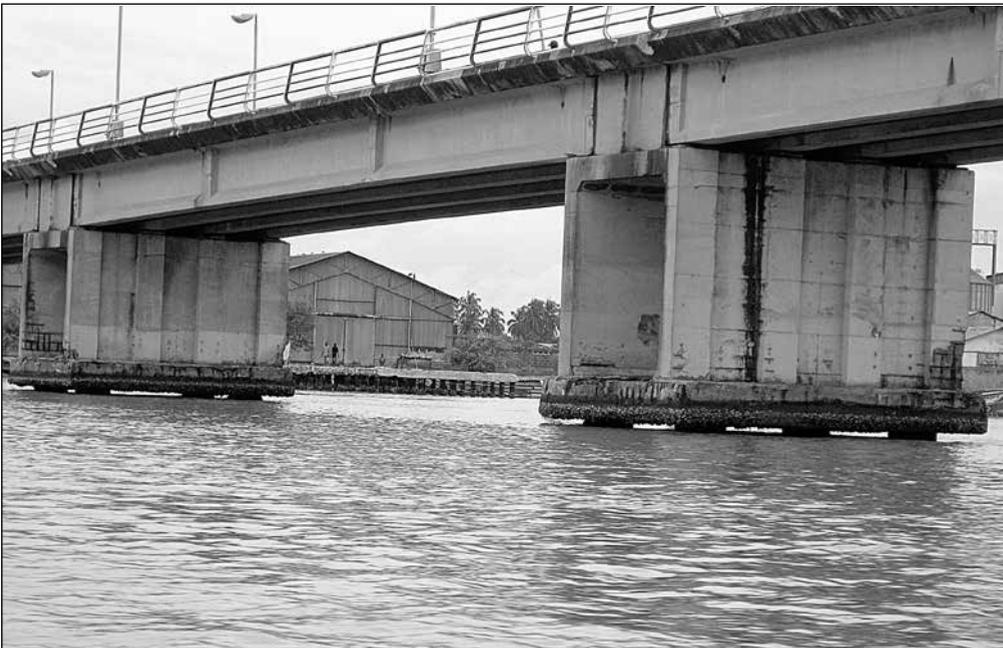
La crise casamançaise et la pauvreté dans les campagnes accentuent le déplacement massif des populations rurales vers la ville de Ziguinchor. Cet exode rural aboutissant à une installation définitive provoque la disparition des champs et modifie la carte de la ville.

Ziguinchor est le premier lieu de refuge des populations déplacées par la crise. Ainsi, la commune de Ziguinchor connaît depuis les années 1980 un accroissement démographique ayant un impact considérable sur le foncier.

En effet « le 26 décembre 1982, le Mouvement des Forces Démocratiques de Casamance, mouvement séparatiste organise une marche pacifique à Ziguinchor vers la Gouvernance. »

Depuis la fin 1982 qui coïncide avec le début de la crise, la population ne cesse de s'accroître. Certains habitants ont décidé de quitter les zones de combats pour rejoindre leurs parents à Ziguinchor. Au départ, ils logeaient dans les maisons des familles d'accueil. Cette situation ne pouvant pas continuer et accentuait la pauvreté de l'avis de Mbaye Sall, Directeur de l'Agence de Développement local de Ziguinchor.

« Assurer la nourriture pour sa propre famille et celle migrante était devenue difficile. Alors les gens commencent à céder leurs terres cultivables pour des habitations.



Médina Baye (Kaolack)

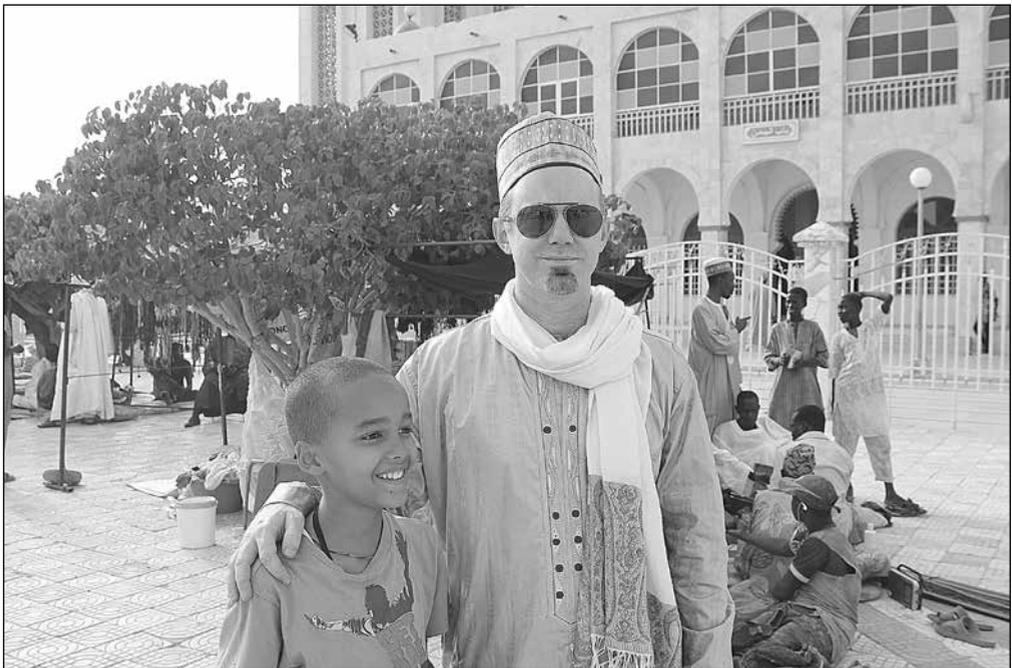
UN CARREFOUR RELIGIEUX AU CŒUR DU SALOUM

Niché dans la ville de Kaolack, la capitale du Saloum, Médina Baye est à la fois un centre religieux et une cité cosmopolite où l'on rencontre une dizaine de nationalités d'Afrique et d'ailleurs.

Ambiance de recueillement dans la grande mosquée de Médina Baye décorée en style oriental. Les mosaïques aux couleurs vives côtoient les calligraphies arabes. L'édifice religieux inauguré en 2010, enregistre une forte affluence en ce lendemain du Gamou de Taïba (célébration de la naissance du Prophète Mouhammed-PSL). Maures, Nigériens, Ivoiriens et Européens attendent la prière de la fin d'après-midi.

Dans le groupe de fidèles qui accompagnent l'imam Assane Cissé à la mosquée avec des chants religieux, l'on remarque une silhouette occidentale. Drapé d'un boubou bleu et un bonnet de style nigérian sur la tête, Yahya est très calme calme à côté de son guide qui l'a converti à l'islam en 2003. «C'est Cheikh Assane qui m'a initié à la tariqa (confrérie tidjanya) et quatre mois après, je suis venu au Sénégal», confie-t-il avec nostalgie.

Depuis lors, cet Américain (John Weldon à l'état civil) a pris ses quartiers dans la cité créée en 1930, y épousant une Sénégalaise.



Conscient d'emprunter un chemin spirituel riche en expériences, Yahya garde intacte sa soif de connaissances et de découvertes. Pour lui, « il y a beaucoup de choses à apprendre ». C'est pourquoi, malgré son travail au Qatar, ce « Sénégalais » à qui il ne « reste plus que le passeport » rend visite à ses quatre enfants trois à quatre fois dans l'année.

L'un d'eux est pensionnaire de l'Institut islamique africain américain situé non loin de la grande mosquée de Médina Baye.

Doté d'un internat pour la mémorisation du saint Coran, l'établissement compte 80 pensionnaires dont une quinzaine d'Américains, quatre Gambiens, trois Béninois et deux Nigériens. « Tous finissent par adopter le wolof du fait de leur proximité avec les enfants sénégalais », explique Souleymane Diouf. Ce professeur d'anglais, par ailleurs responsable des élèves en internat, a appris à se débrouiller en haoussa, espagnol, arabe, entre autres langues.

Quelques heures auparavant, la prière du vendredi a été le point de rassemblement dans la grande mosquée aux quatre imposants minarets tout en vert et blanc. « La première prière de vendredi dans cette mosquée a eu lieu le 25 février 1938 », rappelle Mbaye Thiam, historien et proviseur du lycée Valdiodio Ndiaye de Kaolack.

Mauritaniens, Nigériens, Ivoiriens et Sénégalais remplissent les rangées de la mosquée à la riche décoration orientale. La communauté nigériane est la mieux représentée. « Certains Nigériens finissent même par s'établir définitivement ici. Il y en a qui se marient et achètent une maison », confie Pape Diallo, un habitant du quartier qui gravite autour de la Grande mosquée.

La plupart ont assisté, la veille, au Gamou de Taïba. Un rendez-vous annuel pour les fidèles de la sous-région ouest-africaine. Le Nigérian Muhamad Murtada en est à sa première ziarra (visite d'allégeance à son marabout). En arabe, il explique que sa communauté effectue ce pèlerinage depuis 40 ans ■

ACTIVITES EN TOUS GENRES

Mamadou Arifou DIALLO

SUCCESS-STORY D'UN JEUNE GUINÉEN VENDEUR DE FRUITS



A partir du petit commerce de fruits de son père, le jeune homme est parvenu à voler de ses propres ailes jusqu'à posséder aujourd'hui à la rue Sandiniéry sept lieux de vente de fruits. Malgré ce brillant parcours jalonné de défis, le commerçant de 36 ans a toujours fait... de réussite.

Pour qui ne le connaît pas, il n'est pas facile d'accéder à Mamadou Arifou Diallo. Vous avez beau demander avec forces descriptions à ses nombreux compatriotes de la rue Sandiniéry, mais comme s'ils se sont tous passés le mot, ils vous dévisagent, puis marmonnent quelques mots incompréhensibles avant de vous prier d'avancer un peu plus loin.

Même si l'on parvient à dénicher l'un de ses sept dépôts de fruits --d'une valeur de « quinze millions chacun »--, il faut toujours s'armer de patience pour endurer les hésitations et concertations à voix basse du personnel avant qu'il vous désigne Mamadou Arifou Diallo. Un grassouillet personnage.

« Vous savez, beaucoup parmi les compatriotes n'acceptent pas de dévoiler directement l'identité d'un parent à une personne inconnue. Ils craignent qu'elle soit animée d'une mauvaise intention », explique, comme pour s'excuser de tant de cachotteries, M. Diallo qui nous reçoit dans une chambre froide à l'intérieur du magasin où sont entassées des caisses de pommes.

Sous son air juvénile et son modeste habillement (casquette, chemise marron, jeans maladroitement relevé par le bas et sandales), se cache un riche entrepreneur qui a fait fortune dans le commerce des fruits. Né à Pita (Moyenne Guinée) en 1981, Mamadou écourte ses études « en classe de septième » (l'équivalence du sixième secondaire au Sénégal) avant de débarquer à Dakar en 1997 pour rejoindre son papa « qui tenait une échoppe de fruits » à la rue Sandiniéry.

Sans perdre de temps et « sans la maîtrise du wolof » (langue nationale la plus parlée au Sénégal), il se lance dans le commerce ambulancier des fruits. « Pendant cinq mois, je prenais des fruits dans le magasin (de papa) que je revendais à des toubabs à Sandaga », se souvient-il, dans un wolof limpide. Voyant que son fils a la bosse du commerce, le père l'autorise à faire équipe avec lui dans la boutique.

NAISSANCE D'UN IMPORTATEUR DE FRUITS

Loin de décevoir, Mamadou Arifou Diallo passe du détail au gros en vendant des caisses de fruits. Toutefois, mettant de côté des économies, il réussit à avoir six millions de FCFA qui lui permettront d'acheter en 1999 un container de bananes convoyé depuis Abidjan en Côte d'Ivoire.

Dans un premier temps, il gagne la confiance de ses fournisseurs qui lui envoient des fruits à charge pour lui de rembourser après vente. Poussant plus loin, il accède via l'Italie au marché européen des fruits jugé plus fluide et plus rémunérateur. « Je ne fais pas deux semaines sans me rendre en Europe (France, Italie, Portugal, Allemagne...). Je fais des livraisons dans des pays de la sous-région (Gambie, les deux Guinée, ...) », soutient-il, dans un air décontracté.

Marchands ambulants et cireurs

LES PETITS MÉTIERS DES MIGRANTS INTERNES

A la fois capitale économique et administrative du pays, Dakar concentre la majeure partie de la population active du Sénégal. Les petits boulots y foisonnent, au grand bonheur des migrants internes.

Depuis six mois, Mamadou Traoré a posé ses brosses et boîtes de cirage devant le Centre national de transfusion sanguine, sur le boulevard Cheikh Anta Diop. Le bruit des moteurs et le chaud soleil ne déconcentrent pas ce Sarakholé à l'affût des clients. « Le cirage (100 FCFA la paire de chaussures) marche surtout le matin. C'est pourquoi je commence le travail dès 07h. Au cours de la journée, les clients viennent au compte-goutte », confie le cireur, originaire de Walélé, un village du Fouta.

Mamadou vend aussi des chaussures de ville pour homme et femme. « J'achète les chaussures de seconde main au marché de Colobane. Je les nettoie avant de les exposer à côté d'autres paires neuves achetées chez les commerçants chinois établis au centre-ville », explique-t-il.

A 5000 FCFA la paire de chaussures, il peine des fois à trouver acquéreur, mais, souligne-t-il, « il peut arriver que j'en vende deux ou trois ».



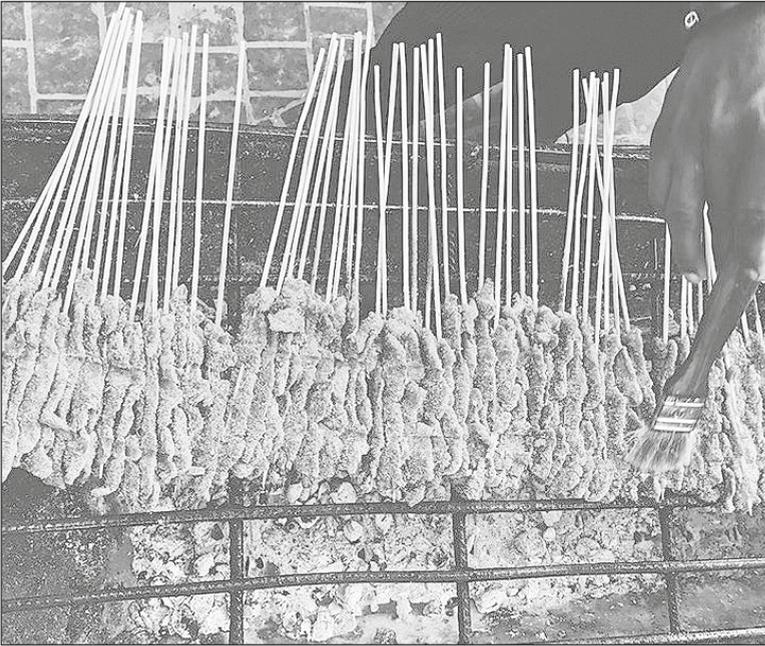
Contrairement au « sédentaire » Mamadou, Ndiaga Mbow, lui, sillonne les quartiers de Fann, Point E, Amitié, Mermoz, Almadies avec une pile des serviettes sous les bras. Depuis 2000, cet homme au teint clair s'est spécialisé dans ce commerce qui peut lui rappeler jusqu'à 15000 FCFA la journée « quand ça marche bien ». « Avec ce travail j'ai inscrit mon enfant dans une école privée de Dakar afin qu'il bénéficie d'une bonne formation », confie-t-il, fièrement. Le reste de sa famille est à Diourbel et il lui envoie de temps à temps de l'argent au gré de la marche de ses activités.

Dans la durée, Ndiaga a pu tisser un solide réseau de clients qui l'appellent sur son téléphone mobile pour passer des commandes. « C'est la qualité qui retient la clientèle », se prévaut le Baol-Baol (ressortissant de la région de Diourbel) qui, en dépit de plusieurs tentatives ratées, ambitionne toujours de se rendre en Europe. Son rêve est de se construire une maison pour y abriter sa femme et ses deux enfants.

Mamadou et Ndiaga font partie des migrants internes qui pour la plupart s'investissent dans l'informel. Selon le rapport de l'Enquête sénégalaise auprès des ménages (ESAM II) de 2001, 1 466 798 personnes ont migré du milieu rural vers le milieu urbain. A la même époque, sur les 2 333 420 habitants de Dakar, 877 330(37,6 %) s'y sont installés depuis moins d'un an. Ainsi donc, un migrant sur trois (33 %) vivait à Dakar d'après les données de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD).

Dans cette enquête, plus de la moitié des migrants (51 %) ont dit migrer pour des raisons familiales autres que le mariage. Le mariage a été évoqué comme motif par 20 % des migrants. Paradoxalement, les meilleures opportunités sur place et les raisons professionnelles ont représenté respectivement 8,9 % et 5,8 % ■

LE DIBI HAOUSSA DES NIGÉRIENS



« Banteu ya », en plein cœur du marché Sandaga de Dakar, est un entrepôt, niché en dessous d'une vieille bâtisse. Il a été transformé en gargote. Ce lieu fait le bonheur de beaucoup de personnes. À l'intérieur, plus de six étals sont repartis dans les différents recoins. De la viande préparée est proposée aux clients qui

viennent d'un peu partout de Dakar pour goûter aux délices. Aux commandes de ces restaurants à ciel ouvert, des Nigériens. Le travail qu'ils effectuent se déroule en chaîne. Deux sont préposés au service des clients, et deux autres se chargent de la cuisson. Un dernier assure la comptabilité. Tout se déroule dans une totale harmonie. « On dirait qu'ils sont nés pour faire ça », déclare un client visiblement satisfait du service. Interrogé sur la nature de la viande, ce dernier avance que « ces Haoussas sont sérieux. Vous n'avez jamais entendu qu'un Nigérien a été arrêté pour vente de viande impropre à la consommation ».

Un autre client soutient que « ces gens sont un exemple pour nous Sénégalais. Quand les jeunes du pays restent cloîtrés chez eux et imputent le chômage à l'État, d'autres venus d'ailleurs ont réussi à utiliser les matières premières du pays pour s'enrichir tout en faisant le bonheur de tout un chacun. Moi je trouve qu'ils sont à encourager ».

Interpellés sur leur business qui semble florissant vu l'importance de la clientèle, les Haoussas gardent le silence. C'est connu de tous, nos compatriotes ouest-africains ne sont pas de nature bavarde.

La présence des Nigériens se fait ressentir dans le petit commerce de la capitale sénégalaise. Médecine traditionnelle, vente de chapelets et de couvre-chefs, coiffure, restauration, etc. En somme, les commerçants nigériens ont investi presque tous les secteurs du marché sénégalais ■

Rue Sandiniéry

LE FIEF DES GUINIÉENS VENDEURS DE FRUITS



Située au centre-ville dakarois, la rue Sandiniéry s'étire de la Place de l'Indépendance à l'avenue Blaise Diagne. Sa particularité réside dans le fait qu'elle est le lieu de prédilection des Guinéens vendeurs de fruits.

Cette célèbre rue lovée dans le quartier Mbot de la commune du Plateau mérite bien sa réputation de domaine des fruits. Elle est jalonnée de cantines et de tables débordant de fruits, entre lesquelles l'on voit de temps en temps des petits commerces de crème glacée et autres sucreries. Malgré le timbre des véhicules dont les chauffeurs agacés par les embouteillages cherchent à se frayer un passage, on perçoit inévitablement la voix chantante des commerçants guinéens qui régent en maître dans ces lieux.

Né en 1982 à Dakar, Fallou Ba se souvient plus de la profusion de mangues, de mandarines et de bananes que convoyait son père que de son premier voyage dans son pays d'origine. « La majeure partie des miens vivent au Sénégal, même si je me rends souvent à Pita (préfecture de la Moyenne Guinée) », indique Fallou qui marchant sur les pas de son père vend des fruits qui lui proviennent, au gré

des saisons, de la Côte d'Ivoire, du Ghana, du Maroc, de la France, de pays de l'Amérique latine, etc.

En face de lui, Barry, qui refuse de décliner son prénom, est venu il y a de cela deux ans de la même préfecture guinéenne d'où est originaire Fallou. Ancien étudiant à l'Université privée Nongo de Conakry, où il a obtenu une Licence en droit public, Barry ne compte pas faire son master au Sénégal. Il veut plutôt reprendre sa vie estudiantine à « l'étranger », dès que son commerce de fruits lui permettra de financer un tel rêve. « Je n'ai pas voulu faire le Master dans mon pays vu les conditions qui ne me convenaient pas du tout. Je n'avais pas aussi les moyens pour aller en Europe. Je suis de caractère autonome, c'est pour cela que j'ai suivi mon destin au Sénégal. Avec ce petit commerce, j'arrive à m'en sortir de temps à autre », explique le jeune homme, dans un français moyen entrecoupé de bégaiements.

« LES SOUSSOUS SONT VENUS ICI LES PREMIERS »

Plus loin, on tombe sur le commerce de fruits de Aladji Toumani Barry dit "Pa Barry", présenté comme le patriarche de cette communauté marchande. Arrivé à l'âge 23 ans au Sénégal, en 1955, il a commencé la vente de fruits au marché Kermel. 27 ans plus tard, il déménage à Sandiniery où il trouve « deux parents Peuls et quatre Soussous » qui faisaient le même travail.

« Les Soussous sont les premiers à venir ici. Juste après l'Indépendance, ils sont partis laissant sur place les Peuls qui se sont mariés et ont fondé des familles ici », explique le responsable moral du quartier, Jaraaf Ibra Guèye Paye. Reconnaisant ainsi la forte implantation et l'intégration des Guinéens, il rappelle en outre que la dénomination de la rue date du temps colonial.

« A l'époque, l'argent ne coulait pas à flot, mais on se suffisait de peu », se rappelle Pa Barry qui n'a rien perdu de ses souvenirs et de ses réflexes de commerçant, malgré son âge avancé.

Les Lébous et les Sénégalais-Libanais sont majoritairement propriétaires des magasins de fruits et pour des anciens locataires comme Pa Barry la location est dans la limite du raisonnable. Lui qui payait au début 5000 par mois en est maintenant à 30000 FCFA. De quoi permettre à cet octogénaire qui était en location à Tilène, de s'en sortir jusqu'à pouvoir se construire une maison à Guédiawaye, la banlieue, où il rentre chaque soir ■

A Radio Matam

UNE ÉMISSION DESTINÉE À L'ÉMIGRATION



« Loin des yeux, mais près du cœur ». La station régionale de Matam de la Radiodiffusion et télévision du Sénégal (RTS) semble avoir bien compris l'adage en lançant une émission pour rapprocher les émigrés de leurs familles. Une affaire de fréquence et d'internet.

« Entre le Fouta du Sénégal et le Fouta de l'Occident, nous avons mis un trait d'union ». Par ces mots, Alpha Seydi, le chef station régionale de Matam de la RTS, fait allusion, avec une fierté non dissimulée, de l'émission « Yewtere daniyankobe » en pulaar, ou « Causerie sur l'émigration » en français. « Il s'agit d'une émission radiophonique interactive qui « ravive » les émotions de tous les Matamois quel que soit le lieu où ils se trouvent », soutient Alpha Seydi, faisant référence à la communauté émigrée de la région.

Chaque jeudi, de 15h à 16h, le rendez-vous est pris entre ces ressortissants du Fouta et leurs familles, parents et amis restés au pays. « Ici, presque tout le monde suit l'émission », affirme le journaliste. Le but principal, selon ses dires, est la sensibilisation et l'éducation sur l'émigration.

Interactive, elle est axée sur un thème spécifique de la migration. Les auditeurs ont la possibilité d'intervenir pour donner leurs avis. D'ici ou en dehors du continent, les ressortissants de la région contribuent régulièrement. Pour être plus proche de cette couche, une application mobile a même été lancée. « En dehors de notre site internet, nous avons cette application mobile afin d'être plus accessible », informe Alpha Seydi.

« Fréquemment, les auditeurs font un travail d'information et de sensibilisation sur les conditions de vie des émigrants. La migration, c'est quelque chose de difficile. Donc cet aspect de la question permet aux jeunes et à tous ceux qui ont des projets d'émigration de mieux s'orienter. Nous essayerons aussi de montrer aux émigrés qu'on ne peut être éternellement émigrés. Ainsi nous abordons les conditions de retour. Certains en manifestent la volonté », poursuit Alpha Seydi.

Située à plus de 500 kilomètres de Dakar, la capitale sénégalaise, Matam est une région enclavée. Les antennes des entreprises de presse n'y font pas florès comme ailleurs. « En matière de presse écrite, les journaux arrivent ici très tard, dans l'après-midi aux environs de 17h ou le lendemain. Mais la radio comble le vide en déficit d'information », explique Alpha Seydi. La chaîne régionale de la RTS diffuse des programmes « plus proches des populations ». Elle émet en wolof, en pulaar et en français ■

Dans un Restaurant de Kédougou

LES PROSTITUÉES À LA CHASSE DU « PETIT GIBIER »...

C'est le coin où se retrouvent les étrangers pour faire la fête à Kédougou. Peu importe leurs origines. Ici, c'est la bonne humeur qui prime sur tout.

La scène est cocasse. Deux femmes entrelacent un homme et le chatouillent de part et d'autre. L'une est d'âge mûr et l'autre plus jeune. « Achète-nous du crédit Blaise ! », lancent-elles. « Tu ne vas pas nous échapper aujourd'hui ». L'homme cherche des excuses sans doute, pour faire durer le plaisir. « Je suis fauché aujourd'hui. Je dois donner de l'argent à Aïssatou », rigole Blaise. Il s'échappe avant de se faire rattraper par les deux dames. La scène recommence.

Pour ces habitués du restaurant-bar « Le Bon Coin », à 22H, la nuit ne fait que commencer. Ici se retrouve l'essentiel des étrangers de Kédougou pour faire la fête. Tous les moyens sont bons pour s'intégrer, avec plaisirs...

Ce ne sont pas eux cependant qui offrent le spectacle le plus captivant. En cette veille de célébration de la fête de l'indépendance du Sénégal, l'ambiance est au rendez-vous dans ce lieu particulier. Devant un grand miroir accroché à un mur, une jeune femme se trémousse aux rythmes d'une chanson du duo nigérian P-Quare. Son reflet montre son visage clair grimaçant. Des bulles de chewing gum sortent de temps à autre de sa bouche. Mince et élancée, haut et pantalon noir moulant, ses gestes renvoient à ceux d'une fauve prête à sauter sur sa proie. A côté d'elle, sa copine est plus calme, plus souriante. Toutes les deux sont des Nigérianes. Elles ont quitté leur pays pour tenter leur chance dans la prostitution.

L'une d'elle, Theresa, d'une meilleure humeur, explique : « Je travaille ici depuis huit mois ». Sa collègue Grace est moins encline à donner des informations sur ce qu'elle fait. En cette période de « dèche », elles se contentent du « petit gibier » qui paye 3 000 F CFA la passe. Mais elles chassent surtout des orpailleurs de passage en ville et des Européens pour des gains pouvant atteindre 100 000 F CFA la passe. Une manne qu'elles sont venues chercher avec beaucoup de compatriotes logeant, pour la plupart, dans un immeuble appelé « la Tour de Babel ». Elles sont nombreuses à s'adonner à cette pratique. A tel point que très souvent, à Kégoudou, Nigérianne rime avec prostituée.

CLOTURE EN PAILLE

Le restaurant-bar accueille une clientèle cosmopolite étrangère. Des Burkinabés, des Nigériens, des Guinéens, des Maliens, des Nigériens en plus des Sénégalais. « Le Bon Coin » est logé dans un bâtiment à étage quelconque. Il faut franchir une clôture en paille pour accéder à l'entrée du restaurant. De là, il faut emprunter un

grand couloir et franchir une porte pour entrer dans le dancing.

Amadou est le seul client attablé au restaurant. Chauve, peau mate, la cinquantaine révolue, il savoure une soupe à la viande. Ce Burkinabé vient de quitter du « Dioura » de Kharakhénia, un village au fond de Kédougou. Pour lui, « Kédougou symbolise l'intégration africaine voulue par la Cedeao (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest). Toutes les nationalités se côtoient dans la paix et le respect mutuel. C'est cela l'intégration ». Mais cet orpailleur est attiré par le manège de Grace devant le miroir, pendant que des clients rejoignent de la boîte de nuit.

Dans le couloir qui y mène, une centaine de caisses de boissons alcoolisées vides sont entassées le long des murs. La salle est bondée. Mais la peau caramélisée de la plupart des filles présentes est illuminée par le jeu de lumières. Leur habillement est sexy mais pas vulgaire. Elles font l'objet de toutes les convoitises. Mais pour bien s'entendre, il faut sortir ou louer une chambre au-dessus du dancing ■

TRAVAILLEUSE DU SEXE A KEDOUGOU

Elle cherche encore sa voie dans un milieu parsemé d'embûches, persuadée que peu importe les faits, la fin justifie les moyens.

Teint clair, voix douce, poids moyen. Au premier regard, Theresa Musa attirerait l'attention de tout homme . Mais ne vous y trompez pas. Son regard innocent cache une certaine froideur, de l'audace et un manque de pudeur qui peut choquer plus d'un. Dans son travail, il en faut pour se faire respecter. « Je n'ai pas temps avec des beaux parleurs. Mon temps est précieux. Ce ne sont pas les clients qui manquent ce soir » dit-t-elle.

Theresa est une travailleuse du sexe à Kédougou. Un métier auquel elle ne se destinait pas, il y a quelques mois, son village natal au Nigéria. Mais les vicissitudes de la vie l'y ont « contrainte ». Fille unique de parents pauvres, elle a pris cette voie pour leur venir en aide et changer leur quotidien : « Une amie m'a soufflé que l'on pouvait se faire beaucoup d'argent dans la prostitution à Kédougou. Je suis venue saisir cette opportunité pour offrir une vie meilleure à mes parents ». La migration a constitué, pour elle, une piste à explorer. Elle se garde cependant de révéler son activité à sa famille qui la croit dans le commerce.

Localisée en zone frontalière avec le Mali et la Guinée Conakry, Kédougou abrite une population cosmopolite avec beaucoup d'étrangers attirés par l'orpaillage. Les communautés ouest-africaines y sont bien représentées et les flux financiers émanant de l'exploitation de l'or attirent tous sortes d'aventuriers.

Theresa, une Nigériane et ses compatriotes se plaisent beaucoup à Kédougou. Elles y connaissent peu de problèmes lorsqu'elles sont en règle. « Je mets un point d'honneur à avoir tous mes papiers. Il arrive que la police nous contrôle. Même si elle ne nous crée pas de problème, c'est humiliant de se faire contrôler jusque dans nos chambres ».

26 ans, a encore la tête pleine de rêves. Elle compte s'investir, dans quelques années, dans l'évènementiel, organiser des mariages, des réceptions, des concerts. Tout ce qui peut amener de la joie dans la vie des gens. Peu importe que ce soit à Kédougou, à Abuja ou dans une autre ville ouest-africaine. D'ici-là, elle place sa confiance en l'avenir pour l'extirper de sa vie nocturne. « Il faut vivre l'instant présent et croire en sa bonne étoile ». En attendant, elle vit au rythme des nuits chaudes de Kédougou. Car ici l'or n'a pas fini de briller, illuminant tout autour de lui, de jour comme de nuit ■

**LA FONDATION
KONRAD ADENAUER
(FKA) AU SENEGAL**



La Fondation Konrad Adenauer est présente au Sénégal depuis 1976.

Même si elle est, au plan diplomatique formel, implantée dans 11 pays d'Afrique, la Fondation Konrad Adenauer (FKA) intervient, au total dans 22 pays du continent.

Elle s'appuie, au Sénégal, sur un des «pays précurseurs de la démocratie» pétri de «culture démocratique» qu'elle estime «solide» et qui a des «structures et des institutions bien ancrées».

La Fondation soutient le Sénégal dans ses «efforts permanents» dans les domaines de la décentralisation et de la promotion du secteur économique privé. A fortiori, les diverses initiatives en matière d'éducation civique mobilisent son attention et son concours.

Au-delà de la promotion de la démocratie en Afrique et dans le monde, la Fondation Konrad Adenauer entrevoit, au Sénégal, des perspectives où l'axe fondamental reste la formation en tant qu'outil favorisant une meilleure assise de la gestion décentralisée et démocratique dans les collectivités locales et l'implantation d'une économie pluraliste d'orientation sociale et d'une éducation civique durable.

OBJECTIFS ET STRUCTURES

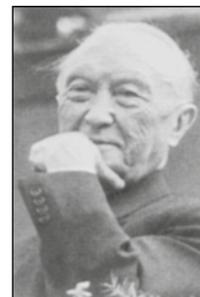
Fondée en 1956 comme «société pour la formation chrétienne démocrate», cette structure a pris le nom de la Fondation Konrad Adenauer en 1964. Mais en réalité, depuis 1962, elle est active. Présente dans le monde depuis 37 ans, la fondation Konrad Adenauer est une fondation allemande, implantée dans plus de cent pays.

Indépendante, FKA est une association de droit commun, à caractère politique qui poursuit des buts d'utilité publique. Ses recettes proviennent des aides financières de l'Etat allemand, de cotisation et de dons.

Les convictions idéologiques de la Fondation sont proches de l'Union Chrétienne-démocrate (CDU) et contribuent à la promotion d'une politique pour la liberté, la paix et la démocratie dans le monde. La FKA milite en faveur de la communication et de la coopération internationale. Ainsi donc maintenir la paix et la liberté, promouvoir la réalisation de la démocratie et des droits de l'homme, lutter contre la pauvreté, tels sont entre autres, les objectifs poursuivis par la fondation Konrad Adenauer. Ces objectifs se déclinent en programme dans les principaux domaines d'activités internationales que sont : - la promotion des processus démocratiques par la formation politique et le conseil ; - la promotion de la classe moyenne et d'une politique économique adéquate ; - le renforcement des syndicats indépendants et démocratiques ; - le développement de l'espace rural ; le dialogue entre les cultures ; - le renforcement du rôle des femmes dans la société ; - la protection de l'environnement et de la sensibilisation des médias.

Le représentant résidant est **Thomas VOLK**

Le siège de la fondation Konrad Adenauer est situé au
32, Stèle Mermoz, Rue El Hadj Ibrahima Niassé, à Dakar Mermoz - BP : 5740 Dakar-Fann
Tél. : (+221) 33 869 77 78 - E-mail : buero.dakar@kas.de
Site Web : www.kas.de/senegal



PRESSE ECRITE 2016 - 2017

LICENCE 3



Les étudiants qui ont rédigé les articles.
(De gauche à droite) :

- Ibrahima NDIAYE • Cheik Farid AKELE
- Habib GAYE • Djiby SENE
- Mme GAYE (Formatrice PAO au CESTI)
- Mamadou DIAGNE (derrière)
- Diène NGOM • Oumar DEMBELE
- Miguel Khalil GODONOU